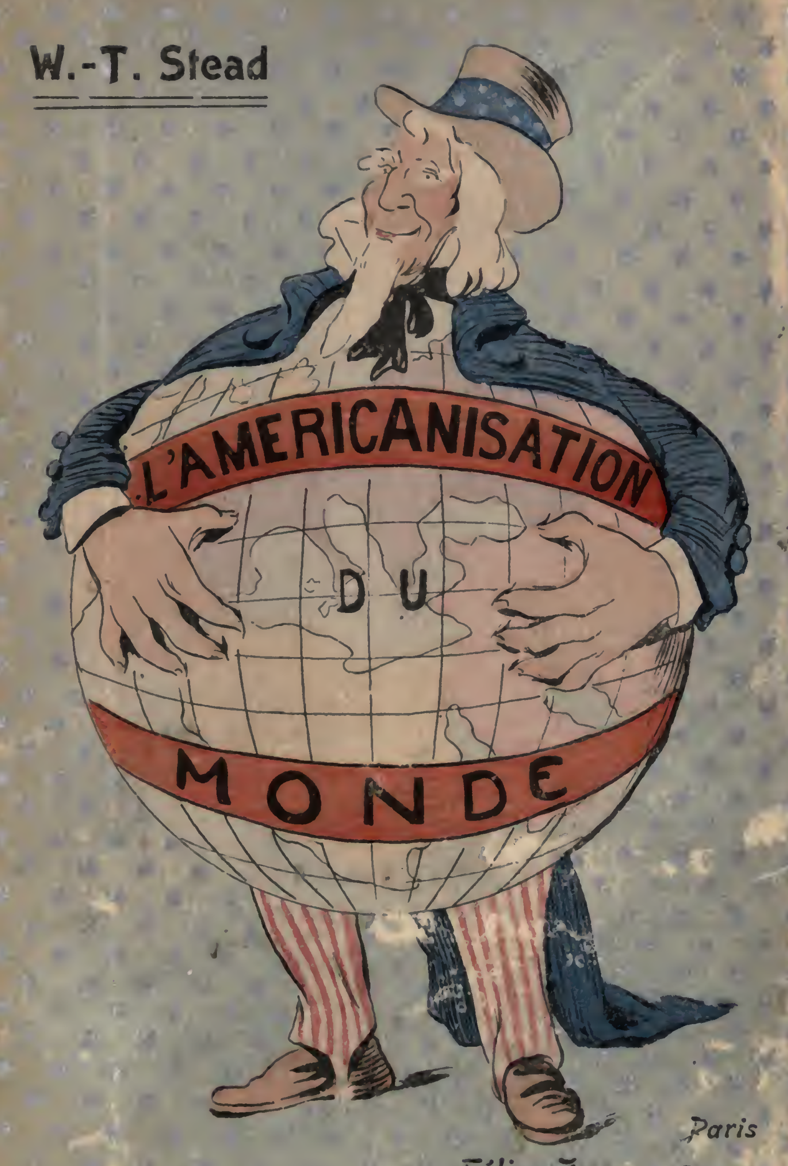


Paris
Félix Juven, Éditeur
122, Rue Réaumur

L'AMÉRICANISATION

DU

MONDE

W. T. STEAD

L'AMÉRICANISATION DU MONDE

Traduit de l'anglais par Leo D'HAMPOL



PARIS

FÉLIX JUVEN, ÉDITEUR

122, RUE RÉAUMUR, 122

PREMIÈRE PARTIE

Les États-Unis et l'Empire Britannique

L'AMÉRICANISATION
DU MONDE

PREMIÈRE PARTIE

Les États-Unis et l'Empire Britannique

CHAPITRE PREMIER

LES PAYS DE LANGUE ANGLAISE

« L'américanisation du monde. » Cette expression provoque bien inutilement l'impatience de la Grande-Bretagne, où l'on regarde comme outrageante l'idée que le monde peut être américanisé, tandis que sa véritable destinée est de passer sous la domination britannique. Encore heureux quand les écrivains qui signalent ce phénomène dont la manifestation est si évidente, à notre époque, ne sont pas soupçonnés de trahison.

Il est vrai qu'on pourrait répondre à ces chauvins impénitents que la prospérité de l'Amérique doit être regardée comme une victoire de notre race qui, en introduisant dans le vieux monde ses mœurs, ses coutumes, son incroyable activité ; en un mot, en façonnant l'ancien continent à son image, ne fait qu'augmenter son prestige. Rien de plus vrai d'ailleurs, car si nous sommes travaillés par la vanité nationale, nous pouvons nous consoler en songeant que les Américains ne donnent aux autres que ce qu'ils ont hérité de nous-mêmes. Quoi qu'ils fassent, c'est toujours la grande famille anglo-saxonne qui en bénéficie. Il y aurait donc, de notre part, une jalousie blâmable, à trouver mauvais les succès de ces petits-fils de l'Angleterre ; c'est comme si les victoires d'Annibal eussent été désagréables à l'ombre d'Amilcar. Quoi qu'il en soit, j'espère que le lecteur, s'il est Anglais, se réjouira avec moi de l'épanouissement d'une nation qui est sortie des flancs de notre patrie, et nous lui demandons, s'il est Américain, de ne pas renier la famille d'où il est sorti.

L'Anglais peut être certain que même dépassé par l'Américain, personne ne peut le dépouiller des gloires et des traditions nationales. Nous pouvons perdre notre rang dans la grande lutte industrielle que l'on nous livre, mais aucune invasion n'effacera l'indestructible renom attaché à la terre qui a donné naissance à Alfred, à Cromwell, à Shakspeare, à Milon, à Burns et à Scott. De plus, et je me hâte de le dire pour apaiser le lecteur américain que taquine l'idée que John Bull joue auprès de frère Jonathan le rôle que joua dans l'antiquité Athènes auprès de la Perse, qu'il est possible que l'Amérique ait sur l'Angleterre, dans l'avenir, l'influence

morale qu'eut le christianisme sur le judaïsme. Car c'est par l'Eglise chrétienne que le monothéisme a conquis le monde; et c'est peut-être par les Américains que l'idéal anglais exprimé en langue anglaise fera le tour de la planète. Le parallèle est dangereusement exact parce qu'il y a des raisons de craindre que l'ingratitude américaine se modèle sur l'ingratitude des chrétiens à l'égard des juifs. Et il est peut-être aussi utile de leur rappeler que les passagers du *Mayflower* étaient Anglais au même titre qu'il faut répéter aux antisémites que le Christ et ses apôtres étaient juifs. J'insiste parce que cela en vaut vraiment la peine, que c'est par l'Eglise chrétienne, oublieuse de sa parenté juive, que l'idéal juif a gagné et civilisé le monde. Il en est de même pour l'américanisation du monde : c'est l'idéal anglais transformé, peut-être même épuré, c'est la civilisation anglaise que l'Américain, fervent apôtre de l'anglo-saxonisme apporte au vieux monde stupéfait. On ne peut nier que les Etats-Unis d'Amérique soient arrivés au sommet de la puissance et de la prospérité, ce qui leur donne un droit à la première place parmi les nations de langue anglaise. Des chiffres éloquents le démontrent plus que tout long discours. Ainsi le Royaume-Uni comptait en 1801 une population de 15,717,287 habitants; en 1901, le recensement indiquait 41,454,578 ; pour les Etats-Unis, en 1800, il n'était que de 5,305,925 tandis qu'en 1900 il atteignait le chiffre de 76,299,529 habitants.

L'objection qui peut être faite à ces chiffres, c'est que la statistique, en ce qui concerne le Royaume-Uni, ne porte que sur une fraction des sujets du roi, et qu'il y faut ajouter la population de couleur de tout l'empire britannique. Pour rétablir l'équilibre il faudrait donc sous-

traire du chiffre donné pour les Etats-Unis tous les hommes de couleur. En procédant de la sorte nous obtenons encore pour l'Angleterre en 1801, 16,000,000, en 1901, 55,000,000 ; pour les Etats-Unis, en 1801, 4,300,000, en 1901, 66,000,000.

Si l'on nous cherche querelle parce que nous n'avons pas compris dans les chiffres que nous venons de donner, les millions d'Indiens qui vivent sous le pavillon britannique, nous répondrons que la comparaison que nous établissons porte seulement sur les communautés de langue anglaise, et que nous ne pouvons comprendre dans cette statistique les peuples conquis dont le rôle consiste à payer des taxes. On n'y peut comprendre en effet que les individus de race blanche qui participent selon la loi au jeu régulier des institutions que les peuples anglo-saxons se sont donné.

Il serait en effet absurde de grouper ensemble comme individus de « langue anglaise » des millions d'hommes comme les Canadiens de Québec et les colons de l'île de Maurice qui ne parlent que français, et comme les Hollandais du sud de l'Afrique qui ne parlent que le *taal*. En les faisant entrer dans la statistique nous augmenterons évidemment le chiffre des sujets de Sa Majesté britannique; mais d'un autre côté, pour établir une balance rigoureuse, nous avons volontairement omis de compter parmi les citoyens américains, les millions d'émigrants qui se sont répandus sur le territoire des Etats de l'Union. Pour nous résumer nos chiffres représentent les forces numériques comparatives des deux sections du monde de langue anglaise, et nous voyons que la section républicaine est supérieure en nombre à

la section monarchique. Il n'apparaît pas, quant à présent, que l'ordre des situations puisse être interverti.

Unissons-nous aux Américains, c'est-à-dire à la fédération de langue anglaise, nous continuerons de jouir d'un prestige que nul ne songera à nous disputer ; tandis que si nous persistons à rester dans notre superbe isolement qui paraît être une des grandes lignes ou plutôt la principale ligne de notre politique actuelle, nous sommes appelés à jouer un rôle effacé dans le concert des peuples.

Pour un instant, admettons que les raisons politiques ou économiques qui divisent l'Angleterre et l'Amérique n'existent plus et que par devoir, mus par une idée supérieure, les hommes d'Etat des deux nations les aient volontairement oubliées, quel réconfortant spectacle nous attend alors? Nous voyons les Etats de langue anglaise fusionnant avec une population de 121,000,000 blancs se gouvernant eux-mêmes et 353,000,000 Asiatiques et Africains vivant sous leur domination. C'est-à-dire que sous les pavillons alliés, *vivraient et travailleraient* un tiers de la race humaine.

La mer qui couvre les trois quarts du globe est leur domaine. Et dans les deux hémisphères, aucun bâtiment ne pourrait sillonner les mers, à l'exception du Pont-Euxin et de la Caspienne sans leur autorisation. Ils sont les suprêmes gardiens des routes liquides et peuvent en interdire l'accès aux autres nations qui s'opposeraient au développement de leur puissance. Sur la terre ferme, toutes les richesses territoriales des deux continents leur appartiennent, si l'on en excepte la Sibérie, ils possèdent les mines d'or les plus productives du monde; il n'est pas un coin de la terre où l'homme blanc peut

vivre en liberté, y subvenir à ses besoins matériels et moraux qui ne leur appartienne. Ils règnent sur la terre des Pharaons; ils ont conquis l'empire d'Aureng-Zeyb et se sont emparés des possessions de l'Espagne. Ils ont dépouillé les Portugais, les Français, les Hollandais et n'ont laissé aux Allemands et aux Italiens que quelques bandes de terre pour tout empire colonial.

Les Etats-Unis s'étendent en effet sur un territoire de 3,754,000 milles carrés et comptent une population totale de 66,000,000 de blancs et de 20,000,000 d'hommes de couleur.

L'empire britannique s'étend sur 11,894,000 milles carrés et comprend une population totale de 55,000,000 de blancs et de 333,000,000 d'hommes de couleur.

Les deux nations alliées offrent donc les chiffres suivants :

Territoire	15.648.000 milles carrés.
Population blanche	121.000.000
Hommes de couleur	353.000.000

Le reste du monde fait une triste figure devant ces chiffres fantastiques. Voici le tableau comparatif des différentes puissances en milles carrés pour l'étendue territoriale, et en hommes blancs et de couleur pour la population :

	MILLES carrés.	POPULATION Blancs.	Couleur.
Russie	8.754.000	121.000.000	12.000.000
Chine	1.327.308	—	400.000.000
Amérique latine	8.215.858	15.000.000	60.000.000
France	3.845.000	39.000.000	46.000.000
Allemagne	1.238.000	55.000.000	15.000.000
Autres contrées	13.293.000	134.000.000	129.000.000

Nous avons donc la part du lion, non seulement en étendue mais encore en production. La terre brûlante du Sahara ne vaut pas un centime l'acre. L'aire vaste des populations germaniques sud-africaines n'arriverait pas à nourrir la population d'un village allemand. A l'exception du Rhin, du Danube, de l'Amour, du Volga, de l'Amazone, presque toutes les grandes rivières navigables du monde sont sous la domination de l'Union-Jack ou du pavillon étoilé. La vallée du Yan-Tsé est tout indiquée comme sphère de notre influence. Tout le continent de l'Amérique du Nord, depuis le pôle nord jusqu'à Mexico, est la forteresse de la race anglo-saxonne ; et dans l'Amérique du Sud comme dans l'Amérique centrale, tous ceux qui oseraient porter une main sacrilège sur les territoires américains, auraient à compter avec la doctrine de Monroë.

Si on fait abstraction de la France, de l'Allemagne et des groupes de petits Etats tels que la Scandinavie, la Hollande, la Suisse, qui ont une haute culture intellectuelle, les nations de langue anglaise occupent le sommet dans l'échelle de la civilisation. Nous avons plus d'écoles dans nos milles carrés,plus de collèges dans nos comtés, plus d'universités dans nos Etats que tous les autres peuples. Nous imprimons plus de livres, plus de journaux et nous possédons plus de bibliothèques qu'eux. Nos églises sont plus nombreuses et nous en attendons plus de bien que dans les autres pays. Chez nous la mortalité diminue, tandis que la moyenne des naissances augmente, et nos statistiques criminelles sont dans une rassurante décroissance. Il y a cependant une ombre à ce riant tableau, c'est l'alcoolisme. Si l'on nous compare aux autres races, nous sommes les plus

grands ivrognes du monde. Néanmoins, aucun des avantages d'une civilisation avancée ne nous est étranger : nous possédons plus que tous les autres des chemins de fer, des vaisseaux, des téléphones, des télégraphes, des trolleys, des hôpitaux et enfin toutes les conquêtes de la vie moderne. Si la comparaison que nous établissons entre le peuple de langue anglaise et les autres présente d'intéressantes particularités, il en est de même quand on compare les deux grandes sections de langue anglaise, l'Angleterre et l'Amérique. Les Etats-Unis, qui nous ont dépassés en population, ne s'étendent que sur une aire relativement limitée. En effet, les Etats de l'Union ont une superficie totale de 3,603,844 milles carrés, auxquels il convient d'ajouter 100,000 milles carrés pour Cuba, Porto-Rico et les Philippines. L'Empire britannique occupe 3,456,383 milles carrés au Canada, 3,076,763 milles carrés en Australie et 1,808,258 milles carrés dans l'Inde. Les vastes territoires du Canada et de l'Australie ne sont que peu peuplés et offrent, pour les pionniers de l'avenir, la place que les Etats-Unis n'ont plus. Le tableau comparatif des individus de race blanche qui vivent dans ces différents pays est intéressant à consulter :

1901

Angleterre	31.231.684
Galles	1.294.032
Écosse	4.471.957
Irlande	4.456.546
Canada (1900)	5.185.990
Australie	3.726.450
Nouvelle-Zélande	773.440
Sud Africain et divers (environ)	1.000.000

1900

(États-Unis ne comprenant pas les états ci-dessous).	57.422.000
Virginie	1.854.184
Illinois	4.821.550
New-York	7.118.012
Pensylvanie	6.302.115
Missouri	3.106.665
Connecticut	908.355
Nebraska	1.068.539

Ces chiffres n'ont certainement pas une exactitude absolue; c'est cependant la statistique qui se rapproche le plus, selon nous, de la vérité.

Quand les tableaux comparatifs sont établis pour la partie financière, c'est-à-dire pour les revenus d'Etat, pour les chemins de fer et la marine, aucune distinction n'est faite entre les hommes de couleur et les blancs. C'est ce qui explique la prépondérance de l'Empire britannique, qui abrite, sous son pavillon, une multitude d'individus à la peau noire ou foncée.

La comparaison s'établit comme suit :

DÉSIGNATION	ÉTENDUE	REVENUS	Chemins de fer	MARINE	EXPORTATION et IMPORTATION
	mil. carrés	£	milles	tonnes	£
Royaume Uni.	121.000	120.000.000	21.659	9.164.000	815.000.000
Colonies et dépendances...	11.429.000	110.000.000	54.000	1.019.808	201.078.891
TOTAL...	11.550.000	230.000.000	75.659	10.183.808	1.016.078.891
Etats-Unis....	3.700.000	139.000.000	184.278	4.864.000	380.000.000
TOTAL.	15.250.000	369.000.000	259.937	15.047.808	1.396.078.891

M. Chauncey Mc Govern a publié dans le *Pearsons Magazine* d'octobre 1901 une intéressante statistique dont nous publions un extrait non moins curieux que le tableau précédent :

DÉSIGNATION	LES ÉTATS-UNIS de langue anglaise	RUSSIE, FRANCE, ESPAGNE
Étendue...........	15.636.000 mil. carrés	12.320.000 mil. carrés
Population.........	473.500.000 —	217.218.000 —
Revenus...........	379.800.000 £	133.103.000 £
Dette nationale....	1.560.705.000 £	2.281.951.000 £
Chemins de fer....	267.150 milles	67.260 milles
Exportation........	825.251.600 —	239.920.600 £
Marine marchande.	19.236.000 tonnes	3.037.000 tonnes
Marine de guerre..	13.319 —	10.993 —

Une autre comparaison détaillée entre les Etats de langue anglaise, la France, la Russie et l'Allemagne a été faite par sir Richard Temple en septembre 1899. Je cite ces chiffres sans essayer de les compléter par une statistique nouvelle.

ETATS DE LANGUE ANGLAISE		RUSSIE, ALLEMAGNE et ESPAGNE	
POPULATION			
Blancs................	125.000.000	Blancs........... ...	221.000.000
Couleur..............	350.000.000	Couleur...............	64.000.000
	475 000.000		285 000.000
ÉTENDUE			
15 1/4 millions milles carrés.		13 3/4 millions milles carrés.	
LITTORAL			
62.000 milles et 19 ports de 1re classe.		17,000 milles et 5 ports.	

	CHEMINS DE FER	
258.000 milles.		79.500 milles.
	COMMERCE ANNUEL	
1.600.000.000 livres sterling.		1.120.000.000 livres sterling.
	MARINE MARCHANDE	
11.000.000 tonnes.		3.750.000 tonnes.
	PÊCHERIES	
320.000.		100.000.
	CHARBONS	
405.000.000 tonnes.		138.000.000 tonnes.
	MINERAI DE FER	
25.000.000 tonnes.		20.000.000 tonnes.
	REVENUS	
377.000.000 livres sterling.		405.000.000 livres sterling.
	ARMÉES	
1.000.000.		7.000.000.
	MARINE	
410 bâtiments.		381 bâtiments.

Ces chiffres représentent la plus grande somme de force organisée qu'on ait jamais vue à la disposition d'une seule race. La question est maintenant de savoir si cette gigantesque réunion de moyens peut être intelligemment employée. Nous vivons dans un siècle de combinaisons, et ces combinaisons occupent l'esprit des gens qui, comme M. Morgan, cherchent à grouper toutes les ressources de l'activité humaine dans un but déterminé.

C'est cette idée qui a donné naissance aux trusts; c'est cette même raison qui peut amener l'Amérique et l'Angleterre, à s'unir dans un but de prospérité et de défense communes; et ce n'est pas un vain sentimenta-

lisme qui me fait parler ainsi : la question est assez haute pour que je me sois donné la peine d'en étudier tous les côtés. Rien ne pourrait s'opposer à cette alliance qui nous rendrait plus forts contre les attaques de l'extérieur et, ce qui est plus important encore, qui nous fortifierait contre les dangers qui résultent de la lutte économique que se livrent toutes les nations, lutte qui revêt actuellement un caractère pacifique, mais que l'avenir fera dégénérer en guerre ouverte, en véritable extermination.

New-York peut rivaliser avec le Massachusetts, et la Pensylvanie avec l'Illinois sans danger pour le lien fédéral qui les unit : ce qui revient à dire que tous les états d'une fédération peuvent être rivaux sans que la paix de ladite fédération en soit le moins du monde troublée non plus, d'ailleurs, que la paix universelle.

Si le monde de langue anglaise prenait la résolution de s'unir et de former une cour suprême où tous les différends anglo-américains seraient jugés, les commerçants et les industriels des deux nations pourraient rivaliser sur tous les marchés du monde, sans que les bonnes relations qui doivent exister entre l'Empire britannique et la République américaine aient jamais à en souffrir.

Un des phénomènes actuels de la vie politique est une marche vers l'unité des peuples qui parlent la même langue. Témoin, la reconstitution de l'Allemagne et l'unification de l'Italie.

Le XXe siècle verra-t-il l'unité des races de langue anglaise ? C'est la question qui se pose avec sa redoutable inconnue.

Les souvenirs de la *via dolorosa* de sang et de larmes

qu'a suivie la race germanique pour arriver à l'unité doit enhardir les plus timorés des Anglo-saxons et les encourager à atteindre le même but sans suivre la même route.

L'histoire de la reconstitution allemande est pleine d'enseignements pour nous; elle contient des encouragements et surtout des avertissements. La race germanique, il y a 100 ans, était un peu dans notre cas : l'Autriche était ce qu'est la Grande-Bretagne, elle avait le prestige historique des races anciennes, elle portait la couronne impériale ; elle régnait sur des races diverses et sa fierté était insupportable. Contre elle se dressaient les Prussiens, ses Américains à elle. Ils étaient jeunes et pleins d'ardeur ; à côté des Habsbourgs, les Hohenzollerns n'étaient que des parvenus ; mais ils avaient le génie de l'organisation, l'instinct du pouvoir et un patriotisme passionné. Entre ces deux maisons, les petits états gouvernés par des principicules, que l'on pourrait parfaitement comparer à nos colonies de langue anglaise, regardaient l'Autriche comme le pivot de la politique germanique.

Nous connaissons tous les conséquences de ce long dualisme : en 1856, Bismarck le dénonçait au patriotisme allemand, s'engageant à le faire cesser ; dix ans après, à Sadowa, il réglait ce différend intérieur à l'avantage de la Prusse ; mais au détriment de la paix de l'Europe centrale. Nous le répétons, les deux grandes sections des races de langue anglaise doivent, par tous les moyens, oublier leurs différends, pour ne songer qu'au bénéfice d'une union qui répondra de leur puissance et de leur prospérité. Il faut souhaiter que l'œuvre mauvaise de Georges III ne soit pas continuée et para-

chevée. Que le pouvoir ait passé de Westminster à Washington, la querelle est mince si l'on veut bien penser à la question plus haute, qui est de nous assurer la domination du monde. Il y a 6 ans, M. Balfour déclarait que « l'idée d'une guerre avec les Etats-Unis d'Amérique, porte en soi, comme un abominable parfum de guerre civile ». Depuis, les événements ont renforcé ce sentiment naturel qui lui faisait dire : « Je sens, et il me semble être ici l'interprète de mes compatriotes en disant que l'orgueil de la race à laquelle nous appartenons, est exactement l'orgueil de toute la communauté de langue anglaise. Nous avons un patriotisme domestique, que nous soyons Ecossais, Anglais ou Irlandais ou de tout autre pays de l'Empire, nous avons un patriotisme impérialiste comme citoyen de l'Empire britannique; mais certainement, en plus de tout cela, nous avons un patriotisme anglo-saxon qui embrasse dans ses amples plis toute la grande race qui a tant fait, dans chaque branche des efforts humains, et surtout dans celle qui a produit les institutions libres et les communautés libres, » et M. Balfour ajoutait ces mots marqués au bon coin de la sagesse et qui serviront à clore ce chapitre :

« Nous pouvons être taxés d'idéalisme et traités de songe creux. Idéalistes, songe creux, soit ! mais je regarde devant moi avec confiance, en pensant que notre idéal sera un jour la réalité, que nos rêves se réaliseront, dans la précision d'un fait politique ; car, après tout, les circonstances font que tout tend à la matérialisation de cette idée généreuse. »

CHAPITRE II

LES BASES DE L'UNION.

Que l'on veuille bien admettre, pour la solidité de mon argumentation et la compréhension de ce qui va suivre, que l'union des races de langue anglaise doit être désirée dans l'intérêt de la paix du monde et de la liberté de l'humanité.

Comment cette union pourra-t-elle se faire ? D'avance je répondrai à ceux qui pourraient m'accuser de manquer de tact politique et de précipitation dangereuse capable de nuire à l'œuvre naturelle qui s'accomplit, je répondrai que les événements antérieurs, et les idées qui se sont fait jour dans la presse des deux continents m'autorisent à discuter les tendances, les forces et à prévoir la course de l'évolution naturelle des éléments existant dans l'Empire britannique et dans la République américaine, et dans les nations qui entourent les frontières de ces deux puissances. Le problème est si haut, si complexe, il comporte tant de bien dans sa solution si impatiemment attendue, que c'est presque un devoir d'en saisir non seulement les intéressés mais encore l'humanité tout entière.

Si les deux états principaux de langue anglaise doivent vraiment s'unir pour former le puissant faisceau que nous souhaitons, il convient de rechercher le moyen de cimenter cette union sans que l'amour-propre des différentes parties qui composeront ce grand tout ait à en souffrir. Ceci admis, on se demande si ce sont les institutions républicaines qui doivent s'effacer ou se modifier devant l'idée monarchique, ou si c'est la monarchie qui se laissera façonner par la pensée démocratique. Ce qui revient à dire : nos institutions seront-elles américanisées ou, au contraire, le cachet britannique s'imprimera-t-il plus profondément sur la constitution américaine ?

Nous devons espérer qu'entre les mœurs et les tendances de ces deux nations un équilibre raisonnable s'établira et que, lorsque le jour de la réunion viendra, il y aura si peu de différence dans les institutions, que la fusion s'accomplira toute seule et que les éléments anglais et américains produiront une nation anglo-américaine selon une formule nouvelle, ne se laissant dominer par aucun des caractères particuliers qui caractérisent l'Anglais ou l'Américain.

Comme nous le disions tout à l'heure, la question est complexe et mérite un examen attentif. D'abord existe-t-il une différence fondamentale entre la Constitution anglaise et la Constitution américaine ? Ce qui les différencie, c'est qu'en Angleterre nous avons une monarchie héréditaire, tandis qu'aux Etats-Unis il y a une république élective ; c'est que nous n'avons pas de Constitution écrite, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique on possède la meilleure Constitution écrite qui soit connue.

La Constitution des Etats-Unis de langue anglaise de-

vra être écrite. Nous trouverons des Anglais pour suggérer qu'il n'est point besoin de Constitution écrite pour perpétuer les traditions qui sont l'honneur de l'Angleterre ; mais ce qui est vrai pour les Iles Britanniques peut ne plus l'être quand le système politique et social sera modifié. Nous n'avons d'ailleurs qu'à examiner ce qui s'est passé pour nos grandes colonies. Quand les Etats du Canada (Dominion) ont été constitués, la fédération a demandé sa reconnaissance civile par l'établissement d'une Constitution. L'année dernière les choses se sont passées de même en Australie par la création du Commonwealth. Si M. Gladstone avait réussi à faire passer le Home Rule, ce Bill aurait été la Constitution écrite ou la charte fondamentale du nouveau gouvernement d'Irlande. L'adoption d'une Constitution écrite me paraît inévitable et cette adoption serait le caractère principal des Etats réunis qui, par ce côté, seraient plus américains qu'anglais.

En dehors de cette différence de constitution traditionnelle et de constitution écrite, l'Empire britannique et la République américaine diffèrent encore par le moyen dont leurs chefs d'Etat respectifs sont nommés : les républicains élisent leur chef pour 4 ans ; les Anglais couronnent pour la vie le fils aîné du souverain décédé.

Nous n'avons pas à discuter ici les avantages d'une constitution monarchique ou démocratique. Les Américains seraient peut-être les premiers à s'opposer, pour l'Angleterre, à un changement de constitution. La couronne ou plutôt la royauté doit rester comme l'image historique et symbolique de l'Angleterre avec laquelle elle est intimement liée. On ne conçoit pas plus l'Angleterre sans la monarchie que Londres sans brouillard.

Néanmoins les royalistes les plus fervents, les plus loyaux, ne peuvent pas concevoir non plus les Américains devenant les dévoués sujets des descendants de Georges III. Même si les descendants de Washington se convertissaient à la monarchie héréditaire et constitutionnelle, il est à présumer qu'ils exigeraient que leur souverain fût un Américain imprégné des idées américaines. Aucun citoyen né à l'étranger quels que soient les services qu'il ait rendus à l'Etat, quelque lointaine que soit la date de sa naturalisation, ne peut occuper le siège présidentiel même pour l'espace de 4 ans. Cette condition *sine qua non* deviendrait plus rigoureuse encore si l'on décidait que le roi américain pourrait transmettre sa couronne à ses descendants. La conversion des Américains aux principes monarchiques, loin d'être une cause de fusion, deviendrait au contraire un obstacle pour l'union des deux grandes puissances ; car il y aurait à compter avec les rivalités dynastiques. Mais ce danger ne doit pas être sérieusement envisagé. Si l'union des deux grandes sections de langue anglaise doit s'accomplir un jour, le futur chef de la fédération nouvelle sera certainement un républicain, même si la monarchie continuait à être chérie dans les Iles Britanniques comme une institution locale, qui fait partie du patrimoine traditionnel d'un peuple. Ce qui différencie encore, dans l'état actuel des choses, les Américains des Anglais, c'est la répudiation par les premiers du principe d'une pairie héréditaire et d'une Eglise établie, et l'acceptation avec toutes ses conséquences logiques du principe de gouvernement du peuple, par des représentants salariés, choisis par collèges en proportion exacte de leur nombre, selon le recensement décen-

nal. Ce sont des traits très différents qui frappent vivement l'observateur.

Les Américains resteraient sans passion si l'on agitait devant eux ces questions de second plan. Il n'en serait pas de même avec les sujets du roi. Si à l'heure actuelle on plébiscitait sur la question de savoir si l'Empire britannique doit conserver la législation héréditaire de l'Eglise établie et enfin la représentation communale dont les membres ne sont point payés, l'Empire se partagerait aussitôt en deux camps; néanmoins une majorité se dessinerait en faveur du système américain.

En Angleterre, sans aucun doute, le plus grand nombre irait à la monarchie telle que nos aïeux nous l'ont léguée ; mais au pays de Galles et en Irlande, voire même en Ecosse, bien que pour cette partie des Iles Britanniques, il serait imprudent de se montrer affirmatif, l'avis exprimé serait bien différent. Nous nous enorgueillissons d'avoir enserré le monde, dans un cercle de colonies autonomes mais loyales à la couronne; cependant il ne faut pas oublier que ces colonies se sont donné des Constitutions établies sur le modèle de la Constitution américaine et sont par conséquent opposées aux grandes lignes de la politique traditionnelle anglaise. Il ne nous a pas encore été donné de voir transporter aux colonies une chambre héréditaire, une Eglise d'Etat, ou le système anglais d'une représentation inégale et gratuite.

Les descendants de George III n'ont conservé la fidélité des colonies à la mère patrie qu'en leur concédant des constitutions calquées sur les principes de Georges Washington. Le segment anglais de la Grande-Bretagne peut rester fidèle aux vieilles constitutions bri-

tanniques; mais la Plus Grande-Bretagne les répudie avec une unanimité absolue.

M. Whitelaw Reid fut, comme on le sait le représentant des Etats-Unis au jubilé de la Reine en 1897. Il vit Londres dans tout l'enthousiasme de son absolu loyalisme ; et dans la foule qui se pressait autour de la Souveraine, aucun citoyen ne se montrait plus respectueusement empressé, plus passionnément dévoué que « les Premiers » des colonies. Mais M. Whitelaw Reid qui examinait non seulement en diplomate, mais encore en observateur subtil, fut surpris de découvrir que presque tous ces loyaux sujets, ministres de la Couronne étaient au fond de parfaits yankees, de tempérament comme de raison. J'ai demandé à ce diplomate de m'expliquer ce qu'il y avait d'un peu sybillin dans son expression « parfait yankee », et voici ce qu'il m'a répondu :

« J'ai voulu dire que les « Premiers » des colonies anglaises n'ont rien de commun avec les ministres anglais et tous vos politiciens. Leur point de vue est américain, et leurs idées politiques sont absolument semblables aux nôtres. Ce sont de loyaux sujets de la Reine sans doute ; mais ceci est tout particulier : leurs actes politiques sont des actes républicains. Ils partent des mêmes principes ; leur raison chemine dans le même sentier et ils arrivent, aux mêmes conclusions. Aucun d'eux ne tolérerait l'établissement d'une Chambre des lords dans la colonie qu'ils administrent, ni d'une Eglise d'Etat ; même en ce qui concerne le libre échange, leurs idées sont plus américaines qu'anglaises ; en leur parlant je n'avais pas besoin de prendre les mêmes précautions que si je me fusse adressé à des Anglais de la métropole.

Nous devons donc admettre comme absolument ma-

nifeste, que les institutions distinctives anglaises, comme la Chambre des lords ou l'Eglise d'Etat ne figureront pas dans les institutions des Etats réunis. Il est à croire même que le désir toujours grandissant qui se manifeste un peu partout de se débarrasser de ces institutions surannées, hâtera la réunion des deux races. Tout cela signifie une chose et une chose seulement, c'est que le premier pas doit être fait par nous ; car il serait fou de penser un instant à forcer les Américains à nous rejoindre au milieu de la route, parce que cela reviendrait à dire qu'il est nécessaire, pour arriver à une entente, d'obliger les Américains à accepter les institutions dont nous-mêmes nous sommes las.

Il faut bien le dire, on rencontre souvent, presque toujours même, des Américains fiers de leur Constitution; mais combien rencontre-t-on d'Anglais qui soient orgueilleux de la leur ?...

Je ne limite pas cette remarque aux Irlandais, aux Gallois, aux Ecossais et Anglais libéraux, parce qu'ils sont naturellement en révolte ouverte contre le *veto* permanent qu'oppose à toute législation libérale la Chambre des lords. J'ai trouvé les plaintes les plus acrimonieuses contre les obstacles qui gênent le jeu de la machine constitutionnelle dans la conservatrice *Guaterly* et dans les discours des ministériels.

Nous avons d'ailleurs été tous témoins du mauvais état de la machine parlementaire, et avons été tous d'accord pour le constater ; et nous ne différons avec nos adversaires qu'en ce qui concerne la cause qui a déterminé l'accident. Les avocats les plus fidèles du système actuel, ne peuvent s'empêcher, lorsqu'ils parlent de ce qui se passe à Westminster, d'en parler

avec amertume, sinon avec acrimonie. Cette attitude contraste singulièrement avec celle des Américains qui parlent toujours avec enthousiasme de leur constitution ce qui est d'ailleurs absolument conforme à leur pensée.

M. Bryce, à la première page de son admirable ouvrage sur l'*American Commonwealth*, appelle l'attention de ses lecteurs sur le profond et presque religieux respect que professent les Américains pour leurs institutions. Ce n'est pas seulement dit M. Bryce parce que l'expérience tentée s'exerce sur une échelle particulièrement vaste, c'est parce que c'est plus qu'une expérience et que l'on s'imagine comme ils se l'imaginent eux-mêmes qu'ils possèdent les meilleures institutions vers lesquelles, par la loi du destin, le reste du monde civilisé est forcé de s'acheminer, les uns plus vivement, les autres plus lentement, mais tous infailliblement. »

Quand deux parties sont en cause, que l'une est convaincue du mauvais état de sa cause; que l'autre au contraire, croit fermement posséder le droit et la raison, il n'est pas difficile de prévoir laquelle des deux l'emportera dans l'avenir. Nos lecteurs comprennent qu'il s'agit ici des Anglais et des Américains.

« La Constitution américaine, a dit M. Gladstone, est, autant que je puisse l'affirmer, le plus admirable ouvrage qui soit sorti du cerveau des hommes. Elle a fait ses preuves pendant un siècle, répondant à toutes les exigences des situations provoquées par une expansion sans exemple au point de vue de l'importance et de la rapidité; et sa résistance aux modifications profondes, quoique non totales, prouve la sagesse de ses auteurs et la force de son autorité. »

M. Bryce n'est pas moins élogieux, parlant de la

Constitution américaine, il dit : « D'après toutes les déductions elle prend rang au-dessus de toutes les Constitutions écrites à cause de l'excellence intrinsèque de ses éléments, de son adaptation aux besoins du peuple, de sa simplicité, de sa brièveté, de la précision de son langage, du mélange judicieux, des définitions de principe, joints à la clarté des détails. »

Un autre homme d'Etat qui n'a pas craint d'attirer l'attention du public anglais sur les bienfaits de la Constitution américaine, est le marquis de Salisbury, le premier ministre conservateur. Nous n'avons pas à examiner si ce qu'il admire le plus dans cette Constitution, c'est la garantie qu'elle offre contre les innovations dangereuses ou la liberté qu'elle donne à l'homme de contracter selon ses besoins. Ce qui ressort surtout de ce fait que l'homme d'Etat anglais ne dissimule pas son admiration pour la Constitution américaine, c'est que la Constitution sous laquelle et au nom de laquelle il gouverne, n'offre pas les mêmes garanties.

Citons encore l'opinion de Cecil Rhodes, dont le langage brutal était caractéristique; il disait :

« Pour sauver l'empire britannique il faut deux choses : le Home Rule et des droits protecteurs; et si vous me demandez pourquoi je crois trouver le salut dans le Home Rule, et ce que l'expression signifie, je vous répondrai : « Lisez la Constitution américaine! »

Avons-nous besoin d'autres témoignages encore? Je ne le crois pas.

Comme fiche de consolation, on peut dire à l'Anglais susceptible que la Constitution américaine, comme le peuple américain lui-même, sort de cette Ile Britannique qui a été le berceau de la race.

CHAPITRE III

L'AMÉRICANISATION DE L'IRLANDE.

C'est là un excellent thème de discussion de savoir comment et par quels moyens l'empire britannique sera américanisé. Bien des forces s'y exercent qui échappent à nos yeux. La principale n'est pas apparente, car son travail est silencieux et subtil comme les lois de la gravitation. Ce n'est d'ailleurs pas autre chose que la loi de la gravitation appliquée au monde politique. Dans le monde stellaire, les moindres cheminent autour des plus grands. Il est impossible de construire un système solaire dans lequel une ou plusieurs planètes seraient plus grandes et plus pesantes que le soleil.

Il y a un siècle la Grande-Bretagne était le soleil du système politique du monde anglais. La population était de 16 millions d'individus, tandis que les Etats-Unis ne comptaient que 5 millions de citoyens.

Les Américains s'étaient détachés de la mère-patrie, mais ils avaient la force et la vitesse acquises que leur avait imprimées une masse compacte de 16 millions exerçant continuellement son action sur un corps plus faible d'un tiers. Pendant les trois quarts du siècle la

force silencieuse de gravitation fit sentir son influence à un degré continuellement décroissant, jusqu'au moment où la force des deux nations se neutralise, et leur position se renverse. C'est alors que les Etats-Unis commencent, à leur tour, à peser sur les destinées du Royaume-Uni. L'action de cette force invisible pendant un certain temps demeura inaperçue, en raison des acquisitions faites en Asie et en Afrique par la plus petite nation. Mais bientôt après on s'aperçut que les individus dont l'empire britannique avait fait des citoyens étaient, au point de vue de l'action civilisatrice, des quantités négligeables. Les centaines de millions d'Hindous n'ajoutaient rien à la force intrinsèque du peuple britannique; ils constituaient une partie du *fardeau de l'homme blanc.* Ils ne comptaient dans le problème de la gravitation politique que parce qu'ils tendaient à obscurcir les forces réelles qui gouvernent la situation. C'est que le centre actif des deux Etats n'est formé que de la race blanche. L'influence mutuelle de la Grande-Bretagne sur l'Amérique, ou de l'Amérique sur l'Angleterre dépend surtout du nombre et de l'intelligence des citoyens et de l'intensité de leur cohésion. Cette cohésion n'est pas nécessairement géographique; dans son essence elle est morale, sentimentale et intellectuelle. C'est dans la volontaire association entre citoyens libres et se gouvernant eux-mêmes que demeure le secret des forces de l'Etat.

Nous touchons à un autre élément de faiblesse qui pèse fortement sur la Grande-Bretagne, et l'empêche de soutenir la comparaison avec les Etats-Unis, nous voyons que les citoyens de la libre Amérique à quelque degré de l'échelle sociale qu'ils appartiennent, sont des

citoyens volontaires; ils sont fiers de leur titre, et demeurent fidèles aux institutions qu'ils se sont données. Ils sont des millions qui sont nés sur d'autres terres; mais ces étrangers d'origine rivalisent avec les natifs dans l'enthousiasme général pour les lois qui régissent les Etats-Unis.

Si nous tournons les yeux sur l'Angleterre, nous nous apercevons que là, il n'en est pas de même. Non loin de nous s'étend un pays qui abrite une population nombreuse, dont la majorité est constamment dans un état latent de rébellion. La majorité du peuple irlandais acquiesce tristement à l'irrésistible logique de la *force majeure*. Les Irlandais ne sont pas fiers de leur titre de citoyens britanniques; ils le méprisent même; ils acceptent d'avoir des représentants à Westminster à seule fin d'user du bulletin de vote, comme on se sert de la pique ou du fusil. Et quand on compare les forces respectives des deux grandes sections de langue anglaise, que l'on cherche leur point vulnérable, on ne peut s'empêcher de penser que l'Irlande est au corps de l'empire britannique, ce que le talon était au bouillant Achille. L'échec de notre action en Irlande et l'impossibilité de conquérir l'amitié de ses habitants sont le résultat de fautes successives; et ce sont ces fautes, qui, dépassant les autres, ont transféré la direction de notre race à nos fils d'au delà des mers.

Il y a à peu près quarante ans que les Etats-Unis étaient déchirés par une effroyable guerre intestine. La lutte dura cinq ans; c'est le Nord qui en sortit vainqueur. Le Sud cruellement abaissé, écrasé, ruiné dut demander la paix. Les Etats séparatistes furent forcés à la pointe des baïonnettes de rentrer dans l'Union; mais en dépit

de tous les étendards sanglants, en dépit du million de tombes où dorment du dernier sommeil les hommes sacrifiés, en dépit des haines entre vaincus et vainqueurs, la plaie sanglante ouverte par la guerre se ferma grâce aux bienfaits du Home Rule. Quand la guerre éclata entre l'Amérique et l'Espagne, aucun soldat ne s'engagea pour la défense du pavillon étoilé avec plus de cœur et d'entrain que les fils des hommes qui, sous Davis et Lee, avaient versé leur sang pour la destruction de l'Union.

Le contraste qui existe entre la complète réconciliation qui s'est effectuée entre le Nord et le Sud de l'Amérique et notre incapacité de trouver même un *motus vivendi* entre Irlandais et Anglais, donne la mesure de la différence que l'on découvre entre le génie de la république américaine et celui de l'empire britannique. Le secret de cette différence réside dans le fait, que les Américains ont franchement et pleinement reconnu le gouvernement existant par le consentement des gouvernés, tandis qu'une bonne moitié des Anglais n'a jamais accepté les institutions sous lesquelles ils vivent. Le vieux virus du gouvernement absolu qui fut la malédiction du XVIIIe siècle sous les Stuart, revint, après le Commonwealth, à la Restauration et ne disparut pas complètement en 1688. Il revint encore au XVIIIe siècle sous Georges III, et eut pour résultat, la perte de nos colonies américaines. Au XIXe siècle nous réussîmes à le supprimer partout, excepté en Irlande. Dans ce pays, grâce à la Chambre des Lords, nous exagérâmes la fatale propension inhérente aux conservateurs qui essayent toujours de gouverner une nation, sans s'inspirer de ses besoins, contre sa volonté, et en opposition

avec ses idées. Comme résultat, nous le répétons, nous possédons l'Irlande; mais l'Irlandais est plutôt un élément de faiblesse que de force. Les Irlandais sont comme le sel dans le mortier de l'empire, et leur influence affaiblissante et dissolvante ne se confine pas seulement au Royaume Uni. L'existence de sujets révoltés, d'hommes créés citoyens sans leur volonté, est toujours une source de faiblesse pour les Etats. Cette erreur politique dont nous avons vu les funestes effets, nous la commettons encore, à l'heure présente, en persistant dans une lutte odieuse et obstinée. Nous avons déjà sacrifié 20,000 hommes et dépensé 200 millions de livres sterling pour forcer les Hollandais de l'Afrique du Sud à se soumettre à notre domination. Nous en avons tué des milliers; nous avons dévasté leurs terres, et tout cela pour en faire nos « sujets ». S'ils avaient voulu devenir nos concitoyens, ils auraient été pour nous une source de force. Mais forcés par la guerre à se soumettre à nos lois, ils seront pour nous une source de constante faiblesse. Nous aurons deux Irlandes au lieu d'une, et chacune s'efforcera, le jour venu, de briser le lien fragile qui l'unit à la métropole pour chercher des destinées meilleures sous un pavillon qui lui offrira plus de liberté.

En vue des éventualités qui peuvent résulter de la catastrophe qui a détruit notre domination dans le Sud de l'Afrique, il n'est pas sans intérêt de lire attentivement la Déclaration d'indépendance que les colons américains notifièrent à la mère-patrie le 4 juillet 1776, affirmant leur volonté de s'occuper désormais de leurs propres destinées.

J'imagine qu'il y a peu d'Anglais qui aient parcouru ce

fameux document, dont la lecture cependant est pleine d'enseignements. Nous ne pouvons résister au désir de le reproduire, parce qu'il nous apparaît comme l'épitaphe de notre empire :

Au Congrès, 4 juillet 1776.

DECLARATION

des Représentants des Etats-Unis d'Amérique assemblés en Congrès général.

Lorsque, au cours des événements humains, il devient nécessaire pour un peuple de rompre les liens politiques qui l'unissent à un autre peuple, et de prendre parmi les pouvoirs du monde, le rang que les lois de la nature et la volonté de Dieu lui assignent, par déférence pour l'opinion du monde ce peuple doit publier les causes qui l'obligent à prendre l'initiative de la séparation.

Nous tenons pour évidentes ces vérités : que tous les hommes ont été créés égaux, que le Créateur leur a départi certains droits inaliénables, que parmi ces droits sont la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Que c'est pour assurer ces droits que les gouvernements ont été institués parmi les hommes, tenant leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés, que si les gouvernements oublient leurs devoirs étroits, le peuple a le droit de les modifier, de les abolir, d'en instituer de nouveaux basés sur de tels principes et affectant une telle forme qu'ils assurent sa sécurité et son bonheur. La

prudence veut que ces gouvernements ne soient pas modifiés pour des causes légères et l'expérience démontre que l'humanité préfère souffrir de maux supportables que de porter la main sur des institutions auxquelles elle est habituée. Mais quand une longue suite d'abus et d'usurpations dénonce la volonté par ces gouvernements de tomber dans le plus absolu despotisme, il est du droit et du devoir des peuples de s'en débarrasser et de désigner d'autres hommes pour leur sécurité future. C'est dans ces conditions, que ces colonies ont souffert patiemment, et qu'elles entrevoient maintenant la nécessité de modifier leur premier système de gouvernement. L'histoire du présent roi de la Grande-Bretagne est l'histoire d'injures et d'usurpations répétées, ayant toutes l'unique objet de l'établissement d'une absolue tyrannie sur ces Etats. Donc pour le prouver, il suffit d'énumérer ces faits :

Il a refusé de sanctionner des lois qui assuraient le bien-être et la prospérité des individus.

Il a interdit à ses gouverneurs d'appliquer des lois d'un besoin immédiat, ou leur enjoignait d'en suspendre l'application jusqu'à son bon plaisir et négligeait ensuite de s'en préoccuper.

Il a refusé de sanctionner d'autres lois pour l'*accommodation* des grands districts à moins que le peuple ne renonce au droit d'avoir des représentants dans les Chambres, droit d'une inestimable valeur pour lui, et redoutable seulement pour les tyrans.

Il a convoqué les corps législatifs à des places arbitrairement choisies, malsaines et éloignées de tous les centres de gouvernement, dans le but de les empêcher d'accomplir leur devoir.

Il a dissout les représentations qui s'étaient opposées avec fermeté à tous les empiètements sur les droits du peuple.

Il a refusé pendant longtemps après ces dissolutions, d'autoriser d'autres élections, laissant ainsi l'Etat exposé aux dangers de l'invasion et aux convulsions intérieures.

Il a essayé de s'opposer à l'expansion de ces Etats en forgeant des lois obstructives pour la naturalisation des étrangers, refusant d'encourager leurs migrations, et en élevant les conditions d'acquisition de terres.

Il s'est opposé à l'administration de la justice, en refusant de consentir à établir les pouvoirs judiciaires.

Il a rendu les juges dépendants de sa volonté, en restant le dispensateur des offices et en taxant lui-même leurs salaires.

Il a créé une multitude de nouveaux emplois, dont il a pourvu ses officiers, qui n'ont d'autres raisons d'être que de harasser notre peuple et réduire ses moyens de subsister.

En temps de paix, il a maintenu des armées parmi nous, sans le consentement de nos Chambres.

Il a affecté de rendre le pouvoir militaire indépendant et supérieur au pouvoir civil.

Il s'est entendu avec d'autres pour nous soumettre à une juridiction contraire à notre Constitution et que ne reconnaissent pas nos lois, et il a donné son assentiment à des actes prétendus légaux et qui avaient pour objet :

D'entretenir de grands corps de troupes armées parmi nous, de les soustraire, par un semblant de justice, aux châtiments qu'ils méritaient pour les attentats commis sur les habitants de ces Etats;

D'empêcher notre commerce avec toutes les parties du monde ;

D'imposer des taxes sans notre consentement ;

De nous priver dans bien des procès de la sauvegarde du jury ;

De nous conduire au delà des mers, pour nous faire juger pour de prétendues offenses ;

D'abolir le libre système des lois anglaises dans les provinces voisines, établissant ainsi un gouvernement arbitraire, et d'augmenter ses frontières de façon à introduire les mêmes lois absolues dans ses colonies ;

De déchirer nos Chartes, d'abolir nos meilleures lois, et d'altérer fondamentalement les formes de notre gouvernement;

De suspendre nos Chambres et s'y substituer dans tous les cas.

Il a abdiqué ses droits sur nous, en nous déclarant déchus de sa protection, et en nous faisant la guerre.

Il a piraté dans nos mers, ravagé notre littoral, brûlé nos villes et attenté à la vie de nos nationaux.

A l'heure actuelle, il transporte de formidables armées de mercenaires étrangers, pour compléter l'œuvre de mort, de désolation et de tyrannie déjà commencée dans des circonstances qui rappellent par leur cruauté et leur perfidie les âges barbares, et totalement indignes d'un souverain régnant sur une nation civilisée.

Il a obligé nos concitoyens enlevés dans les hautes mers, de porter les armes contre leur patrie, de devenir les assassins de leurs amis et de leurs frères sous peine de mort.

Il a excité, chez nous, les dissentions intestines et a essayé pour réduire les habitants de nos frontières de

jeter sur eux des Indiens sauvages, qui sont sans pitié et qui ne reconnaissent dans les lois de la guerre que le droit de tuer les individus de tous sexes, de tous âges et de toutes conditions.

A tous les degrés de l'oppression nous avons protesté dans les plus humbles termes. Nos protestations ont été accueillies par des injures répétées. Un prince, qui se conduit de cette façon, n'est pas autre chose qu'un tyran, incapable d'être pasteur de peuple.

Nous avons appelé l'attention de nos frères anglais sur nous ; nous leur avons fait connaître les vexations dont nous étions victimes ; nous leur avons rappelé comment nous avons émigré et comment nous nous sommes établis dans ces états; nous en avons appelé à leur justice et à leur magnanimité; nous les avons conjurés, au nom des liens qui nous unissent, de désavouer ces usurpations, qui ne pouvaient avoir pour résultat qu'une rupture entre eux et nous. Ils sont restés sourds à la voix de la justice et du sang. Force nous a donc été de dénoncer notre séparation et de les traiter comme nous traitons le reste du monde, ennemi dans la guerre, ami dans la paix.

En conséquence les représentants des Etats-Unis d'Amérique réunis en Congrès général, en appelant au Juge suprême du monde pour la droiture de leurs intentions font, au nom et par l'autorité du bon peuple de ces colonies, solennellement publier et déclarer que les colonies unies sont, et, de droit, doivent être libres et indépendantes; qu'elles sont affranchies de toute fidélité à la couronne britannique à laquelle aucun lien politique ne les unit plus; et comme états libres et indépendants, ils peuvent déclarer la guerre, conclure

la paix, contracter des alliances, faire du commerce et tous autres actes et choses qui sont l'apanage des états indépendants. Et pour l'autorisé de cette déclaration, avec la ferme confiance en la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement notre vie, notre fortune et notre honneur sacré.

Signé par ordre et au nom du Congrès :

John HANCOCK, *président.*

Pour attestation,

Charles THOMPSON, *secrétaire.*

La plus grande part des offenses dont se plaignaient les Américains venait du roi Georges III, qui ne mettait pas plus de retenue dans ses rapports avec les colons américains que nous n'en mettons avec nos colons de l'Afrique du Sud. Il n'y a donc pas lieu d'être surpris que les causes similaires amènent des résultats identiques. La nature humaine est la même dans le Sud-Africain qu'à Boston ou à Philadelphie. Les Hollandais sont aussi persévérants que les descendants des hommes du Mayflower.

La désagrégation de l'Empire et sa graduelle diminution de puissance sous l'attraction supérieure des Etats-Unis commencera surtout dans ces territoires où il n'y a rien pour s'opposer à la force de gravitation dans le sens du sentiment national ou du loyalisme patriotique. En d'autres termes, les Etats-Unis asseoiront plus aisément leur autorité sur l'Irlande et sur le Sud de l'Afrique parce que dans ces deux pays la force

centrifuge du mécontentement intérieur est venue renforcer les forces centripètes de l'extérieur.

La majorité des Irlandais dans la vieille Erin n'a jamais regardé l'empire britannique autrement qu'avec une hostilité marquée. Sous les lois anglaises, les Irlandais ont vu leur religion proscrite, leurs terres confisquées, leurs enfants goûter l'amer fruit de l'exil. Les Anglais leur ont dénié le droit de faire leurs propres lois; et avec une ironie de formes, ils ont consenti à leur laisser l'ombre d'une représentation dans un Parlement qui leur est étranger. En se révoltant de ci de là, dans le cours des siècles, ils ont appris que la récompense de leurs patriotiques efforts était la geôle ou l'échafaud. Pendant le siècle dernier, ils ont vu, dans la mère-patrie, leur nombre diminuer non pas par milliers mais par millions, et on les a frappés de taxes supérieures de deux millions au moins à celles que supportent les Anglais annuellement. Le résultat inévitable de tous ces crimes et de toutes ces mesquineries est que la majorité des Irlandais regarde le gouvernement britannique, non comme un ami, mais comme l'allié de ses pires ennemis, comme le vampire qui s'abreuve de son sang. Pour les masses qui habitent le Sud et l'Ouest de l'Irlande, sans en excepter une partie du Nord, les Etats-Unis apparaissent plutôt comme la véritable patrie que la Grande-Bretagne. Les Irlandais sont autrement intéressés à ce qui se passe à New-York ou à Chicago, qu'à ce qui a lieu à Londres où à Westminster.

L'Angleterre draîne leurs ressources, absorbe leurs économies par d'insupportables taxes; les Etats-Unis, au contraire, leur fournissent des ressources et leur

envoient des secours. Dans les Etats de l'Union en 1890, il y avait 1,870,000 Irlandais ; depuis cette époque combien sont-ils? Combien sont-ils, avec la génération qu'ils ont produite? Ils sont peut-être plus nombreux que ceux qui restent là-bas dans la pauvre Irlande! Si la majorité de la race irlandaise espère et travaille à l'abri du pavillon étoilé, et si la majorité des Irlandais qui restent et demeurent en Irlande, fondent tout leur espoir, pour l'avenir, sur les secours qu'ils peuvent attendre de leurs frères établis au delà des mers, il n'est pas sans raison de dire que l'Irlande est un territoire tout préparé à l'influence américaine. C'était des Irlandais d'Amérique que M. Parnell tirait toutes les ressources qui fit la Land-League si puissante ; c'est des Irlandais d'Amérique que M. Redmond reçoit des subsides pour la *Ligue irlandaise unie*. C'était des Irlandais d'Amérique que Patrick Ford recevait des fonds pour répandre la lumière ; c'est dans les Etats-Unis que le Clan na Gael tient ses quartiers ; et c'est de Chicago que venaient les dynamitards qui avaient, en Irlande, commencé une violente campagne de terrorisme.

Car l'Amérique est le foyer de la révolution irlandaise, c'est là que les fils d'Erin ont leurs banquiers, lèvent leurs recrues et s'abritent en cas de danger. Chaque jour, l'Irlande s'américanise de plus en plus, et partout s'imprègnent de plus en plus les idées de la démocratie de l'Ouest.

Les Etats-Unis ont donné aux Irlandais des choses plus précieuses que les dollars : ils leur ont concédé des droits politiques que leur refusait la mère-patrie.

Il est d'usage de faire des gorges-chaudes sur la façon dont les Irlandais gouvernent New-York, Chicago et la

moitié des grandes cités de l'Union ; les détails de leur administration peuvent laisser à désirer ; mais l'énergie qu'ils ont déployée pour établir leur autorité sur les plus riches et les plus indépendants états du monde est parmi les événements politiques l'un des plus curieux peut-être, que l'histoire a eu à enregistrer. Partout, même quand ils sont en minorité, leur marche est progressive. Débarqués à Castle-Garden, sans le sou et méprisés, il ne leur a fallu qu'un demi siècle pour dépasser les autres. L'Anglo-Indien avec tout l'empire sur son dos, n'a jamais tenu plus fermement l'administration de Calcutta que Richard Croker ne tient le commerce de l'Amérique. Des hommes qui ont fait tant avec si peu, qui se sont construits des satrapies où il n'y avait rien et qui ont chassé les Anglais pour les remplacer, peuvent être quelquefois des criminels ; mais on ne peut leur reprocher de n'avoir pas ce qu'il faut pour gouverner les autres.

Le contraste est pénible lorsque nous mettons en regard le peu de vigueur de nos émigrants anglais dont on ne voit pas une trace perceptible dans le développement politique et économique des Etats-Unis. En 1898 il y avait dans les Etats de l'Union 1,870,000 Irlandais de naissance, les Anglais étaient plus nombreux encore; voici d'ailleurs des chiffres :

Angleterre	909.092
Galles	100.079
Écosse	242.231
Canada et Terre-Neuve	980.938
Total	2.232.340

Tout ceci tend à démontrer qu'il n'est pas absurde de penser que si des liens plus intimes n'unissent pas

l'Angleterre aux Etats-Unis, l'Irlande au lieu de continuer sa gravitation autour du Royaume-Uni se jettera, au moment opportun, entre les bras des Etats-Unis. La seule garantie qu'il pût y avoir contre un événement de ce genre a disparu : l'empire des mers n'appartient plus seulement aux Anglais.

A leur tour, les Etats-Unis aspirant à devenir la première des puissances navales ont commencé un travail formidable en augmentant leur marine en proportion de leurs forces et de l'avenir qu'ils pressentent. Il était plus facile à *l'Orégon*, par exemple, de doubler le cap, Horn que de percer l'étroit isthme qui relie les deux Amériques. La conquête des Philippines a familiarisé les Américains avec les conquêtes lointaines. Dublin est moins loin de New-York que Manille ne l'est de San-Francisco; les Américains ne resteront pas longtemps emprisonnés dans leurs côtes; ils menacent de déborder sur le monde; l'idée de l'expansion est dans l'air.

La seule guerre étrangère faite par les états de l'Union a été commencée pour rendre Cuba libre; Cuba était l'Irlande de l'Espagne ; la perle des Antilles, comme l'île d'Emeraude, avait souffert pendant des siècles de la plus épouvantable tyrannie. Les Cubains, comme les Irlandais, gardaient, au fond de leurs cœurs, un vif ressentiment contre leurs oppresseurs. Cuba comme l'Irlande était saignée à blanc par la rapacité de l'étranger; enfin après de longues hésitations, la coupe des iniquités débordant, les Américains se levèrent et brisèrent le joug espagnol. La guerre fut brève, brillante et décisive ; le résultat fut que les îles dévastées par Weyler jouissent, à l'heure actuelle,

d'une prospérité inconnue jusqu'ici. C'était la première fois que l'Amérique intervenait par les armes au nom de la justice et de l'humanité.

Je le répète : est-il insensé de penser qu'un jour le cri d'angoisse poussé par l'Irlande sera entendu au delà des mers? Cette suggestion pourra faire hausser les épaules à certains lecteurs prévenus, et on la traitera d'extravagance sortie du cerveau d'un visionnaire ; mais ne pourrait-on pas ajouter que si l'Irlande se révoltait de nouveau, l'Angleterre ne pourrait plus recommencer la répression sauvage de 1791, sans provoquer l'intervention des Etats-Unis à laquelle aucune puissance de l'Europe ne s'opposerait ?

Il y a neuf ans, cet épineux sujet fit l'objet d'un article qui parut dans la *Contemporary Review*, et qui était dû à la plume d'un écrivain américain des plus distingués, le docteur Shaw.

Dans cet article, le docteur Shaw qui avait été sollicité de donner son opinion, en toute liberté, sur le *Home Rule* et la fédération au point de vue américain, examinait les conséquences possibles du refus qui allait être opposé aux revendications irlandaises. « Si l'Angleterre persiste dans cette voie, disait le docteur Shaw, l'Irlande pourra oublier son loyalisme, l'occasion venue. Nous ne voulons pas faire entrer l'Irlande dans notre Union, ce que nous voulons, c'est la voir heureuse. En y regardant de près, cependant, on se demande pourquoi le pavillon américain ne flotterait pas au même titre que le pavillon anglais sur la verte Erin, puisque l'Angleterre a bien des possessions qui touchent nos frontières.

. . . .

« Notre mission en Irlande serait semblable à celle que l'Angleterre prétend accomplir en Egypte; pacifier, rétablir et administrer ; et nous aurions, comme elle, pour justifier notre intervention le juste prétexte de travailler à une cause humaine et pour le progrès des peuples de langue anglaise. »

CHAPITRE IV

CE QUI SE PASSE POUR LE SUD DE L'AFRIQUE.

On a dit, et non sans raison, que la politique de M. Chamberlain avait créé, pour l'Angleterre, une autre Irlande dans le sud de l'Afrique. Sans entrer dans le domaine de la politique intérieure qui n'a rien à voir avec ce livre, nous pouvons faire cette opinion nôtre, en nous emparant de l'aveu même de M. Chamberlain qui n'a pas craint de nous avertir que, lorsque la guerre serait terminée, il faudrait maintenir dans l'Afrique du Sud, une armée permanente de 50,000 hommes, pour défendre notre colonie agrandie contre les rébellions possibles de 300,000 Boers décidés à ne pas tolérer notre domination. Depuis que ce calcul a été fait, la garnison britannique dans le Sud de l'Afrique a été constamment maintenue à plus de 200,000 hommes.

Selon le rédacteur militaire du *Times*, en admettant même que la paix soit signée, on ne pourrait, six mois après la signature des préliminaires rappeler plus de 30,000 hommes et il sera nécessaire, pendant longtemps, d'entretenir dans toute l'étendue de la colonie une force respectable évaluée au moins à 170,000 hommes.

Mais le nombre de baïonnettes indispensable pour asseoir notre domination dans l'Afrique du Sud, importe peu à la question. Ce qui ressort de tout ceci, c'est que pour le vainqueur, la situation est intenable.

Tant que nous ne nous étions pas affirmés par la force des armes, nous pouvions espérer que le prestige qui s'est si longtemps attaché à notre action civilisatrice triompherait des répugnances de race ; aujourd'hui que la poudre a parlé, nous ne pouvons attendre des Boers que ce qu'offre un peuple subjugué à celui qui l'a vaincu par la force brutale : méfiance et mépris.

Les Hollandais de la colonie du Cap qui, avant la guerre, donnaient toutes les preuves de loyauté imaginable, jusqu'à voter des subsides pour l'entretien de la flotte anglaise au Cap, sont devenus maintenant d'irréconciliables ennemis.

Pour bien comprendre ce qui s'est passé dans l'Afrique du Sud, il est utile de remonter au moment fatal où M. Rhodes entra dans la conspiration qui commença par le raid Jameson pour aboutir à la guerre actuelle.

Le public ne connaît que peu de chose des débuts de cette ténébreuse affaire et des ressorts qu'on fit jouer pour rendre inévitable la conclusion qu'on sait.

M. Rhodes, j'en parle avec l'autorité de l'homme qui a vu et observé, avait une horreur profonde de l'élément Boer-Hollandais: il le devinait, comme il est d'ailleurs, supérieur physiquement au colon anglais. Et, cependant, nul homme n'avait été, dans sa carrière plus aidé que lui, par les hommes qu'il feignait de craindre, sinon de mépriser.

Sa haine contre Paul Kruger notamment s'expliquait

par tout l'empire que cet homme d'Etat avait sur ses concitoyens qui le considéraient comme une sorte de Georges Washington, capable de soustraire leur pays à la domination britannique.

Connaissant admirablement la situation politique du Sud de l'Afrique, Rhodes, après les dernières élections qui avaient laissé se dessiner une minorité importante contre Paul Kruger, crut le moment opportûn pour s'attaquer à celui qu'il regardait, non sans raison, comme l'implacable ennemi des appétits anglais et surtout des intérêts matériels d'une poignée d'aventuriers venus dans le sud africain pour y chercher fortune. Il crut que l'on viendrait aisément à bout de ces burghers mal armés, incapables de se défendre contre un coup de main hardi ; et ce fut là le point faible du complot qui commença par le raid Jameson pour aboutir à la guerre.

M. Cecil Rhodes s'appuya de toutes ses forces et très imprudemment sur les Uitlanders pour combattre le *Krugérisme*. Les Uitlanders avaient à leur disposition les énormes trésors du Rand, comparables aux trésors des Niebelungen, et pour lesquels tant de sang a déjà arrosé le Veldt ; ils venaient de toutes les patries sans en avoir aucune, et même ceux qui avaient vu le jour dans la Grande-Bretagne, ou dans les colonies anglaises en étaient arrivés à l'oublier. Parmi eux se trouvaient des Irlandais et des Australiens; il y avait aussi des Allemands, des Juifs, des Français, des Russes, des Polonais, des Hollandais et des Américains, toute une foule bigarrée qu'un grand aimant d'or avait attirée à Johannesburg.

Tous ces hommes n'avaient qu'une passion, un seul amour : le dollar. C'était une masse confuse, ne crai-

gnant ni Dieu, ni diable, et trop adonnée à l'amour du jeu, des femmes et du whisky pour se former jamais en une nation sérieuse et résolue.

A vrai dire, M. Rhodes n'ignorait pas absolument tout cela; mais il présuma de ses forces et eut l'outrecuidance de penser que, s'il était le banquier de l'Afrique, il pouvait en être aussi le cerveau. Son impatience d'en finir avec la Constitution boer et le Président qui la modifiait, de ci de là, dans un sens défavorable à l'expansion anglaise, grandissait chaque jour; il n'avait aussi pour les compagnons du président dont il n'entrevoyait pas la force de résistance, qu'une estime médiocre. Il arriva à croire qu'il apprendrait bientôt qu'une révolution de palais, sans effusion de sang, avait renversé le président du Transvaal, auquel aurait succédé un homme d'Etat nettement anti-anglais.

— En fait, me dit M. Rhodes lorsqu'il prit la peine de m'expliquer comment il avait commis la faute initiale qui devait compromettre sa carrière, il m'apparut un moment certain que, si je me désintéressais de la politique sud-africaine, les jours de Kruger étaient comptés, et que nous nous trouverions en présence d'une république américaine, américaine dans le sens de conglomérat hostile à la Grande-Bretagne, gouvernée par des Américains ou des Australiens qui se soucient peu de notre pavillon. Ils auraient eu alors tous les trésors du Rand, et leur puissance toujours grandissante aurait subjugué les colonies voisines. C'en était donc fait de la suprématie anglaise dans le sud de l'Afrique, et c'est pour empêcher cette catastrophe que j'ai agi comme on me l'a tant reproché.

J'ai eu de nombreuses conversations sur le même

sujet avec M. Rhodes, pendant l'automne dernier, et je l'ai toujours trouvé inébranlable dans sa conviction, qu'une *république américaine* dans le sud de l'Afrique marquerait la fin de la domination anglaise dans ce continent.

On ne sera pas peu surpris d'apprendre que l'une des causes de l'échec du raid Jameson, fut le message du président Cleveland sur la question vénézuélienne. La conspiration de Jameson, selon son plan original, avait basé son espoir de succès sur un mouvement révolutionnaire qui éclaterait à Johannesburg, mouvement auquel toutes les nationalités allaient prendre part. On remarquait, parmi les conspirateurs, M. Hayes-Hammond et le capitaine Nein, et auprès d'eux plusieurs de leurs compatriotes, gagnés à la cause Jameson par l'idée généreuse, que Kruger était un nouveau Georges III dont il fallait débarrasser la nation boer.

Quand M. Chamberlain fit, de sa participation au complot, la condition qu'il s'exécuterait sous le pavillon britannique et que le futur gouverneur du Transvaal serait nommé par l'Office colonial, il anéantit la seule chance de succès que pouvaient avoir les conspirateurs.

Il voulut bien, sur des représentations intelligentes, différer la question du drapeau ; mais la nouvelle s'en était répandue, juste au moment où les sentiments anti-anglais, excités par le message du président Cleveland se manifestaient chez les Américains sur tous les points du globe. Si bien que les citoyens des Etats de l'Union qui avaient adhéré au mouvement révolutionnaire, s'arrêtèrent tout à coup et refusèrent leur aide avec autant de spontanéité qu'ils l'avaient offerte. Ils

dirent qu'ils voulaient bien sacrifier leur existence pour une révolution faite de bonne foi, qui aurait pour but de se débarrasser de Kruger et de sa camarilla mais qu'ils n'entendaient en aucune façon faire les affaires de l'Angleterre.

Il y eut échange d'explications et de récriminations, mais la partie était compromise ; et les finesses de M. Chamberlain découvertes.

Nous n'avons pas ici à refaire l'historique du raid Jameson, qui suivit de près les événements que nous venons de raconter, nous voulons seulement insister sur ce fait qu'il y a cinq ans M. Rhodes ne voyait pas dans les Hollandais, le danger que courait au sud de l'Afrique l'empire britannique ; mais seulement, dans les Uitlanders composés d'étrangers venus de tous les points du globe à la conquête de l'or.

C'est une erreur commune de croire que les Uitlanders nous aiment, et que, même s'ils n'avaient pour nous qu'une médiocre sympathie avant la guerre, nous avons acheté leur affection, leur admiration et leur loyalisme par l'immensité du sacrifice que nous avons consenti pour eux depuis deux ans.

Leur point de vue est bien différent du nôtre. Ils ne peuvent avoir pour nous qu'un profond dédain parce qu'ils ont été témoins de notre incompétence, de notre myopie politique, de l'insupportable arrogance et de l'ignorance de nos officiers dont les fautes accumulées leur ont fait endurer trop longtemps, le lourd fardeau de la guerre. Ils ne peuvent, en effet, supporter la tyrannie des communautés minières et des satrapes militaires qui gouvernent selon leurs caprices, le sud

de l'Afrique, où ils s'étaient établis pour commercer librement.

Aucun Hollandais ne parle comme eux, avec plus de mépris des autorités militaires anglaises, malgré tous les sacrifices que nous avons faits. Je le répète, les Uitlanders sont composés de races différentes; ce sont des hommes qui n'ont d'autre but, que celui de s'enrichir rapidement, et que la moindre restriction ou charge impatiente. Il ne faut donc pas compter sur eux pour supporter avec un esprit de sacrifice, les désagréments moraux et matériels d'une guerre longue et ruineuse. Ils sont plutôt les recrues indiquées d'une organislation future, contraire au programme de l'impérialisme anglais.

L'*Afrikander Commonwealth* ou Communauté politique des Afrikanders, doit se détacher de l'Empire britannique; cela ne veut pas dire qu'elle ira tout de suite aux Etats-Unis, mais elle s'acheminera très vraisemblablement vers ce but de son évolution progressive.

CHAPITRE V

LES ANTILLES.

Jetons maintenant un coup d'œil sur ce que nous appellerons les membres malades de l'Empire britannique. Il s'agit comme on n'en doute pas des colonies anglaises qui sont plus près de passer aux Etats-Unis que de renouveler leur serment de fidélité au roi d'Angleterre.

Le pavillon britannique, à l'heure présente flotte sur une série d'archipels composés de petites îles placées dans la mer des Antilles, immédiatement au sud de la Floride et, par conséquent, à la porte des Etats-Unis.

La plus importante de ces îles est la Jamaïque ; ensuite viennent la Trinité, la Barbade ; les autres sont de petites îles qui figurent plutôt pour l'honneur dans la liste des colonies anglaises.

Distinctes du groupe des Antilles, les Bahamas se remontent plus loin au nord-est ; et encore plus loin, s'étendent les Bermudes. Les relations entre les Bermudes et les Etats-Unis sont à peu près celles qui existent entre les Iles de la Manche et la France, c'est-

à-dire que c'est un prolongement d'un territoire américain qui vit sous un pavillon étranger.

Les Antilles qui excitèrent l'enthousiasme de Charles Kingsley et de tant d'autres voyageurs depuis, ont fait longtemps le désespoir de notre Office colonial. M. Chamberlain, depuis son arrivée au pouvoir, a fait des efforts désespérés pour donner un regain de prospérité à ces possessions ruinées par les primes sur le sucre.

La Jamaïque, outre l'intérêt matériel qu'elle a pour la Couronne, présente un intérêt historique, parce qu'elle a été fondée par Olivier Cromwell. Comme pour beaucoup de colonies, la Jamaïque est plutôt une possession conquise par accident que par dessein. La grande expédition qui avait pour but d'abaisser la puissance coloniale des Espagnols, échouant dans sa mission de s'emparer de Saint-Domingue, prit la Jamaïque comme fiche de consolation. Pendant deux cents ans après son annexion à l'Angleterre, la Jamaïque fut heureuse; l'émancipation des esclaves même, ne diminua pas sa prospérité; ce furent les primes sur le sucre de betteraves qui ruinèrent les plantations de cannes à sucre et diminuèrent, conséquemment, les exportations de cette colonie.

M. Brooks-Adams, dans un remarquable et très pessimiste article sur la décadence de l'Angleterre aux Antilles, réédité par Macmillan dans « l'*America's Economic Supremacy* » attribue ce phénomène économique à la politique de l'Allemagne. Il dit :

« Prise dans toutes ses ramifications, cette destruction des intérêts des industries sucrières peut être con-

sidérée comme le coup le plus terrible qu'ait reçu d'un concurrent le commerce britannique ».

Vers 1880, les Antilles britanniques produisaient une plus-value évaluée à 6,500,000 livres sterling par année. L'Allemagne ruina les Antilles par son adhésion à la politique napoléonienne ; pendant trois générations, les principales nations du monde, avec une intention hostile payèrent des primes à l'exportation du sucre. Au mois d'août 1896, l'Allemagne et l'Autriche doublèrent leurs primes et l'année suivante la France les dépassait encore. Les Anglais payèrent leur sucre à meilleur marché que les contribuables du continent ; mais l'industrie de la canne à sucre était irrémédiablement détruite ; les îles de la Dominique et de Sainte-Lucie retournaient à la barbarie et tout l'archipel était annihilé.

Notre consommation de sucre s'est accrue considérablement; en 1869, chaque Anglais consommait 42 livres (avoirdupoids) de sucre contre 35, consommées aux Etats-Unis. Les autres pays variaient de 7 livres (minimum pour la consommation italienne) à 28 livres (maximum pour la consommation française). A l'abri de la diminution artificielle du prix du sucre au moyen des subsides, la consommation anglaise par tête, s'éleva en 1897, à 84 livres, ce qui revient à dire que, pendant que le prix du sucre était réduit de moitié, la consommation doublait. M. Brooks-Adams estime que nous avons agi imprudemment en acceptant la diminution du sucre. Selon lui, nous devions combattre les primes par des droits protecteurs pour parer le coup dirigé contre nos propres colonies.

Les planteurs des Antilles n'hésitent pas à déclarer

qu'ils ont été sacrifiés sur l'autel du libre-échange. Aussi les efforts de M. Chamberlain n'ont-ils été couronnés que d'un médiocre succès.

Il y a longtemps que cet état de choses subsiste et inquiète l'Office colonial. Pour y remédier, M. Chamberlain avait nommé une commission qui comprenait, parmi ses membres, sir Edouard Grey, dont la compétence et l'autorité sont hors de doute; mais il était trop tard, et rien n'a pu prévaloir contre un système qui a consommé une ruine irrémédiable. La politique fiscale de l'empire a donc aliéné la Jamaïque à la métropole.

Les Etats-Unis ont profité de cette faute pour améliorer leurs relations avec la Jamaïque. Il n'y a pas longtemps qu'ils ont admis, libres de droits les sucres des Antilles, et à la Jamaïque on ne l'oublie pas. Pour rendre hommage à la vérité il faut dire que M. Chamberlain n'a ménagé aucun effort pour développer le commerce entre la mère patrie et la Jamaïque ; mais, ainsi que nous l'avons dit, sans aucun succès appréciable. Lord Pirbright écrivait dans la *National Review* de décembre 1896, que la politique de M. Chamberlain était vouée à un échec complet, et que le refus d'adopter une politique de représailles pour combattre les primes sur les sucres, aurait pour résultat inévitable de rendre les rapports commerciaux plus difficiles.

Quand M. Chamberlain commença ses expériences de résurrection en essayant d'augmenter les droits d'importation sur les marchandises anglaises, les Etats-Unis abandonnant la politique d'abstention qu'ils observaient en se gardant d'intervenir dans les affaires des autres nations, se dressèrent soudain, armés de pied

en cape sous le prétexte de redresser les torts des Espagnols à Cuba. L'Espagnol fut chassé ; Cuba était libre et Porto-Rico annexé au pouvoir conquérant.

L'arrivée des Etats-Unis comme puissance colonisatrice dans l'archipel des Antilles devrait tirer de leur léthargie les mangeurs de lotus des colonies anglaises ; car les Etats de l'Union sont plus qu'une fédération politique de 43 républiques souveraines, ils représentent 76 millions d'hommes, capables d'avoir un appétit particulier pour les délicats produits des Antilles.

Le résultat immédiat de l'annexion de Porto-Rico, fut de donner un immense mouvement à la production du sucre. Quand le commerce de l'île stagnait entre les mains débiles des Espagnols, ses exportations annuelles de sucre étaient seulement de 40,000 tonnes, l'année suivante elle en exportait 100,000, les prévisions sont de 150,000. La production en café suit la même marche ascendante. Il est évident que si ce n'est pas une simple illusion, que si l'annexion par les Etats-Unis ressemble au contact d'une baguette de bonne fée, il n'est pas une île productrice de sucre, qui ne souhaite alors de vivre sous le pavillon américain.

Quoi qu'il en soit, on ne peut nier que les Etats-Unis, avec leur masse énorme d'acheteurs de fruits tropicaux constituent le plus grand marché des produits des Antilles.

Nous avons dit que la politique de M. Chamberlain, en ce qui concernait la Jamaïque, loin de resserrer les liens qui unissent cette colonie à la métropole n'avait fait que creuser plus profondément l'abîme qui les sépare. De récentes statistiques prouvent surabondamment, que l'île est placée de plus en plus sous l'ascen-

dant économique des Etats-Unis. Sa position géographique y est certainement pour quelque chose.

La Jamaïque n'est qu'à quelques heures de bateau de Cuba, qui, à son tour n'est pas loin de la Floride, et le proverbe *les plus proches voisins sont les meilleurs clients*, est aussi vrai aux Antilles que partout ailleurs.

En 1896, 50 0/0 des exportations de la Jamaïque allaient aux Etats-Unis et 27 0/0 seulement à la Grande-Bretagne. Après quatre années de la politique de M. Chamberlain, la proportion pour les Etats-Unis montait à 63 0/0 et celle pour l'Angleterre tombait à 19 0/0. Ces chiffres ne sont pas aussi inquiétants encore que ceux des achats faits par la Jamaïque sur les marchés américains et anglais : en 1896, 41 0/0 de ces importations venaient des Etats-Unis et 48 0/0 des Iles Britanniques.

En 1900, la proportion était montée pour les Etats-Unis de 41 à 43 0/0 et pour le Royaume-Uni elle était tombée de 48 à 47 0/0.

La tentative de commerce esquissée entre la Jamaïque et le Canada, n'a pas été heureuse, les exportations de l'île au Canada se montait à 1, 6 0/0 en 1896 ; et en 1900, le chiffre n'était pas changé. Ses importations étaient de 7, 5 0/0 en 1896 et 7, 1 0/0 en 1900. Le *Boston Journal* commentant la signification de ces chiffres disait le 6 septembre dernier :

« Nous prenons peut-être les neuf dixièmes du sucre de la Jamaïque, presque tous ses fruits, une grande partie de son café et de son cacao, une grande partie de son bois, presque toutes ses noix de coco, le fameux rhum de la Jamaïque est peut-être le seul produit de l'île qui

soit consommé en grande quantité par la Grande-Bretagne.

« La Jamaïque est si près des Etats-Unis, et son commerce est si intimement lié avec le nôtre, qu'il n'est pas étrange que nous canalisions la plus grande partie de sa production. Il est vrai que cette situation rend les rapports de la Grande-Bretagne et de la Jamaïque difficiles et coûteux. »

La question de savoir si le mouvement qui se dessine en faveur d'une annexion aux Etats-Unis, acquerra une telle force qu'il deviendra irrésistible, dépend uniquement du résultat de l'action américaine à Porto-Rico et à Cuba. Si la valeur des propriétés à Porto-Rico augmente par sauts et par bonds, si la colonie devient aussi prospère que la Jamaïque décroît, le sentiment de loyalisme qui attache les colons à l'*Union jack* ne subsistera pas longtemps. Cuba n'est pas annexé aux Etats-Unis ou, plutôt, ne l'est pas encore ; mais l'avantage d'être protégé par l'Union, et d'éviter ainsi les tarifs qui empêchent l'accès du marché américain, accélérera cet inéluctable résultat. Les Etats-Unis n'annexeront pas Cuba; mais Cuba voudra être annexé aux Etats-Unis, c'est-à-dire que les Cubains, lorsqu'ils seront convaincus que l'annexion augmentera leur bien-être naturel sans les priver des libertés nécessaires, demanderont eux-mêmes à faire partie des Etats de l'Union.

La force de gravitation est continuelle et l'exemple d'incorporation volontaire la démontre aussi contagieuse. Quand le général Gomez, le patriote cubain, quitta le sol américain, après un long voyage dans les Etats de l'Union, il exprima sa conviction, qu'après une période d'indépendance absolue, Cuba irait grossir le

nombre des étoiles qui figurent sur le pavillon américain.

L'histoire nous enseigne qu'un pays qui a goûté les douceurs d'une indépendance absolue, ne cherche jamais à lier ses destinées à celles d'une autre puissance aussi forte, aussi vigoureuse soit-elle; mais les Américains ont dérangé tout cela. Le spectacle de Porto-Rico, tranquille et prospère sous les efforts intelligents des hommes d'état américains, engagera les Cubains à souhaiter le même sort. Le général Gomez n'a pas seulement dit que les Cubains deviendraient américains, il a ajouté que les autres îles des Antilles, notamment Saint-Domingue et Haïti, s'abriteraient avec bonheur sous « les bandes et les étoiles », c'est-à-dire sous le pavillon des Etats-Unis.

En examinant les forces économiques probables qui tendent à ajouter ces colonies de langue anglaise à la grande république américaine, il ne faut pas oublier que les Américains apporteraient à leur nouvelle possession, beaucoup plus que le prestige et l'argent. « Si quelque influence et quelque énergie, dit le docteur Shaw, peuvent être exercées efficacement pour retirer les Antilles de la stagnation industrielle, sociale et politique dans laquelle elles se trouvent, cet effort ne peut venir que des Etats-Unis. »

Il est difficile de combattre cette opinion avec des arguments raisonnables tant elle paraît être la conclusion logique des événements dont nous sommes spectateurs. A l'appui de tout ceci, citons une confidence de sir Wemyss Reid qui nous a dit qu'un membre du cabinet de Washington lui avait parlé de l'absorption des Antilles par les Etats-Unis comme un fait accompli.

CHAPITRE VI

CANADA ET TERRE-NEUVE.

Il est toujours imprudent de prophétiser, cependant je puis dire que je ne serais pas autrement surpris si la plus ancienne de nos colonies était la première à se détacher de l'Empire pour aller dans la République américaine. Cet événement pourrait trouver sa justification dans l'indéniable fait que de toutes nos colonies, Terre-Neuve est la seule dont les intérêts vitaux sont impitoyablement sacrifiés à ceux de la métropole.

Nous nous expliquons : quand Terre-Neuve commença d'être colonisée elle ne fut pas regardée comme une colonie au sens exact du mot, c'était seulement une station de pêche. Pendant les deux siècles qui suivirent sa découverte, nul ne songea en Angleterre à en revendiquer la propriété ; et si la colonisation n'y était pas nettement interdite, on s'ingéniait à décourager toutes les tentatives faites dans ce sens, voulant conserver l'île, sans doute avec son utilité pratique de lieu de débarquement; où les pêcheurs de Bristol pouvaient atterrir et sécher leurs filets. La preuve peut en être trouvée dans le traité de Ryswick, assurant à la France

la souveraineté sur cette longue côte aride que l'on appelle le French Shore. Le traité d'Utrecht confirma ces dispositions et toujours pour les mêmes raisons et dans le même esprit.

La remise à la France d'un territoire s'étendant sur 300 milles du nord au sud sur la côte Ouest est la cause de tous les maux qui empêchent le développement de Terre-Neuve. C'est que depuis le traité d'Utrecht la situation s'est profondément modifiée. L'appât de gros profits a attiré dans le pays une foule de hardis pêcheurs, des Irlandais notamment qui se trouvent à l'étroit dans la possession anglaise de l'île et ne peuvent s'étendre sur la partie française la plus avantageusement et la plus agréablement située.

A cause d'un traité dont les termes originaux ont été modifiés au point de convertir un simple droit, pour les pêcheurs français d'atterrir et de sécher leurs filets, au droit de s'opposer à l'établissement sur le French Shore d'une factorerie ou de toute autre construction similaire, la situation des pêcheurs terre-neuviens est précaire, et malgré les efforts de la Couronne, l'agitation provoquée par cette situation bizarre, loin de se calmer avec le temps, ne fait que s'accentuer, en raison directe de l'importance que prend Terre-Neuve de jour en jour.

Il y a quelque temps, j'ai eu l'occasion de discuter la question avec les délégués que Terre-Neuve envoyait à Londres, pour faire pression sur Downing Street, et obtenir de l'office des affaires étrangères la promesse d'une politique nette, c'est-à-dire, agissant dans un sens nettement hostile aux droits acquis par la France.

Les délégués ne cachaient pas que si leurs doléances ne trouvaient pas une oreille attentive, ils n'hésite-

raient pas à s'adresser à une autre puissance capable de défendre leurs intérêts trahis et leur avenir menacé.

Sans que le nom des Etats-Unis ait été imprimé au cours des discussions provoquées par les réclamations des Terre-Neuviens, il était dans l'air, et lorsque l'on parlait de l'intervention possible d'une puissance plus forte, plus énergique et plus respectueuse du droit sacré de vivre que l'Angleterre, il s'agissait très vraisemblablement des Etats de l'Union.

La vérité est que Terre-Neuve ne dissimule pas ses vrais sentiments lorsqu'elle s'intéresse à tout ce qui se passe à Washington. A l'heure présente le marché américain est fermé aux produits des pêches de Terre-Neuve. Des millions de livres de morue, pris par les pêcheurs de l'île, une bonne moitié va dans les ports anglais, et l'autre moitié se dirige sur le Portugal et le Brésil, tandis que les importations annuelles des Etats-Unis s'élèvent pour Terre-Neuve à 300,000 livres sterling.

Les tendances de réunion répondent donc moins à un besoin économique immédiat qu'au désir de se débarrasser des Français établis sur la côte, ou plutôt des droits français qui s'opposent au développement normal du pays.

Nous nous résumons : la France a d'indéniables droits, qu'elle tient du traité signé au XVIIIe siècle par le gouverneur du Royaume-Uni. Depuis la signature dudit traité, les choses se sont modifiées au point que les conditions qui sont la base de ce traité sont devenues insupportables pour les habitants de Terre-Neuve, au point enfin que ceux-ci en demandent la revision.

La France, reconnaît volontiers la difficulté de notre

position et a déjà déclaré être prête à céder ses droits malencontreux.

La question est de savoir comment elle cédera ses droits et à quel prix. Voilà vingt ans que l'on discute sur ce délicat sujet, que des notes sont échangées entre Londres et Paris, sans qu'on entrevoie de part et d'autre une solution pratique et conforme aux intérêts des deux pays. Nos offres n'ont jamais été regardées comme suffisantes par les Français et jusqu'à présent nous n'avons pas trouvé la compensation qui aurait quelque chance d'être acceptée.

Le gouvernement anglais est trop engagé sur tous les points du globe pour se presser d'apporter une solution brutale à ce long et inquiétant conflit : il sait qu'il pourrait s'exposer à de désagréables représailles en Egypte par exemple. Il n'est donc pas exagéré de prétendre que les intérêts de Terre-Neuve sont sacrifiés à ceux de l'Empire britannique.

Admettons, pour un instant, qu'au lieu de l'Union Jack ce soit le pavillon américain qui flotte à Terre-Neuve, la question serait alors rapidement résolue. Le traité d'Utrecht, malgré la force historique, ne tiendrait guère contre le vote du Congrès, et la France se verrait bientôt dans l'obligation de composer soit directement avec le cabinet de Washington, soit en acceptant la décision du tribunal arbitral de La Haye, auquel le conflit serait soumis.

Une solution dans ce sens pourrait provoquer, chez les Français, un accès de mauvaise humeur; mais comme toute cette affaire se poursuivrait sur le terrain légal, que des compensations seraient offertes au gouvernement français, qu'un pays civilisé comme la France, ne

peut raisonnablement méconnaître les imprescriptibles droits d'un peuple dont on paralyse l'essor, en se servant d'un vieux traité dont l'esprit jure avec notre conception actuelle du juste et de l'injuste, le différend serait rapidement réglé et certainement à la satisfaction des deux parties : voilà ce que Terre-Neuve gagnerait, si, lasse d'attendre, elle se réunissait aux Etats-Unis.

Qu'on sache bien, qu'à Terre-Neuve, les sentiments anglais ne sont pas aussi vifs qu'on voudrait le faire accroire : l'élément irlandais y est trop puissant pour que le doute subsiste ; à Saint-John notamment, la ville est plus irlandaise qu'anglaise; c'est là un côté sentimental peut-être de la question, mais qui n'en est pas moins un facteur actif et qui a sa valeur.

Il n'y a pas longtemps que le parlement local de Terre-Neuve négociait un traité de réciprocité avec le gouvernement de Washington dans le but d'ouvrir aux pêcheurs du rivage terre-neuvien le marché américain. A tort ou à raison l'Angleterre refusa de ratifier le traité qui fut oublié, du côté anglais surtout. Car à Terre-Neuve on a gardé le vif ressentiment d'une mesure qui diminue encore les chances d'un pays étranglé, déjà, par un traité qui lui refuse toute existence économique.

La situation est sérieuse, plus sérieuse qu'on ne le croit généralement. Déjà Terre-Neuve s'est énergiquement refusée à allier ses destinées à celle des *Dominions* du Canada, voulant ainsi affirmer sa volonté d'être indépendante. Comme un grand poste avancé du continent américain, elle s'étend sur le grand chemin de l'Océan qui mène de Liverpool au Saint-Laurent.

Entre les mains d'une puissance hostile, le port de Saint-John serait une menace mortelle pour le commerce canadien. Au point de vue naval et commercial, la perte de Terre-Neuve serait des plus sensibles à l'Empire britannique qui s'opposerait résolument à toute sécession même par la force des armes. Le droit de sécession ou plutôt d'autonomie que M. Chamberlain a publiquement reconnu aux nations sœurs du Canada et de l'Australie serait très vraisemblablement dénié à Terre-Neuve.

Quand les Anglais discutent l'influence des Etats-Unis et leur action sur les colonies anglaises, ils limitent leur remarque au Canada.

Ils ne s'aperçoivent pas que le Canada étant la plus grande et la plus importante des possessions anglaises en Amérique, serait probablement le dernier à aider à la force de gravitation exercée par son voisin du Sud. Le Canada, seul de toutes les colonies anglaises dans l'hémisphère oriental, est assez grand et assez fort pour se gouverner et vivre, si la protection salutaire de la Grande-Bretagne se retirait de lui. Toutes les autres colonies tomberaient vraisemblablement comme des fruits mûrs dans le chapeau de l'oncle Sam. Les Etats du Canada cependant sont ambitieux et très fiers de leur existence propre et ils sont assez inclinés à croire que si la question de l'annexion se posait, il serait préférable pour le monde que les Etats-Unis fussent annexés par le Canada plutôt que le Canada par les Etats-Unis. M. Evans, secrétaire du *Hamilton Canadian Club* n'a-t-il pas soutenu que l'avenir appartenait au Canada en répétant les paroles prononcées par son prédécesseur, le secrétaire Seward :

« Ayant un port sur l'Atlantique à Halifax, et sa station sur le Pacifique près de l'île Vancouver, l'Amérique britannique attirerait vraisemblablement le commerce de l'Europe, de l'Asie et des Etats-Unis, passant ainsi d'une simple dépendance coloniale à un rôle plus important dans le jeu économique des nations. Les autres puissances en seraient tributaires et ce serait vainement que les Etats-Unis essayeraient de rivaliser avec lui. »

M. Evans rappelle que depuis 1760 la population du Canada s'est augmentée 80 fois, passant de 60,000 âmes à 4,832,000, tandis que celle des Etats-Unis s'est augmentée 25 fois seulement. Pour exprimer sa pensée il dit que dans l'avenir les Etats-Unis auront autrement besoin du Canada que le Canada des Etats-Unis parce que ces derniers n'ont plus de territoires à donner à leur population qui devient de plus en plus dense, que leurs forêts sont détruites et que par conséquent ils auront besoin des matières premières que le Canada fournira au monde encore longtemps.

Les Canadiens sont les Ecossais de l'hémisphère oriental et ont une aussi bonne opinion d'eux-mêmes que nos voisins du Nord de l'Angleterre.

La frontière qui sépare les Dominions du Canada des Etats-Unis n'est pas fortifiée; c'est une ligne idéale qui fut adoptée du consentement des deux puissances. Quoiqu'elle ne soit pas gardée par des soldats ou protégée par des canons elle est occupée par les douanes dont la suppression serait une telle source de prospérité pour les deux pays que le seul désir de s'en débarrasser pourrait hâter l'annexion.

Je me souviens de ce que me dit M. Bayard quand

il quitta l'ambassade américaine, en me parlant de ce qu'il regardait comme une impardonnable erreur commise par les protectionnistes des Etats-Unis vers la fin de la guerre civile : « Nul n'a rendu, plus que moi, justice aux Canadiens et n'a reconnu plus formellement les services rendus à l'Union par ces derniers pendant la guerre. Si l'on veut bien oublier deux raids ridicules tentés par les partisans des confédérés, nous avons pu laisser toute notre frontière du nord sans garnison. De plus, les Canadiens nous ont fourni souvent des moyens de ravitaillement dont nous avions tant besoin. Or, vers la fin de la guerre, une députation de Canadiens se rendit à Washington pour demander l'accès libre des marchés américains pour les marchandises canadiennes ; il lui fut répondu que cette liberté constituait un des privilèges des citoyens américains et qu'il n'y faudrait pas compter, tant que le Canada ne serait pas réuni aux Etats de l'Union. La députation, au lieu de s'attarder à cette formalité toute politique, retourna auprès de ceux qui l'avaient envoyée, constitua la fédération des Dominions, construisit le Canadian Pacific et renvoya à une date indéterminée son inévitable union avec son puissant voisin. Un peu moins d'égoïsme et un peu plus de largeur de vues auraient simplifié les choses. »

Que M. Bayard ait raison ou non en rapportant ainsi la genèse de ce qu'on pourrait appeler le nationalisme canadien, c'est affaire d'appréciation ; mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que, depuis cette époque, les Canadiens se sont détournés de Washington pour regarder Westminster. Il y a même quelque chose de particulièrement émouvant dans la façon avec laquelle

ils affirment leur fidélité à la Couronne. La guerre du Transvaal leur a fourni une fois de plus l'occasion d'affirmer ce sentiment en envoyant au feu de respectables contingents pour aider la mère-patrie dans le Sud de l'Afrique ; l'automne dernier encore ils ont reçu l'héritier du trône et sa femme avec un enthousiasme communicatif. Dans ce pays, à cause d'une faute politique dont l'oncle Sam est seul responsable, l'américanisation sera lente et laborieuse.

Animé du même esprit de loyauté, le Parlement canadien a pris l'initiative d'établir le principe de la nation la plus favorisée pour les marchandises anglaises ; offrant une réduction de plus de 50 0/0 sur les marchandises importées des pays où la réciprocité peut être établie.

Vers la fin de l'année 1887 il a existé dans la Nouvelle-Ecosse un parti séparatiste ; mais l'annexionnisme au Etats-Unis dans tous les Dominions a perdu ses partisans. Il y a bien encore de-ci de-là quelques annexionnistes, mais ceux qui sont en faveur d'un Canada indépendant sont en majorité.

Néanmoins la raison économique est encore celle qui dirige les actions des Canadiens. En dépit du cabinet Laurier pour encourager le commerce britannique aux dépens de l'Amérique, le Canada reste le meilleur marché des Etats-Unis. Chaque Canadien homme, femme ou enfant dépense en moyenne 5 livres par an pour acheter des marchandises américaines. La moyenne, pour l'Allemagne, est d'une guinée par tête, tandis que la vente moyenne des marchandises américaines dans la Grande-Bretagne est inférieure à 7 schellings par tête. Les deux tiers des marchandises

américaines achetées par les Canadiens sont des objets manufacturés, et la valeur totale des importations américaines au Canada se monte à 22 millions de livres sterling. Ce n'est pas que le chiffre soit absolument considérable, mais son ascendance s'affirme chaque année. En 1875, sur le chiffre des marchandises importées, 50 0/0 venaient de la Grande-Bretagne. C'est quand ce pourcentage commença à fléchir que l'on fit l'expérience du droit préférenciel, expérience qui ne réussit pas à arrêter cette diminution sensible au commerce anglais. En 1897, la proportion des importations anglaises était tombée à 26 0/0 et en 1900 à 25 0/0. En 1875, les Etats-Unis vendaient au Canada 42 0/0 de ses importations totales ; en 1897, ce chiffre montait à 55 0/0 et en 1900 à 60 0/0. Par conséquent les Etats-Unis, malgré le droit préférenciel, ont pris la position que nous occupions en 1875. Ce résultat était inévitable pour plusieurs raisons. Les Américains sont des voisins immédiats pour les Canadiens ; les Canadiens sont Américains de goût et naturellement les objets manufacturés selon les idées américaines, sont plus en faveur que ceux qui portent le cachet britannique. C'est un fait remarquable, au sujet de tout ce que l'on peut dire sur la valeur des différents marchés américains, que les Canadiens qui ne sont pas plus de 5,500,000 achètent plus de marchandises aux Etats-Unis que tous les habitants réunis de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Les exportations canadiennes aux Etats-Unis consistent en charpentes et en bois de toute espèce. Les Américains s'ingénient à développer l'importance de leur commerce avec le Canada, et une des premières députations qui aient été

reçues par le président Roosevelt est celle qui fut envoyée par la chambre de commerce de Boston pour étudier un traité de réciprocité avec le Canada. Ce que les négociants de Boston craignent surtout, c'est qu'à moins que quelque chose ne soit fait dans la voie de réduction des taxes américaines sur les importations canadiennes, les Canadiens veuillent ou augmenter les droits sur les marchandises américaines, ou obtenir de la Grande-Bretagne d'adopter le principe d'un tarif préférenciel en faveur des marchandises coloniales et contre les produits des Etats-Unis. Cependant, aux Etats-Unis, de trois côtés différents apparaissent des intérêts contraires à l'harmonie rêvée par les commerçants de Boston. Dans le Nord-Ouest, le commerce des bois craint la concurrence; dans le Maryland, dans l'Ouest de la Virginie, les mineurs s'inquiétent, et à Gloucester les pêcheurs voient d'un très mauvais œil la concurrence canadienne.

Le président Roosevelt reçut la députation avec des marques de profonde sympathie ; mais son action dut se limiter à des encouragements de pure forme.

Les Canadiens, cela ne fait aucun doute, sont las d'attendre des concessions de la part des Etats-Unis. Sir Wilfrid Laurier, cet automne, a fait une déclaration définitive, disant que le tarif canadien resterait ce qu'il était, et que désormais, toutes ouvertures au sujet de la réciprocité seraient faites de Washington à Ottawa et non plus d'Ottawa à Washington.

Il ne faut pas oublier cependant que l'élément irlandais est puissant au Canada ; deux faits peuvent le démontrer : en 1887, quand M. Balfour introduisit son bill de coercition pour l'Irlande, le Parlement canadien,

malgré l'opposition du ministère conservateur, vota une résolution à une très forte majorité, condamnant la politique irlandaise de M. Balfour, et affirmant sa confiance dans le Home Rule.

Le deuxième fait est celui-ci :

Quand M. John Redmond visita le Canada en 1901, Sir Wilfrid Laurier et les autres ministres assistèrent au banquet donné en l'honneur du leader irlandais nationaliste. La présence de l'homme d'Etat canadien fit scandale chez les unionistes de la métropole qui ne comprenaient pas comment on pouvait tout à la fois entretenir des relations d'amitié avec M. Redmond, être partisan du Home Rule, et rester fidèle à la Couronne.

L'échange de marchandises entre deux communautés parlant la même langue et vivant sur les deux côtés d'une ligne idéale, représente une des forces économiques qui agit en faveur de l'Union. Pendant quelques années il y a eu un fort courant d'émigration entre le Canada et les Etats-Unis. Il y a peu de familles canadiennes qui n'aient aux Etats-Unis un de leurs membres partis pour chercher fortune, soit dans les grandes cités industrielles, soit dans les immenses territoires des Etats de l'Union. Il y a aux Etats-Unis plus d'émigrants canadiens que de tout autre pays. Les terres les plus riches et les plus productives du Sud, présentent un irrésistible attrait pour les Canadiens ambitieux et entreprenants. Quand M. Dryden, le ministre de l'Agriculture dans l'Ontario, plaça son argent en fermage, il choisit un « ranch » du Dakota.

Il y a si peu de différence dans les conditions sociales et politiques des colons, qu'il leur semble aussi na-

turel et surtout aussi facile de passer et de repasser la frontière qu'à nos populations du Sussex qui vont dans le Hampshire et *vice versa*.

Il faut ajouter à l'influence du commerce et de l'émigration une autre force non moins importante, celle des capitaux américains, mis à la disposition des immenses ressources minérales des Dominions du Canada. Le chemin de fer de Vanderbilt a emprunté le charbon et le fer au district de la Nouvelle-Ecosse, procédant dans cette campagne avec l'énergie et l'esprit de méthode qui caractérisent les grands trusts américains. Plus loin, dans l'Ouest, la *Dominion Iron and Steel Company*, sous la direction d'un président américain, avec un capital de plus de 20 millions de dollars a établi une des plus gigantesques aciéries du monde à Sault Sainte-Marie sur le lac Supérieur. Dans cette exploitation des ressources canadiennes par le capital américain, le Parlement des Dominions a pris une part active.

De temps en temps, des rumeurs circulent sur les combinaisons des millionnaires américains qui s'intéressent de plus en plus à tout ce qui touche le Canada. Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas chaque jour des froissements d'intérêt entre le Canada et les Etats-Unis. Ainsi les querelles entre les pêcheurs de la Nouvelle-Ecosse et ceux de Massachusetts, sont une fertile source de conflits. C'est que les Canadiens ressentent profondément les maraudes tentées par les pêcheurs américains dans les eaux canadiennes. Les collisions entre les professionnels des deux pays ont créé un si grand malaise dans les régions intéressées, qu'elles ont servi de plat de résistance aux

repas anglo-américains. On a heureusement trouvé un *modus vivendi* pour éviter les incidents immédiats tels que captures et confiscations des navires américains dans une étendue de 3 milles, mais les difficultés ne sont pas aplanies. La question a présenté un tel caractère de gravité pendant un moment que M. Edward Atkinson en 1887 fit devant la chambre de commerce de New-York une proposition tendant à acheter aux Dominions du Canada le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, et l'île du Prince-Edouard, pour la somme de 10,000,000 de livres sterling. Cette manifestation resta d'ailleurs platonique ; mais elle est significative; elle démontre que les Américains qui ont acheté Alaska à la Russie sont disposés pour libérer les territoires américains qui appartiennent encore à la vieille Europe, à consentir à des sacrifices d'argent. D'autres difficultés ont surgi à cause de la découverte de l'or au Klondyke. Les Canadiens, comme de raison, désiraient avoir libre accès au champ d'or, sans passer par la douane américaine; les Américains, au contraire, soutenaient que, jusqu'à la découverte de ces précieux trésors, les Canadiens eux-mêmes reconnaissaient que Skagway qui peut être regardé comme la porte de l'Océan au Klondyke était une parcelle des Etats-Unis, et ils regardaient les prétentions du Canada comme une infraction grave à la doctrine de Monroë, et surtout comme une tentative d'agrandissement de l'Empire britannique au détriment de la République américaine. Une proposition d'arbitrage n'aboutit pas, à cause de l'étroitesse de vue du Foreing-Office et la question du Skagway resta sans solution avec tous ses dangers.

Si nous considérons l'avenir probable du Canada, il

ne faut pas oublier un de ses traits essentiels, à savoir qu'il ne forme pas une communauté homogène de langue anglaise. La province de Québec est essentiellement française de langue, catholique de religion bien que fidèle à l'Empire; son loyalisme est le résultat de la politique libérale adoptée depuis la mission de Lord Durham et un sentiment de jalousie lui conserve son caractère français. C'est en réalité une nation étrangère sous le contrôle britannique.

M. Goldwin Smith dit avec raison : « Où il existe une agglomération d'individus de même race, habitant un territoire étendu, parlant une langue unique, ayant une religion, des lois, des tendances, des aspirations et des sentiments propres, cette agglomération est *de facto* une nation.»

Ce qui paraît curieux, c'est que les Américains et les Canadiens diffèrent essentiellement d'avis sur la question de savoir si l'existence de ces Français tend à accélérer ou à retarder l'union du Canada et des Etats-Unis. Quand le duc d'Argyl revint du Canada après y avoir été gouverneur général, il me dit confidentiellement qu'il regardait les Canadiens français, comme un obstacle à l'annexion. Les prêtres français qui, on le sait, ont une grosse influence sur les Canadiens font tous leurs efforts pour s'opposer à l'exode de leurs ouailles dans les territoires de la Nouvelle-Angleterre, parce que si dans la suite ils ne deviennent pas hérétiques, ce sont des recrues possibles pour la libre pensée. Aussi l'opinion des autorités est que l'ascendant de l'ultramontanisme est le meilleur boulevard de la domination anglaise au Canada.

D'un autre côté, les mêmes éléments apparaissent

aux impérialistes impénitents comme le plus grand danger qui menace l'avenir. M. T. W. Russell il y a huit ou neuf ans traversa le Canada, et en revint pénétré d'horreur pour tout ce qu'il avait vu et entendu dans la province de Québec. M. Russell est un protestant de l'Ulster et par conséquent son opinion se ressent d'une pointe de fanatisme. « Québec, dit-il, est gouverné par une église riche, arrogante et puissante. Le cardinal Taschereau y est infiniment plus puissant que le premier ministre et son cabinet, et l'élément britannique n'y est guère à l'aise, bien qu'il paie les 5/6 de la taxe. » M. Russell n'en est pas encore à proposer l'expulsion des Français des Dominions; mais le sentiment qu'il exprime est celui de la majorité des protestants de l'Ontario.

CHAPITRE VII

L'AUSTRALIE.

Un des plus grands événements de l'année 1901 a été l'ouverture du premier Parlement de l'Australie autonome par l'héritier de la couronne britannique. Cet événement a été salué par un immense enthousiasme dans tout l'Empire, par des démonstrations publiques qui dans leurs manifestations grandioses resserraient le lien qui attache la grande île à la mère-patrie.

On est en droit de trouver au moins singulier de discuter ici la question de savoir si aux antipodes, on ressent les effets de la force attractive des Etats-Unis. Cependant, en tête de ce chapitre, il nous semble opportun de rappeler que nous avons donné à cette étude cette vision scientifique, imaginant à dessein que les Etats-Unis, gravitant dans un orbe donné, entraînaient avec eux dans leurs course progressive toutes les autres nations, figurant comme autant de planètes.

On doit admettre alors que la force de gravitation diminue en raison directe de la distance de l'objet sur lequel elle s'exerce. C'est pourquoi l'Australie est sans doute moins portée à faire cause commune avec

les Etats de l'Union que ses voisins immédiats les Antilles et le Canada.

Pour commencer, le premier acte de l'Australie autonome, a été d'élever un mur de tarifs onéreux pour l'Empire. En établissant le tarif australien, le gouvernement s'est absolument refusé de suivre l'exemple du Canada, c'est-à-dire d'admettre un tarif préférentiel en faveur de la Grande-Bretagne.

Les Allemands et les Américains qui ne supportent aucune des dépenses et aucune des responsabilités qui incombent aux protecteurs de l'Australie, sont aussi favorisés dans leurs transactions commerciales que le contribuable anglais. Cela démontre mieux que ne pourrait le faire le plus long discours, que la Constitution australienne s'est énergiquement défendue de toute sympathie exagérée de ses frères d'Angleterre, qui pensent que l'unité de l'Empire ne peut être obtenue et maintenue que par un Zollverein impérial.

Non seulement les Australiens ont imposé de nouveaux droits sur les marchandises britanniques, mais leur attitude au sujet des appels du Conseil privé, laisse percer une jalousie inquiétante pour l'avenir de leurs relations avec le Royaume-Uni.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que l'Australie peut, au lieu de suivre l'exemple du Canada, imiter les Etats-Unis et former une nation puissante et respectée.

Au point de vue de la législation, l'Australie s'inspire des lois américaines. C'est ce qui faisait dire à Sir John Cockburn, au Congrès du commerce international qui eut lieu à Philadelphie en octobre 1899 : « La Constitution des Etats-Unis, depuis dix ans, a inspiré tous les actes politiques des colonies australiennes. Notre pro-

blème, a-t-il ajouté, a été absolument identique au vôtre, dans la caractéristique fondamentale de notre Constitution ; nous avons suivi l'exemple des Etats-Unis : nous avons placé seulement les pouvoirs définis entre les mains de l'autorité libérale, réservant les autres à l'Etat. »

Ces pouvoirs définis diffèrent quelque peu de ceux des Etats-Unis, en ce qui concerne le mariage et le divorce qui sont réservés au Parlement fédéral, tandis qu'en Amérique chaque Etat a sa propre loi sur le mariage et le divorce. D'autre part, l'Australie suit l'exemple américain en appelant les deux Chambres fédérales, Sénat et Chambre des représentants, et comme aux Etats-Unis chaque Etat jouit de l'inaliénable droit d'être représenté au Sénat quelle que soit sa population ou son étendue. Où ce grand pays s'écarte de la Constitution américaine, c'est quand il permet de nommer le Sénat par élection au premier degré, et quand il rend possible et même facile d'amender sa Constitution.

Il est d'autres points encore sur lesquels les deux nations ont des idées identiques, le Parlement australien n'a pas encore une année d'existence et cependant il formule déjà une doctrine comparable à celle de Monroë en ce qui concerne le Pacifique. Cette prétention politique s'est fortement dessinée et précisée dans le débat qui s'est élevé sur le protectorat de la Nouvelle-Guinée où tous les membres du Parlement ont manifesté unanimement le désir de soutenir une politique qui tendrait à assurer à l'Australie la possession de toutes les îles du Pacifique, regardées comme un prolongement de la puissance australienne.

L'Australie tolère difficilement la présence des Hollandais à Java et à Sumatra, des Allemands en Nouvelle-Guinée et à Samoa, des Français en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti et il est à penser que si ces différents peuples manifestaient le désir d'agrandir leur puissance territoriale dans le Pacifique, l'Australie interviendrait non seulement pour s'y opposer, mais encore pour profiter du conflit, en expulsant par un moyen où par un autre son voisin européen.

Il est vrai qu'il faudrait aux Australiens pour soutenir leurs prétentions, autre chose que la petite flotte qui croise dans les eaux australiennes. La flotte de l'Empire serait au moins indispensable. On voit quel danger court l'Empire britannique s'il veut, pour garder l'affection des Australiens, satisfaire leur ambition naissante.

Maintenant, nous touchons à un point des plus délicats en ce qui regarde les liens qui attachent l'Australie à l'Angleterre. L'Australie est un continent qui n'a pas acquis encore tout son développement. Sa partie septentrionale qui s'étend sous les tropiques est une région aussi étendue que toute l'Europe, sauf la Russie, et qui aurait besoin pour arriver à son maximum de développement, de la coopération des hommes de couleur. L'opinion est divisée sur ce point. La colonie située dans la zone des tropiques a manifesté deux opinions différentes : les délégués du Parlement fédéral de Queensland affirment que les blancs suffisent aux travaux des plantations de sucre, tandis que le gouvernement de Queensland soutient non moins énergiquement l'opinion contraire et maintient que tout obstacle au travail des hommes de couleur serait fatal à

la colonie. Quand les docteurs se querellent, le peuple décide et quand Queensland exprime deux opinions différentes, ce sont les conclusions d'un troisième larron qui viennent s'imposer. Il est facile de préciser la question : le blanc peut-il oui ou non vivre, se défendre et travailler durement sous un soleil tropical ? Il est permis d'en douter, et il est également certain que les hommes noirs et les hommes jaunes ne demandent pas mieux que de convertir les plus sauvages contrées en paradis terrestre, pourvu qu'ils y trouvent la possibilité de vivre, même au prix des plus durs travaux. Il y a des millions de coolies indiens, chinois et japonais qui ne demandent qu'à augmenter par leur travail toutes les richesses agricoles et minérales de l'Australie septentrionale, mais à l'exemple des Etats-Unis le Parlement fédéral est absolument opposé à l'introduction dans l'île du travail des noirs.

Dans cette pensée, une grande partie des Australiens se sont étroitement unis, élevant moralement et par des lois précises, un mur, que ne peuvent franchir les hommes de couleur. On a été jusqu'à refuser de fournir des subsides à une Compagnie de navigation qui employait des *lascars*. M. Chamberlain s'est élevé contre ces exclusions qui sont contraires à l'esprit des lois anglaises, et peuvent faire surgir avec les nations intéressées de graves complications.

Il y a en Australie un parti assez puissant en faveur de l'indépendance. Le *Sidney-Bulletin*, un journal hebdomadaire, qui a été un des premiers à prêcher l'Evangile de l'autonomie australienne, est un peu son avocat. Cet organe, d'ailleurs, jouit d'une grande influence et au cours de la guerre du Sud de l'Afrique, il n'a pas

craint de formuler une opinion qui ne devait pas plaire en haut lieu.

M. Mark Twain qui a visité l'Australie, a trouvé ses habitants, par plus d'un côté, ressemblants aux Américains :

« Sidney, écrit-il, a une population de 400,000 âmes. La première chose qui frappe l'étranger qui y débarque, c'est qu'elle apparaît comme une cité anglaise construite dans un style et avec des matériaux américains. Melbourne vous donne encore plus fortement cette impression. Enfin la photographie de ses rues affairées donne nettement l'idée d'une des plus belles rues d'une cité américaine.

L'humoriste anglais n'est pas partisan de la séparation de l'Angleterre de l'Australie. Il déclare que bien qu'il y ait un parti séparatiste, il considère cette mesure comme inopportune et peu sage, il ajoute qu'il n'y a pas de comparaison entre la situation morale et politique de l'Australie et celle des Etats-Unis avant l'Indépendance.

Quand feu Henry George traversa l'Australie, il fut vivement impressionné par la remarque que les Australiens n'étaient Anglais qu'à la surface :

« Il me semble, dit-il, que malgré les habitudes et les vêtements anglais, le style australien soit plus près de l'Américain que de l'Anglais. Un pays nouveau, une vie plus libre, une meilleure diffusion de la richesse ont modifié le type primitif. Les Etats australiens ne sont que nominalement des colonies, ce sont en réalité des républiques ayant une vie propre et des volontés définies. En ce qui concerne les sentiments des Australiens à l'égard des Etats-Unis, ils sont aussi cha-

leureux qu'on puisse le souhaiter. Je crois que les Australiens seraient assez disposés à accepter avec nous un traité de réciprocité ; nous pourrions virtuellement annexer l'Australie comme nous pourrions annexer le Canada et la Grande-Bretagne en abolissant notre tarif et en augmentant nos revenus par un système que la morale ne réprouve pas. »

L'opinion d'Henry George peut porter ses fruits ; le président Roosevelt a reçu en héritage de son prédécesseur, l'adoption d'une politique de réciprocité ; les transactions entre l'Australie et la côte du Pacifique augmentent tous les jours; et à l'heure actuelle les paquebots qui partent de Londres, *via* San Francisco, atteignent la Nouvelle-Zélande quinze jours plus tôt que ceux qui prennent une autre route. Les Américains s'ingénient à trouver chaque jour de nouveaux débouchés à leurs produits manufacturés. Les marchés australiens sont autrement placés que ceux des Philippines sans qu'il en coûte un sou à l'Administration civile ou militaire. Dans le cas où l'Australie se rendrait indépendante, elle chercherait naturellement une puissance capable de l'appuyer dans l'exercice de ses droits et de la défendre au besoin contre ses anciens protecteurs; cette puissance serait naturellement l'Amérique.

Il est important de savoir si l'Australie dans l'avenir sera un pays de langue anglaise ou de langue allemande. Au moment présent, toutes les chances paraissent être en faveur de l'anglais, cependant rien ne prouve que la fin du siècle ne verra pas la balance changée d'aspect. Le dernier recensement donne à l'Australie une population totale de 4 millions, les chiffres exacts sont 3,777,212, c'est-à-dire moins que la

population de Londres. Dans la décade précédente l'augmentation totale était de 593,975. La population n'a pas augmenté par l'émigration, car on ne compte que 5,328 émigrés composés de Japonais, d'Hindous et de Canaques. Les législateurs et les journalistes australiens ont poussé le cri d'alarme au sujet de la limitation de la famille très caractéristique en Australie.

Selon M. Coghlan entre 1895 et 1898, la moyenne des naissances dans la Nouvelle-Galle du Sud a décliné d'un tiers et il y a moins d'enfants de moins de 10 ans dans l'Etat de Victoria qu'il y a quelques années. Dans la Nouvelle-Galle du Sud en 1885, 546,000 femmes de l'âge de 18 à 50 ans produisaient autant d'enfants que 665,767 du même âge en 1898. Le nombre d'enfants nés de femmes australiennes de naissance est de 3,5 ; en France il est de 3,4 ; il y a trente ans la moyenne en Australie était de 5,31. La moyenne des naissances a également décliné dans le Royaume-Uni ; mais pas dans une pareille proportion.

Si les Australiens cessent de procréer, il n'en est pas de même des Allemands toujours très prolifiques. Depuis dix ans, le développement sans précédent du commerce et de l'industrie allemands avait arrêté le flot de l'émigration des sujets du Kaiser ; mais la crise financière qui désole l'Allemagne a remis les choses en l'état, et de nouveau, les Allemands, talonnés par le désir de faire fortune, se portent en foule vers les territoires qui offrent les chances d'une fortune rapide. En Amérique, il n'est pas à craindre que l'élément allemand, arrive à dominer l'élément anglais, parce que la population est trop dense, pour qu'il puisse jamais y parvenir, tandis qu'en Australie, il n'en est pas de

même; et, si les Allemands s'y dirigeaient en foule, en moins de dix ans la moitié de la population serait allemande.

M. Sutherland qui écrivait au *Centennial* de mai 1900, un article sur les villages allemands, déclarait qu'il n'y avait pas dans le monde une colonie où l'élément allemand ait marqué sa physionomie plus parfaitement qu'en Australie. A cette époque il y avait de 30,000 à 40,000 colons allemands. Dans le Sud de l'Australie, à quelques milles du port Mannum, on rencontrait des fermes allemandes qui couvraient un aire respectable. M. Sutherland ajoute : « Le courant de l'émigration allemande en Australie n'est jamais interrompu ; il ne procède pas par bonds, il va lentement d'année en année, déversant des colons nouveaux. L'affinité de parenté, de religion et de langue en font une agrégation dont la puissance augmente de jour en jour. Le dernier recensement démontre que les colons nés en Allemagne sont égaux en nombre à ceux qui sont nés dans les colonies australiennes. Les plus beaux steamers destinés au commerce italien sont engagés pour transporter de Brême et d'Anvers aux différentes cités australiennes les passagers allemands qui viennent demander à l'Australie des moyens d'existence. »

CHAPITRE VIII

LE CREUSET DES NATIONS.

Les Etats-Unis d'Amérique doivent la plus grande partie de leur énergie à l'arrivée ininterrompue des émigrants du vieux monde qui se recrutent parmi les plus énergiques, les plus entreprenants et les plus aventureux ; ils ont pris la place du Royaume-Uni comme le refuge naturel des bannis politiques. Il n'est pas de pays dans l'Europe qui n'ait contribué à sa prospérité. Les traditions du *Mayflower* ont été maintenues jusqu'ici. On doit à la vérité de dire que ceux qui ont émigré aux Etats-Unis n'y sont pas allés seulement pour y chercher la liberté de prier Dieu ; mais aussi pour y trouver le moyen de vivre décemment. Qu'ils aient été d'ailleurs mûs par intérêt matériel ou par conviction politique ou religieuse, c'est toujours une moyenne intelligente et résolue qui s'est déplacée pour apporter aux Etats de l'Union une force nouvelle indispensable à son développement.

En d'autres termes, les 19 millions d'émigrants qui ont traversé l'Atlantique sont des hommes de foi, qui ont compté sur leurs propres forces, sur l'avenir et qui,

ayant quitté la mère-patrie sans esprit de retour, étaient déterminés aux plus lourds sacrifices, pour obtenir la somme de bien-être et de tranquillité que leur propre pays leur refusait. La population d'émigrants possède éminemment cette caractéristique, qu'elle a suffisamment de foi et d'ardeur pour faire face à l'avenir quelles que soient les conditions inconnues d'un nouveau monde, et suffisamment de capacité pour acquérir le moyen de s'y transporter. L'émigration qui est souvent regardée par les Américains comme un élément de danger a probablement plus contribué que toute autre chose, si l'on en excepte l'éducation puritaine de la vieille Angleterre à établir la République.

L'Américain, c'est indéniable, n'est pas seulement un Anglais transplanté sur un autre continent ; dans ses veines circule le sang d'une douzaine de races non anglaises.

Si l'on peut considérer le Nord de l'Amérique comme un immense creuset dans lequel les minerais arrachés à divers filons se mélangent pour former un composé humain, tout à fait distinct, par sa nature même, des éléments qui l'ont composé, nous devons nous souvenir aussi que notre origine n'est pas autrement pure. Nous sommes une race composite et le phénomène qui s'est accompli à Chicago et à New-York en formant une race de fusion a eu un précédent dans la Grande-Bretagne. Les Anglais sont un mélange de Bretons, de Romains, de Picts, de Saxons, de Danois, de Normands qui ont formé la nation que l'on appelle l'Angleterre. Le peuple anglais s'augmenta encore des éléments étrangers tels que huguenots français, émigrants allemands, juifs fugitifs, hollandais et espagnols qui amendèrent, en se

mêlant à la population, le sang britannique. Le mélange des Welschs et des Irlandais, des Ecossais et des Anglais, des Celtes des Highlands et des Danois du Northumberland, ont produit un type que l'on retrouve modifié de l'autre côté de l'Atlantique. Cette modification n'a pas porté seulement sur les hommes, son empreinte se voit aussi sur les lois et se devine dans les mœurs. Mais ce qui réunit Anglais et Américains c'est la communauté du langage et comme l'a dit le professeur Waldstein, les nations de langue anglaise possèdent sept des éléments qui constituent une nationalité : langue commune, formes identiques de gouvernements, même culture comprenant coutume et institution, une commune histoire ; une religion unique et finalement des intérêts pareils.

L'Angleterre a été un creuset qui a la dimension d'une tasse de thé, tandis que dans les Etats-Unis, des nations entières peuvent se fondre. L'Angleterre a mis des siècles pour obtenir ce que les Etats-Unis voient s'accomplir dans le temps de quelques générations.

La plus grande chose que les Américains aient accomplie, plus grande que l'invasion des Philippines, ou l'invasion du marché anglais, ou même l'étouffement de la grande rébellion, a été la surveillance de ce vaste creuset, car il fallait parachever l'œuvre en mélangeant tous les individus dans un type unique, le type américain ; ou pour varier la métaphore, tisser tous ces fils de fabrication étrangère en une uniforme étoffe de civilisation américaine. Ce travail gigantesque a été poursuivi à grands traits dans les cités géantes et souvent par des hommes qui étaient loin d'être conscients du rôle que la Providence leur faisait jouer. Des orga-

nisations politiques, mues par de personnelles ambitions ont exercé une influence très salutaire au point de vue de la fusion des races .

L'émigrant polonais ou italien qui arrive à New-York ou à Chicago avec une couple de dollars dans sa poche et ne sachant pas un mot d'anglais, serait souvent mort de faim, s'il n'avait pas trouvé une organisation puissante, prête à l'aider en retour d'un service politique. Il trouvait le logement, le travail, l'interprète. Quand il avait maille à partir avec la police, il trouvait une caution ou l'argent nécessaire pour payer l'amende, il trouvait même quelquefois le moyen d'échapper à la justice. Quand il était malade, l'hopital lui était ouvert; et quand il mourait, on l'enterrait.

Et par-dessus tout, avant même que le jour de l'élection fût venu, il était naturalisé pour qu'on pût profiter de son vote. La naturalisation en Amérique, n'est accordée qu'aux individus qui ont lu et accepté les principes de la Constitution américaine ; et cependant des millions d'étrangers ont été naturalisés et ont voté, qui ne connaissaient des principes de la Constitution que ce que les Russes en pensaient lorsqu'ils la prenaient pour la femme d'un de leurs grands-ducs. C'était le moyen de donner la nationalité américaine à ces émigrants et de les fondre instantanément avec la population des Etats.

L'école à laquelle les enfants étaient envoyés complétait l'opération. Au bout d'une génération ou, au plus au bout de deux, les émigrants étrangers s'américanisaient davantage.

Quand la République fut fondée, M. Bancroft estimait que seulement les quatre cinquièmes de la population

révoltée se servaient de la langue anglaise. Selon M. Carrol Wright, le commissaire du travail aux Etats-Unis, cette proportion s'est abaissée.

La caractéristique de l'émigrant étranger même quand il parle français, est d'obéir à l'ancien précepte qui dit : « Croissez et multipliez ». La tendance à limiter les familles qui s'est affirmée avec tant de force en France, dans les colonies australiennes et dans le Royaume-Uni, a été longtemps considérée comme un des dangers qui menaçaient le maintien de la civilisation anglo-saxonne aux Etats-Unis. Les vieilles familles américaines ont deux, trois ou quatre enfants, tandis que les Allemands, les Irlandais et les Polonais émigrants qui travaillent au moulin, à la mine ou à la factorerie en ont des quantités.

Selon le professeur Starr, si l'émigration étrangère n'avait pas jeté en Amérique ces prolifiques colons, l'Américain ressemblerait au Peau-Rouge, et, comme le Peau-Rouge, serait sur le point de disparaître.

Il est peut-être curieux de noter les différents ingrédients qui ont été fournis par les nations du vieux continent au mélange fait dans le creuset des Etats-Unis. Le pourcentage allemand s'éleva entre 1850 et 1852 à 36,6 0/0 de l'émigration totale. Dans la dernière décade il est tombé à 13,7. Le pourcentage irlandais était de 42,3 0/0 dans la période qui va de 1821 à 1850; mais entre 1851 et 1860, il a fléchi à 35,2, et dans la dernière décade il est tombé à 10,5 0/0.

La Grande-Bretagne a atteint son maximum entre 1861 et 1870, quand le pourcentage était de 26,2. Dans la dernière décade il est tombé à 7,4. Les émigrants

de la Scandinavie, de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ainsi que ceux du Canada et de Terre-Neuve se montaient à 74,3 0/0, sur les 19 millions d'émigrants qui s'établirent en Amérique dans ces dernières quatre-vingts années. Mais entre 1850 et 1860, ils ont fourni 91,2 0/0 sur le chiffre total, et en 1890-1900, leur proportion s'est abaissée à 40,4 0/0.

L'émigration de l'Europe méridionale et orientale a commencé en 1880 ; mais le nombre s'est accru si rapidement que dans la dernière décade l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie et la Pologne ont fourni 50 0/0 au nombre total des émigrants; cependant ce nombre tend en ce moment à décroître, il a atteint son maximum dans l'année 1882, quand non moins de 788,992 émigrants s'établirent dans l'Union. Depuis cette époque les chiffres ont diminué jusqu'en 1886 où on en compta seulement 334,203. Les fluctuations ont été très grandes : en 1892, on comptait 623,084 émigrants ; en 1898, il n'y avait plus que 229,299 individus qui s'expatriaient. Depuis cette époque, les chiffres se sont relevés et pour l'année qui vient de finir en juin 1900 le nombre total d'émigrants était de 448,572. Sur ce nombre 2,392 seulement avaient une profession; 61,443 étaient des journaliers adroits; 163,508 étaient de vulgaires journaliers, et le reste se composant surtout de femmes et d'enfants, au nombre de 134,941, n'avait pas d'occupations spécifiées. Presque tous ces émigrants allaient au Nord et à l'Ouest.

Au dernier recensement, la proportion des individus nés à l'étranger dans les Etats du Sud était moins de 5 0/0, ce qui contrastait singulièrement avec les chiffres des autres Etats, tels que Rhodes Island,

qui venait avec 31,4 et North Dakota avec 35,4, Montana 27,6, Colorado 16,9, et Nebraska 16,6.

Sur les 448,000 émigrants venus aux Etats-Unis, l'année dernière 300,000 venaient de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie et de la Russie. Sur le nombre total, un quart venait de l'Allemagne, un cinquième de l'Irlande, 15 0/0 de l'Angleterre et 6 0/0 de la Suède et de la Norvège. On estime que le nombre d'Allemands dans les Etats-Unis s'approche de 10 millions, dont 3 millions sont nés en Allemagne et le reste sont de parents allemands.

L'élément le plus difficile à fondre dans le creuset ; le seul qui ait été trouvé, jusqu'à présent, réfractaire à cette opération est le nègre des Etats du Sud. Le recensement de 1900 montrait que la population colorée aux Etats-Unis était de 9,312,585 : sur ce chiffre 8,840,789 étaient noirs; les Indiens fournissaient 250,000 individus ; les Chinois 119,000 ; et les Japonais 86,000. L'accroissement des nègres n'est pas en proportion avec celui de la population blanche; cette différence est due probablement à ce qu'il n'y a pas eu d'émigrations nègres depuis la suppression du trafic des esclaves. En 1890, les nègres étaient en proportion de 12,5 0/0 de la population; en 1900, ils étaient de 12,2. Il y a à cette diminution une série de causes qu'il serait trop long de développer ici. L'éducation de la race nègre prise en main si résolument par Booker Washington qui, en fondant le collège de Tuskegee a montré une rare combinaison de science et de sens commun, rendra dans l'avenir la question plus facile à résoudre que maintenant.

Mais les récriminations de la presse sudiste, quand

le président Roosevelt invita Booker Washington à dîner à la Maison Blanche, ont eu dans tous les Etats-Unis, un écho douloureux qui démontre, avec les pratiques du lynchage, que si la question a fait des progrès considérables, elle n'est pas encore résolue. Dans ces dernières vingt années, sur 3,000 lynchages qui ont eu lieu aux Etats-Unis, le plus grand nombre s'est produit en 1892 où on en a compté 236. En 1900, ce chiffre était tombé à 115. Il n'est pas vrai, comme on le croit généralement que la majorité des lynchages est faite pour punir les outrages commis par des nègres sur des femmes blanches. Dans ces seize dernières années, sur 2,516 lynchages reportés, 800 seulement ont eu ce motif pour excuse.

L'effet politique de ce vaste élément étranger, blanc ou noir, a vivement frappé les observateurs. Le duc d'Argyll le regarde comme un des facteurs, peut-être le plus puissant de l'alliance future des races de langue anglaise. Quel type sortira de ce creuset dans lequel les nations versent un trop-plein qui est le plus souvent le meilleur d'elles-mêmes ? L'avenir seul peut répondre à cette redoutable interrogation.

DEUXIÈME PARTIE

L'autre partie du monde.

DEUXIÈME PARTIE

L'autre partie du monde

CHAPITRE PREMIER

L'EUROPE.

Si nous, dont les sentiments en matière politique et religieuse sont plus américains qu'anglais, nous assistons, avec plaisir, avec enthousiasme même, à l'américanisation du monde; nous reconnaissons volontiers que beaucoup d'Anglais témoignent d'un esprit différent. Néanmoins, ils ne peuvent se défendre d'une certaine fierté en pensant que l'influence américaine est la pénétration lente mais sûre de l'idée anglo-saxonne.

Comme l'a fort justement dit Macaulay, les cavaliers eux-mêmes ne pouvaient s'empêcher d'admirer les exploits des Côtes de fer de Blake et de ses capitaines qui illustrent l'histoire d'Angleterre à l'époque du Protecteur. Il en est de même de ces anglicans qui, bien que regrettant d'être déchus du premier rang auquel les appelaient les fastes d'une glorieuse histoire, voient

dans les progrès de la libre Amérique l'affirmation de la supériorité des pays de langue anglaise.

Si cette fiche de consolation peut être offerte aux Anglais, il n'en est pas de même pour les autres nations de l'Europe, qui assistent, non sans inquiétude, aux phases grandioses de ce phénomène historique.

Pour la majorité des Européens, cet avenir semble fâcheux; cependant à tout prendre, ils le préfèrent à l'inconnu.

Cette résignation, cependant, ne se rencontre pas dans le vieux monde monarchique du centre de l'Europe où les représentants d'un âge disparu s'entêtent à représenter le pouvoir fort. En Europe, la situation est celle-ci : La France et la Suisse sont déjà républicaines; la Belgique, la Hollande et les pays scandinaves, quoique monarchiques dans la forme, sont républicains d'essence. Le gouvernement espagnol peut être regardé comme une sorte d'annexe de Habsbourg, tandis que le royaume d'Italie joue le rôle de contrefort méridional de l'alliance austro-allemande.

La Russie a une situation particulière, c'est un monde à elle seule, et c'est aussi la nation la plus démocratique de l'Europe, comme un conglomérat de petites républiques réunies sous la suprême direction d'une autocratie centrale. L'Empereur de Russie, cependant, le monarque de droit divin, solennellement consacré guide et pasteur de son peuple, selon la formule du couronnement, trouve, il n'en faut pas douter, plus de sympathie dans le peuple que les autres souverains de l'Europe. C'est que les Tsars d'*aujourd'hui* n'aspirent nullement à remplir le *rôle* des Tsars du commencement du XIXe siècle. A cette époque, Alexandre et Ni-

colas croyaient fermement que la défense du principe monarchique était le plus sacré de leurs devoirs, conviction que la Sainte-Alliance souligna vigoureusement. Cette Sainte-Alliance, d'ailleurs, est morte depuis longtemps, et son résultat le plus clair a été la promulgation de la loi de Monroë suggérée par Canning en réponse aux prétentions des souverains alliés de l'Europe centrale.

Le centre de la résistance aux principes américains est à Berlin; et l'ennemi de l'américanisation est le kaiser Guillaume.

Il y a quelque chose d'héroïque dans l'attitude de cet empereur essayant de résister au flot américain. Mais son action est vaine : on ne lutte pas contre la marche irrésistible du progrès.

Il n'y a pas, en Europe, de cités plus américanisées que Hambourg et Berlin. Elles sont américaines par la rapidité de leur développement, par leur énergie nerveuse, par leur rapide appropriation des moyens de transport. Les Américains se trouvent, malgré la différence de langage, plus à l'aise à Hambourg et à Berlin qu'à Londres ou à Liverpool. Les manufacturiers allemands, les constructeurs et les ingénieurs de cette nationalité sont plus aptes que ceux des autres pays à saisir immédiatement l'usage du machinisme américain.

Ce n'est pas seulement les marchandises américaines qui s'introduisent dans la moderne Allemagne, l'idée américaine s'y infiltre aussi, apportée par d'anciens émigrants enrichis, qui ont laissé derrière eux, dans les états de l'Union, des parents, des amis avec lesquels ils se tiennent en constante communication. Les

Germano-Américains, comme les Irlandais qui habitent les Etats-Unis, sont passionnément patriotes; mais d'un patriotisme particulier qui comprend la mère-patrie et les Etats de l'Union. Ils sont, faut-il le dire, profondément républicains, c'est-à-dire que s'ils sont sujets allemands, ils ne se regardent pas comme des sujets du Kaiser. Leur action sur les masses allemandes est une action purement américaine qui est plus dans la note socialiste-démocratique que dans l'esprit junker des gardes du corps de la monarchie prussienne.

Ce serait intéressant d'étudier comment le mouvement démocratique qui se dessine si vigoureusement en Allemagne, est entretenu et nourri par-delà l'Atlantique. La connivence des Allemands de l'Amérique du Nord est moins évidente que celle des Irlando-américains de la ligue nationale irlandaise. Mais elle n'en est pas moins active.

Contre toutes ces influences secrètes ou non, cachées ou apparentes, le kaiser lutte sans relâche. En résistant à l'américanisation de l'Allemagne, la première préoccupation de l'Empereur a été naturellement de prévenir l'américanisation des Allemands qui quittent l'Allemagne. Le flot continuel de l'émigration bat les côtes occidentales de l'Allemagne pour se retirer vers New-York, cette porte européenne du continent américain. Lorsqu'un Allemand a dépassé la statue de la liberté de Bartholdi, il est perdu pour l'Empire germanique. Il peut rester allemand pour une génération ou deux, chérir sa langue, cultiver la littérature de son pays. Mais passent dix années, et ses enfants se seront imprégnés d'anglais ; passent encore cinquante ans, et rien autre chose que le nom et les traditions de famille

ne subsiste de l'ancienne nationalité. Ses descendants ne seront pas plus allemands que Roosevelt n'est hollandais.

Pour faire échec à cette américanisation fatale, l'Empereur a acquis des colonies où il compte canaliser le courant qui entraîne ses sujets à quitter la terre de l'Empire, mais les acquisitions allemandes du Damaraland et de l'Afrique orientale, n'enchantent nullement les colons qui continuent à suivre l'ancien chemin tracé par leurs devanciers. Il n'y a donc, dans ces colonies allemandes, que des fonctionnaires, ce qui est maigre.

L'Empereur ne s'est pas tenu pour battu et il s'est ingénié à diriger les Allemands qui veulent s'expatrier.

Le parti colonial allemand s'imaginait qu'en créant de grandes colonies allemandes au Brésil, il serait possible de fonder une plus grande Germanie dans les continents du Sud où l'Empire allemand peut préserver de l'américanisation des millions de teutons.

L'expérience n'est pas encore abandonnée, mais les Américains du Sud disent que l'action des Etats de l'Union est non moins vive au Brésil que partout ailleurs.

Obligé d'admettre son échec dans sa tentative d'arracher les Allemands expatriés à l'américanisation, l'Empereur a redoublé d'efforts pour prévenir l'américanisation de l'Europe. C'est l'idée qui le domine d'ailleurs depuis son arrivée au trône.

Lors de sa première visite au Tsar de toutes les Russies, il l'entretint de sa thèse favorite et tâcha de le gagner à la cause sainte de l'anti-américanisme. Nicolas II l'écouta avec l'intérêt sympathique qui lui

est naturel quand on aborde devant lui une question qui intéresse l'humanité, mais il réserva son opinion.

Le Kaiser est un impulsif surtout en apparence car il est tenace dans ses desseins. Battu dans son premier essai de gagner l'Empire à la grande combinaison européenne qui a pour objet d'organiser le vieux monde contre le nouveau, il n'abandonna pas pour cela son projet favori.

La première manifestation discrète de ses sentiments se trouve dans un discours du comte Goluchowski, le secrétaire des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie. S'adressant aux délégations parlementaires, en novembre 1897, cet homme d'Etat plaida vigoureusement en faveur de l'adoption d'une politique pacifique en Europe, estimant qu'il ne fallait rien moins que l'union étroite des puissances européennes pour résister à la concurrence transocéanique.

Pendant que le comte Goluchowski jetait ainsi le cri d'alarme, l'Empereur continuait de songer et d'agir surtout pour éviter ce qu'il considère comme la pire des catastrophes.

Voici quelques chiffres qui feront comprendre les préoccupations de l'Empereur allemand :

Dans l'année 1900, les exportations américaines en Allemagne ont été plus élevées que dans les autres pays.

Etats-Unis.	243,000,000 de dollars.
Grande-Bretagne. .	200,000,000
Russie.	171,000,000
Autriche.	172,000,000
Sud Amérique. . . .	115,000,000

L'Allemagne ne peut plus nourrir son peuple avec ses propres produits. — C'est un fait d'importance capitale au point de vue d'une guerre possible. — En 1900, l'importation en blé s'élevait à près de 1 million de tonnes et en seigle 800,000 tonnes. La population allemande s'élève aujourd'hui à environ 60 millions d'habitants. En ne parlant que des denrées principales et nécessaires à la vie, comme le blé et le seigle seulement, 9 millions d'Allemands seraient affamés si le rendement insuffisant des fermes allemandes n'était contrebalancé par l'importation de céréales étrangères.

Cette dépendance de l'étranger, spécialement de l'Amérique, déplaît fort à l'Empereur.

Des 1,438,000,000 de dollars de marchandises importées en Allemagne durant l'année 1900, 287 millions proviennent de l'Angleterre, 243 millions des Etats-Unis, et 115 millions de l'Amérique du Sud. Ainsi près de la moitié de l'importation totale en Allemagne vient du Nouveau-Monde et de l'Empire britannique.

La dépendance de l'Allemagne, en ce qui concerne le pain quotidien, a beaucoup contribué à la décision prise par l'Empereur de doubler la marine allemande.

« Notre avenir, a-t-il déclaré, dépend de la mer. » La décision de doubler la force de la marine de guerre allemande fut proclamée d'une façon significative à la face du monde, immédiatement après que la défaite des armes anglaises dans l'Afrique du Sud eut sérieusement ébranlé notre prestige.

Que la nouvelle politique de construction navale alors annoncée par l'Allemagne, ait été dirigée contre la Grande-Bretagne, c'est un fait que personne ne peut nier; cependant, lorsque l'Empereur allemand vint à

Londres peu après, on eut de lui une explication différente sur les raisons qui l'avaient amené à doubler la flotte allemande.

Il soutint qu'il était inévitable que les Etats-Unis, un peu plus tôt ou un peu plus tard, s'efforçassent d'atteindre à la suprématie de la mer tenue actuellement par la Grande-Bretagne. Quand ce jour viendra, la Grande-Bretagne trouvera dans la flotte allemande sa plus puissante alliée. Il importe que les nations du Vieux-Monde représentant la culture et la civilisation, se coalisent pour résister à l'attaque des nouveaux barbares du monde occidental, gonflés d'orgueil et de succès et allégés des responsabilités.

Quoi qu'on ait pu dire de cette attitude, c'était un moyen des plus ingénieux de pallier la vérité relativement à la réelle portée de son programme naval.

Après le départ de l'Empereur, on entendit peu parler de ses visées anti-américaines jusqu'en juillet dernier, époque à laquelle il parla à M. Pierre de Ségur, qui était accompagné d'autres touristes français, à bord du *Hohenzollern*, tandis qu'il était dans les eaux norvégiennes. L'entrevue paraît avoir été purement accidentelle.

M. de Ségur et ses compagnons de voyage visitaient un des fiords norvégiens quand ils rencontrèrent le yacht impérial *Hohenzollern*. L'Empereur les invita à dîner à bord et après avoir rangé ses invités comme il aurait aligné un corps d'armée, avec la voix et les gestes d'un officier à la parade, il entama une conversation animée avec eux sur un ton élevé, il s'exprima avec une liberté extraordinaire, dangereuse pour lui-même.

La conversation qu'il eut porta principalement sur les Etats-Unis, écrivit M. de Ségur dans la *Revue de Paris*. Il montre peu d'enthousiasme pour ce pays. Selon lui, il y a une menace pour l'avenir dans les trusts colossaux si chers aux millionnaires Yankees, qui tendent à placer une industrie ou un échange international entre les mains d'un seul individu ou d'un groupe d'individus.

« Supposez, dit-il, en substance, que Morgan réussisse à grouper autour de son drapeau plusieurs des lignes de l'océan. Il n'occupe aucune position officielle dans son pays en dehors de sa fortune. Il serait, par conséquent, impossible de traiter avec lui s'il arrivait qu'il y eût un incident international ou qu'une puissance étrangère fût entraînée dans son entreprise. Il serait également impossible d'avoir recours contre l'Etat qui n'ayant aucun bénéfice dans l'affaire, déclinerait toute responsabilité. Alors contre qui faudrait-il se tourner? »

Pour obvier à ce danger, l'Empereur prévoit la nécessité de former une union douanière étrangère contre les Etats-Unis sur les bases du blocus continental conseillé par Napoléon contre l'Angleterre, de façon à sauvegarder les intérêts de tous et assurer la liberté du commerce continental aux dépens du développement de celui de l'Amérique. Et il nous déclara sans circonlocution que, « devant une telle éventualité, l'Angleterre serait obligée de choisir l'alternative de deux politiques différentes : ou de donner son adhésion au blocus et de se mettre du côté de l'Europe contre les Etats-Unis ou bien de s'unir à ces derniers contre les puissances du continent ».

Cette déclaration, publiée dans un organe important

comme la *Revue de Paris*, fut naturellement reçue avec scepticisme, et le *New-York Herald* dépêcha un rédacteur à Berlin afin de savoir si, oui ou non, le gouvernement allemand était prêt à désavouer, contredire ou rétorquer le rapport de M. de Ségur.

L'ambassadeur américain en Allemagne, le docteur Von Helleben, émit l'opinion que le bureau des affaires étrangères pourrait réfuter les prétendus propos de l'Empereur; mais, lorsque la question fut posée à l'office des affaires étrangères, on répondit que cela regardait personnellement l'Empereur.

Une entrevue intéressante, du moins pour sa publicité, eut lieu entre le représentant de l'office des affaires étrangères et l'envoyé du *New-York Herald*, au cours de laquelle interview, ce dernier dit naïvement que le représentant allemand ne paraissait pas se rendre un compte exact de l'importance de l'opinion publique aux Etats-Unis; il ajouta même que l'Allemagne entendait régler non pas absolument à sa fantaisie, mais au moins au mieux de ses intérêts, tous les conflits qui pourraient surgir.

Une allusion à M. Morgan et à la consolidation des industries sur les bases des trusts, indique que l'Empereur est disposé à saisir toute occasion de s'opposer au développement de l'idée américaine qui se montre sous la forme tangible d'entreprises formidables, et surtout à grossir démesurément le danger américain de façon à organiser un Zollverein européen.

A Berlin, l'Union industrielle allemande a exprimé par la voix de son secrétaire, le Dr Wilhelm Vendlant, son opinion à ce sujet.

Il déclara que le moment était venu pour un Bismark

d'assembler les nations de l'Europe, afin d'enrayer le péril américain.

Je crois, ajouta-t-il, qu'il faut combattre les Américains avec leurs propres armes. Nous vous proposons donc d'unir tous vos efforts et d'user de toute votre énergie pour arriver à créer une union européenne ».

Ce programme est évidemment inspiré par une idée supérieure; mais qu'en advient-il? Jusqu'à présent, le résultat a été mince.

Car rien ne peut être fait avant 1903, moment auquel les traités seront revisés.

« La réciprocité, » dit le président Mac Kinley, dans le discours qu'il fit la veille du jour où il fut assassiné, « la réciprocité est le résultat naturel du développement industriel extraordinaire des Etats-Unis, grâce à la politique fermement établie maintenant. Si par hasard quelques-uns de nos tarifs ne sont plus nécessaires pour le Trésor, ou pour encourager et protéger nos industries chez nous, pourquoi ne seraient-ils pas employés à étendre ou à favoriser nos marchés au loin ?

« Il n'y a que deux sortes de réciprocités : réciprocités en faveur, réciprocités en charges et en prohibitions. La première s'accomplit sous forme de contrat mutuel en manière de traité, et la deuxième par des représailles législatives. »

La principale mesure qui ait défendu les exportateurs des Etats-Unis des droits exclusifs de la part des nations européennes, a été l'existence de séries de traités commerciaux contenant la clause de la nation la plus favorisée, et qui expire en 1903. A cette date, les Autrichiens et les Allemands, peut-être les Italiens,

avec telles autres nations qu'ils amèneront à s'unir à eux, ont l'intention de voir ce qui peut être fait pour protéger leurs propres industries en appliquant un tarif européen équivalent à celui de Dingley, sur les marchandises américaines. En de telles circonstances, il est quelque peu difficile de mettre à exécution la politique préconisée par M. Mac Kinley.

Comme le disait fort justement le président Roosevelt, il ne faut pas oublier qu'en traitant avec les autres nations, nous devons en essayant de trouver dans la transaction un maximum de bénéfices, laisser à nos clients un bénéfice au moins analogue.

Il paraît ne pas y avoir de doute que l'invasion américaine ait quelque peu effrayé les Européens, et que la peur ne se soit pas seulement limitée à l'Allemagne et à l'Autriche. Quand le prince Albert de Belgique revint de son voyage en Amérique en 1898, on prétendit qu'il s'écria devant un américain :

« Hélas! vous autres Américains, vous nous dévorerez tous. »

L'amiral Canevaro, ancien ministre italien des affaires étrangères a dit à Toulon, en avril dernier :

« La triple et la double alliance prises ensemble, ont donné trente ans de paix à l'Europe, et il ajouta que ce fait conduirait peut-être les nations européennes à considérer la possibilité et la nécessité de s'unir contre l'Amérique, comme l'exigerait l'avenir de la civilisation. »

Peu de publicistes sont aussi intelligents et aussi libéraux que M. Paul Leroy-Beaulieu; mais il va si loin sous l'influence de la menace venant du Nouveau-Monde, qu'il s'est déclaré spontanément en faveur d'une

tentative de Zollverein européen. Quant à M. Sidney Brooks qui écrivit sur l'Amérique et sur l'Europe dans *l'Atlantic Monthly* du mois de novembre, il n'abolirait point les droits de douane entre les différents Etats, mais il les réduirait considérablement en définissant clairement les traités de commerce conclus pour une longue période.

Il est certain, déclara-t-il, que l'on peut arriver à un tel arrangement. C'est un mauvais vent qui ne présage rien de bon pour personne, et ce serait un heureux résultat, en la présente panique, si cela obligeait les nations récalcitrantes et jalouses, à faire un grand pas dans le sens de la fédération.

Pour se garantir des Etats-Unis d'Amérique, ces penseurs préconisent, ce qui, au point de vue fiscal, serait les Etats-Unis d'Europe.

CHAPITRE II

L'EMPIRE OTTOMAN.

Il y a trois ans, lorsque j'étais à Constantinople, j'ai provoqué un étonnement considérable en déclarant que rien n'était plus probable que les Etats-Unis fussent conduits à résoudre l'insoluble problème de la propriété de Constantinople.

Les faits étaient simples et les déductions évidentes, mais il n'est rien que tant de gens soient aussi lents à reconnaître que les faits saillants d'une situation politique.

Aujourd'hui, grâce aux opérations d'une bande de brigands sur les frontières bulgares, les yeux du public se sont ouverts, et, tant en Europe qu'en Amérique, le premier homme venu, dans la rue, cause des éventualités pouvant se reproduire dans l'empire ottoman, éventualités qui paraissaient être complètement en dehors du cadre de la politique.

L'incident qui a produit un réveil si soudain est la capture de Miss Stone, missionnaire américaine.

Le 2 septembre 1901, Miss Stone, tandis qu'elle quittait la petite ville de Bansko en Bulgarie pour aller à Diu-

mania en Turquie, traversait la frontière de la Bulgarie à la Macédoine, quand elle fut capturée par une bande de brigands vêtus d'uniformes turcs, et entraînée vers les montagnes avec une dame bulgare de sa suite. Miss Stone et sa compagne furent gardées en captivité avec mise en demeure de payer une rançon de 25,000 livres sterling.

La nouvelle qu'une dame américaine était retenue prisonnière dans les montagnes macédoniennes produisit un grand émoi aux Etats-Unis. Les journaux s'en emparèrent et l'on ouvrit une souscription pour obtenir la rançon demandée. L'on fit manœuvrer la machine diplomatique, et l'Europe et l'Amérique se virent en face d'une question qui, avant qu'elle fût arrangée, menaçait d'engager les Etats-Unis dans une intervention armée en Turquie. En présence d'une telle situation, l'on commença à se demander comment miss Stone se trouvait en Bulgarie, et alors la grande République de l'Ouest s'aperçut pour la première fois de l'extension qu'avaient prises les missions américaines depuis 1858, dont le centre était Andrinople, qui est en dehors de la Macédoine.

La mission possède maintenant trois stations en Bulgarie, et ses 1,500 chrétiens américains qui sont répartis sur le sol de la principauté, fréquentent les églises de Sofia. De plus, ils ont neuf missionnaires aussi bien en Bulgarie qu'en Macédoine et sept institutrices. En Bulgarie, l'administration des missionnaires américains a créé trois écoles pour l'éducation des hommes et des femmes, et un Kindergarten. Ils ont organisé quinze églises où ont lieu des ser-

vices, régulièrement, en plus de douze endroits de dévotion et ayant près de 15,000 catéchumènes.

L'église de Bansko, d'où partit miss Stone pour le voyage qui se termina si désastreusement, possède 150 membres et sa construction coûta 1,000 livres sterling.

En 1872, les Américains traduisirent la Bible en Bulgare; montèrent une imprimerie, une librairie et une salle de lecture gratuite et publique à Sofia, et publièrent un journal hebdomadaire.

Cette propagande par les Américains n'est pas très populaire parmi les Bulgares, qui sont grecs orthodoxes, mais la propagande théologique est pardonnée à cause des bons résultats qui en découlent.

Les Russes, certes, détestent cette propagande même encore plus que le gouvernement bulgare; mais ici encore l'élément américain vient d'une source inattendue. L'agent russe de Sofia, M. Bachmetieff, a épousé une Américaine, et Mme Bachmetieff est une grande amie personnelle de miss Stone, de sorte que, à un haut point de vue politique, on pourrait espérer voir M. Bachmetieff s'opposer aux actions de miss Stone, tandis qu'au point de vue domestique, l'influence de Mme Bachmetieff a fait de l'agent russe un grand ami et un chaud protecteur de la mission américaine.

Il est vraiment difficile pour toute personne intelligente de ne pas se féliciter des excellents résultats obtenus par les missionnaires américains qui, non seulement ont à travailler pour eux-mêmes, mais ont invité les Bulgares à établir des institutions pareilles.

La femme la plus influente de la Bulgarie, Mme W.-B- Kossuroth, était une élève de miss Stone.

Elle avait été élevée avec les idées américaines, et après la mort de son mari, elle s'occupa des affaires qu'il avait laissées.

Mme Popoff, femme du pasteur de l'église protestante de Sofia, fit ses études dans un séminaire d'Ohio. Aussi rien de surprenant à ce que miss Stone soit partie en excursion à la tête d'un groupe d'étudiants, parmi lesquels il y avait trois jeunes femmes bulgares qu'elle allait placer à la tête d'écoles en Macédoine.

Les brigands qui se déguisèrent en Turcs pour éviter les soupçons, sont, prétend-on, des brigands bulgares appartenant au comité insurrectionnel macédonien. Ils ne molestèrent point les institutrices, mais ils emmenèrent miss Stone et Mme Toilka qu'ils gardèrent pour avoir une rançon.

Le résultat immédiat de cet attentat fut que l'attention des Américains s'éveilla. L'on entama aussitôt des négociations. Menaces et promesses ne réussirent point à rendre la liberté immédiate aux captives. Octobre et novembre s'écoulèrent en tentatives vaines. Au commencement de décembre le bruit courut que miss Stone était morte entre les mains de ses ravisseurs. La rumeur fut démentie, mais miss Stone était toujours prisonnière.

L'incident reporta l'attention publique américaine sur l'état anarchique dans lequel se trouve actuellement la péninsule des Balkans, et familiarisa les Etats-Unis, avec des questions qui, jusqu'alors, étaient restées dans le domaine de l'attention du Vieux-Monde.

Il est bon de répéter que le pire crime de la diplomatie a été de laisser les provinces turques en proie au plus sombre despotisme.

Le cri des Macédoniens « Venez à notre secours!... » ne reçut aucune réponse du gouvernement anglais de 1878.

Les Russes, au contraire, leur prêtèrent une aide efficace.

Par le traité de San Stephano, tout ce qui est connu comme la « grande Bulgarie », du Danube à la mer Egée, fut délivré du despotisme flétrissant des Turcs. Au Congrès de Berlin, sur les instances de l'Angleterre et de l'Autriche, la Macédoine fut retranchée de la Bulgarie libre, et livrée de nouveau à l'esclavage. De tous les crimes commis à Berlin celui-ci fut le pire.

Il n'est point nécessaire dans cette étude sur l'américanisation du monde, de s'occuper davantage de la part qu'ont prise, les citoyens des Etats-Unis dans l'histoire récente de l'empire ottoman. J'en ai parlé assez longuement en un livre que j'ai écrit en 1899 intitulé : *Les Etats-Unis de l'Europe*. Je prends la liberté d'en extraire les plus importants passages.

Il y a trente ans, deux Américains chrétiens, ayant *une tête sur les épaules*, s'établirent en Turquie et se mirent à professer, d'après les méthodes américaines, à la jeunesse de l'Est, dans une institution appelée le collège Robert. Ils n'eurent jamais à leur disposition un plus grand revenu que 30 ou 40,000 dollars par an. Ils ont tenu la main à ce que chaque étudiant de leur école fût complètement dressé d'après les principes américains, qui, depuis qu'ils furent importés par les hommes du *Mayflower*, ont presque fait le tour du monde. Telle était leur ligne de conduite et ils n'y ont point dérogé depuis trente ans.

Avec quel résultat?

Ce collège américain est aujourd'hui l'espoir principal des millions d'habitants qui vivent dans les Etats du sultan ; 200 étudiants demeurent aujourd'hui dans ce collège, et on y a instruit et de là envoyé de par le monde des millions de brillants et intelligents jeunes hommes qui ont porté le levain de l'idée américaine dans toutes les provinces de l'empire ottoman.

Une des choses les plus intéressantes de ce dernier quart de siècle, fut la création de la principauté bulgare. Mais la résurrection de cette nation, quoique matériellement achevée par le sabre libérateur des hordes vengeresses de Russie, est due avant tout au collège Robert.

Ce furent les Américains qui semèrent la graine. Ce furent les hommes du collège Robert qui portèrent en Bulgarie les bonnes nouvelles d'un avenir prometteur de liberté.

La paix signée, les Russes rentrèrent dans leurs foyers. Quand, en passant le Bosphore, les énormes transports bondés de troupes défilèrent devant le rocher de Rouméli-Hissar sur lequel s'élève le collège Robert, les rudes vétérans qui avaient prodigué leur sang sur les champs de bataille des Balkans poussèrent de joyeux hurrahs et firent jouer des airs américains par leurs musiques militaires, rendant ainsi un juste hommage à l'institut qui a été la cause initiale, on peut dire de l'indépendance Bulgare.

C'était le tribut des artisans du sang et du fer aux architectes dont les plans avaient servi à construire l'Etat bulgare.

L'influence des Etats-Unis dans l'Est n'est nullement confinée au collège Robert. Il y a d'autres institutions

américaines fondées à Constantinople; mais comme elles s'occupent de l'éducation de jeunes filles on n'en ressentira l'influence politique que lorsque les fils de ces étudiantes seront parvenus à l'âge d'homme.

Combien d'Américains se doutent, je me le demande, que des pentes du mont Ararat jusqu'aux confins des côtes de la mer Egée, des missionnaires américains ont éparpillé largement sur toute la terre désolée les semences des principes américains? Les Russes ne l'ignorent point et considèrent cette propagande comme dangereuse pour l'avenir.

Et ainsi le levain s'étend par toute la terre.

Si les hommes du collège Robert ont créé une Bulgarie indépendante, de même, ils ont essayé de prouver qu'ils pourraient créer une indépendante Arménie. Ils se sont mis à l'œuvre; mais hélas! bien qu'ils eussent payé bravement de leur personne, la Russie, cette fois, n'était point d'humeur à venir à leur secours.

Le sultan tomba sur eux plein de courroux et les livra aux bachi-bouzoucks et aux Kurdes. Ce qui s'ensuivit est écrit en lettres de sang et de feu dans l'histoire contemporaine de l'Est.

Mais ce n'est pas fini encore.

Les missionnaires américains, qui ne se mêlèrent point à l'insurrection avortée, en règle générale ne furent point molestés.

Ils continuent leur œuvre, enseignant, prêchant, semant le bon grain, tous les jours, créant des forces qui avec le temps renverseront le gouvernement turc et régénéreront l'Arménie.

Graduellement, avec l'effritement de l'autorité turque, avec l'expansion des ambitions américaines, et par-

dessus tout, le développement de la flotte américaine, le rêve de Cobden paraît être en bonne voie de voir sa réalisation.

Rien ne me paraît plus probable que d'apprendre tout à coup, par un de ces beaux jours de sauvages réveils religieux ou d'impérial fanatisme, que quelque brigand ayant échappé à la corde et qui a été décoré par le sultan, ou quelque chef kurde se soit mis en tête de venger les humiliations de l'Islam sur la proche mission américaine.

Il balayera tout sur son passage, à la tête de ses troupes, que ce soit école ou demeure. Il mettra le feu aux constructions; le missionnaire américain sera jeté dans sa demeure incendiée pour y périr brûlé vif, tandis que sa femme et ses filles seront conduites au harem de quelque pacha. Rien ne serait plus conforme aux habitudes ordinaires de ces sauvages. Il n'y a aucune puissance qui puisse défendre les colons américains contre leurs futurs assaillants.

Le jour où un journaliste intelligent écrirait dans cette occurrence quel est le sort de ces femmes américaines — qu'il l'écrira en phrases pleines de vie, clairement, brillamment devant les yeux de toute la race parlant anglais — la perte, l'anéantissement de l'empire ottoman sera scellé.

Il y a 80 millions d'êtres humains aux Etats-Unis dont la plupart parlent anglais, et chacun d'eux penserait que les femmes emprisonnées sont ses sœurs.

Alors la question se poserait, brûlante et implacable : « Où est Dewey? Où est Sampson? Où sont nos invincibles cuirassés, qui, en deux batailles, balayèrent sur

mer le drapeau de l'Espagne? A quoi pensent donc nos grands capitaines qui pavoisent leurs navires de guerre, tandis que l'on fait subir à des Américaines des traitements si odieux ? »

Et après de telles questions arriverait vivement l'ordre impérieusement réclamé : « Aux Dardanelles! aux Dardanelles! »

Aucune puissance au monde ne serait capable d'arrêter la marche des vaisseaux américains, et il n'y aurait aucune puissance en Europe qui tenterait même de l'essayer. La patience de la Chrétienté est mise depuis longtemps à une terrible épreuve, et l'Europe garderait probablement une attitude hésitante, tandis que le coup de mort serait donné aux vestiges de l'Empire ottoman.

A cette vision j'ai peu de chose à ajouter. Mais je pourrais rappeler aux lecteurs anglais, qui connaissent peu ou rien des résultats obtenus par les missionnaires américains, qu'on voit plus de fidèles fréquenter les églises fondées par eux qu'on n'en voit dans celles des missionnaires du Royaume-Uni.

Les Américains viennent après nous, par le total de l'argent souscrit et recueilli tous les ans pour cette propagande religieuse; mais ils ont plus d'adeptes et plus d'adhérents dans le pays et plus de Sunday schools (Ecoles du dimanche).

Les chiffres tirés du rapport de la conférence œcuménique des missionnaires faite à New-York il y deux ou trois ans sont assez éloquents; les voici :

Statistique des Sociétés américaines et anglaises maintenant occupées à diriger des missions étrangères.

	États-Unis.	Royaume-Uni.
Nombre des sociétés.........	49	54
Revenu total (en dollars)....	5,403,048	8,266,374
Missionnaires ordonnés......	1,352	1,984
Médecins hommes.............	160	205
— femmes.............	114	74
Missionnaires frères lais (non médecins).....................	109	765
Femmes mariées (non médecins)................................	1,274	1,148
Femmes non mariées (non médecins)............................	1,006	1,668
Total des missionnaires étrangers.............................	4,110	5,937
Naturels du pays ordonnés.	1,575	1,729
Travailleurs du pays non ordonnés..............................	15,013	29,779
Total des aides du pays......	16,605	31,740
Stations............................	7,321	15,576
Eglises organisées.............	4,107	5,100
Fidèles............................	421,597	326,979
Ecoles du dimanche...........	7,231	3,817
Association de l'école du dimanche................................	344,385	213,935
Souscriptions des fidèles du pays (en dollars).................	628,717	797,355
Chrétiens du pays comprenant les non pratiquants......	1,257,425	1,204,033

Les missionnaires, parlant anglais, dépassent en nombre ceux de toutes les autres nations protestantes réunies. On ne peut que les comparer à ceux envoyés par l'église de Rome. Le parallèle et le contraste entre la race parlant anglais et l'église de Rome est d'un intérêt énorme et incontestable, car pour nous servir d'un mot de M. Gladstone « notre race peut presque prétendre réclamer le droit de fonder une sorte d'église universelle en politique ».

Sur le continent africain les Américains ont à peine commencé d'évangéliser. Les méthodistes (épiscopaliens des Etats-Unis) ont fait de tout le territoire africain un vaste évêché placé sous les ordres de l'évêque Hartzell. De-ci, de-là, sur tout le continent, on trouve des missionnaires américains travaillant à la conversion des idolâtres; mais les Américains ne font que débuter dans les prédications en Afrique.

Et c'est seulement quand un Booker Washington et ses pareils auront créé une race éduquée de noirs Américains que l'américanisation de l'Afrique sera réellement commencée.

CHAPITRE III

L'ASIE

Les Américains changent tellement les idées couramment acceptées par les autres peuples, que l'on peut pardonner à un Anglais un certain degré de satisfaction quand il trouve que, dans une chose très importante, les Américains ont adopté les idées anglaises.

Tout dernièrement encore, les Américains, en général, étaient sous l'influence des vieilles conceptions qui dominaient M. Gladstone, que la mer était toujours propre à diviser plutôt qu'à unir les nations.

Leurs conquêtes dans l'océan Pacifique ont été très rapides ; elles commencèrent sans plan préconçu et les missionnaires, comme de coutume, ont été les premiers pionniers du commerce et de la domination politique. Le procédé a été uniforme depuis toute colonisation.

Havaï a été annexé en 1898. Le premier traité avec Samoa fut signé en 1872, lorsque le port Pago-Pago fut acheté pour servir de station de ravitaillement de charbon aux steamers faisant le commerce entre San Francisco et l'Australie, mais ce traité ne fut ratifié qu'en

1878. A la fin de 1899 les Anglais se retirèrent de Samoa, et le 17 avril 1900 le drapeau américain flottait sur toute l'île de Tutulla — et l'on vit s'élever des forteresses au milieu de l'océan Pacifique comme preuve du progrès de l'américanisation.

L'événement qui convertit la République américaine en une puissance asiatique fut une conséquence imprévue de la guerre entreprise en vue de la libération de Cuba. La nécessité de détruire la flotte espagnole à Manille, qui autrement aurait pu contrarier la navigation américaine, rendit les Américains maîtres de la plus grande cité commerciale de l'Asie occidentale, Manille.

Mais l'influence américaine aux îles Philippines est en réalité beaucoup moins assise qu'on pourrait le croire après un examen superficiel de la question. La victoire de Dewey a orienté les Etats-Unis vers une carrière de conquêtes asiatiques. Après l'annexion des Philippines, le canal de l'isthme américain parut s'imposer avec une irrésistible force.

Mais les Américains étant devenus, presque contre leur volonté d'abord, mais ensuite de propos délibéré, une puissance conquérante de l'Asie, furent obligés de discuter les questions internationales de la plus haute importance, et, avant tout, la grande question qui préoccupe toutes les nations de l'Est, quelle attitude doit-on conserver à l'égard de la Russie ?

Les Russes, c'est-à-dire la seule race européenne égalant en nombre les populations de langue anglaise, ont toujours été les amis des Américains au même degré qu'ils sont devenus les adversaires des Anglais.

Le vieux dicton à propos du « sang plus épais que

l'eau », qui fut d'abord souligné par le combat de Peï-Ho, paraissait devoir être rénové, et il ne manquait pas de gens qui croyaient qu'une alliance anglo-américaine ayant un objectif anti-russe était prête de se réaliser.

Heureusement que le monde fut sauvé de ce désastre par le bon sens des Américains. M. Hay parut hésiter un moment, puis maintint finalement l'équilibre, et les Américains adoptèrent une politique avec la Chine qui leur valut la sympathie des puissances sans leur aliéner l'amitié de la Russie.

Les Etats-Unis furent heureux, pendant cette période critique, d'avoir, à Washington, un ministre chinois qui s'était si bien assimilé les idées américaines qu'il devint, pour l'avenir, une véritable force dont usèrent largement les politiciens américains.

Dans toute l'Amérique, personne ne s'était plus américanisé que Wu, le représentant du Céleste Empire.

L'un des exemples les plus remarquables de l'influence américaine dont les conséquences sont absolument incalculables, est le réveil du Japon. C'est l'une des merveilles les plus frappantes du XIXe siècle.

L'influence de l'Amérique sur le Japon, cependant, n'a pas toujours été heureuse. La carrière de M. Hoshi-Toru, qui fut assassiné en 1901, montre que les vices comme les vertus peuvent être exportés des Etats-Unis.

Le royaume de Corée est un autre champ qui offre des horizons prometteurs aux capitalistes et aux aventuriers américains.

L'action yankee, dans les autres parties de l'Asie, est jusqu'ici consacrée principalement aux propagandes des missionnaires. Ils ont pris une honorable et labo-

rieuse part dans la propagation de la foi chrétienne en Birmanie et aux Indes.

On ne peut encore prévoir ce qui adviendrait si l'Amérique et l'Angleterre se partageaient la propagande des idées européennes en Asie.

Cependant, il serait bon de noter que le vice-roi des Indes, lord Curzon, qui gouverne le pays au nom du roi, a un partenaire et une associée dans sa femme qui est Américaine, et nous envisageons avec calme un avenir modifié en raison de cette circonstance, surtout quand l'Angleterre et l'Amérique, heureusement unies par des liens permanents d'alliance de race, étendront leurs ressources et utiliseront leurs énergies unies à l'amélioration des êtres misérables qui peuplent l'Asie.

CHAPITRE IV

LE CENTRE ET LE SUD DE L'AMÉRIQUE

S'il est un paradoxe qui contienne quelque vérité, c'est qu'il y a peu de parties du monde qui soient moins américaines que l'Amérique du Sud.

Comme je l'ai déjà déclaré, les Etats-Unis font moins d'affaires avec toute la population du centre et du sud de l'Amérique qu'avec les 5 à 6 millions d'habitants qui occupent la longue ceinture de territoire formant la frontière septentrionale.

L'influence de New York et de Chicago est ressentie davantage à Londres et à Liverpool qu'à Buenos-Ayres.

Tandis que les Américains américanisent l'Angleterre, les Anglais depuis de longues années s'occupent sans relâche d'anglicaniser l'Amérique du Sud, malgré la doctrine de Monroë.

Cette doctrine, au nom de laquelle l'oncle Sam prétend posséder tout le territoire au-dessous du Rio-Grande, est purement négative. Elle dit simplement à tous les Etats européens : « Tu n'annexeras plus de nouveaux territoires dans le Nouveau-Monde ». Mais elle s'arrête là.

A l'heure actuelle, la République Argentine, le Chili et le Pérou sont des annexes commerciales de la Grande-Bretagne. Il n'y a aucune raison de supposer que l'extension des Etat-Unis va avoir comme conclusion logique notre bannissement de provinces dont les entreprises commerciales et industrielles sont nôtres.

Ce que nous avons fait là-bas a été de prêter de l'argent, d'engloutir des millions et des millions pour la construction de chemins de fer, de tramways, ou l'établissement de compagnies d'élevage, agricoles et minières.

Les vastes et fertiles territoires que l'Amérique du Sud offre aux populations trop denses de l'Europe, sont très imparfaitement appréciés par les Etats-Unis. Le continent entier n'a pas encore la population de l'empire allemand et cependant tout cet empire serait perdu dans un coin du Brésil.

Le tableau ci-contre concernant le Midi et l'Amérique centrale, tableau dont l'utilité est incontestable et qui est tiré d'un article de M. Sanson, article intitulé : *L'Amérique du Sud comme champ d'émigation*, présente un intérêt tel que nous ne résistons pas au désir de le publier.

D'après ce qui précède l'on se rendra compte que les contrées de l'Amérique latine occupent une superficie de 8,215,858 milles carrés, environ 2 fois 31/100 de la superficie de toute l'Europe, mais qu'elles ont une population de moins du double de celle du Royaume-Uni.

On se fera une idée plus nette de l'étendue territoriale des nations si l'on songe que le Brésil, à lui tout seul, est presque aussi vaste que l'Europe, ou, en prenant pour point de comparaison la superficie de la

DÉSIGNATION DES PAYS	SUPERFICIE en MILLES CARRÉS	POPULATION dernier RECENSEMENT	HABITANTS par MILLE CARRÉ	DERNIÈRES STATISTIQUES COMMERCIALES		COMMERCE PAR TÊTE de population	
				Importations	Exportations	Import.	Export.
				liv. sterl.	liv. sterl.	liv. sterl.	liv. sterl.
			Amérique du sud.				
Brésil	3,218,082	16,000,000	5,3	21,567,000	26,752,200	1,3	1,6
République Argentine	1,125,086	4,090,000	3,6	21,485,780	26,765,891	5,2	6.4
Chili	293,970	3,350,000	11,4	11,875.000	11,955,000	3,6	3,6
Uruguay	72,150	840,700	11,5	5,576,000	6,728,200	6,6	8,0
Paraguay	98,000	600,000	6,1	72,500	69,400	0,12	0,11
Bolivie	567,200	2,330,330	4,1	3,670,050	3,012,563	1,5	1,3
Pérou	503,000	4,000,000	7,9	1,929,727	3,027,477	0,5	0,70
Equateur	120,000	1,270,000	10,5	1,394,578	2,250,000	1,1	1,8
Colombie	573,900	4,000,000	6,9	2,500,000	2,670,000	6,0	0,60
Venezuela	593,940	2,323,500	3,9	2,300,400	3,516,519	1,00	1,07
			Amérique centrale.				
Guatemala	46,800	1,535,000	33,1	776,133	1,098,390	0,50	0,60
Costa-Rica	37,000	268,000	7,2	917,223	1,012,102	3,3	3,8
Salvador	7,225	803,534	114,7	270,000	1,080,000	0,38	1,4
Honduras	43,000	398,900	9,2	274,661	256,685	0,70	0,69
Micaragua	49,500	420,000	8,6	573,236	636,710	1,4	1,5
Mexico	767,005	12,619,954	16,4	9,121,810	13,871,513	0,72	1,1
	8.215.858	54.849.918		£84.304.098	£104.702.650		

Grande-Bretagne qui est de 88,600 milles carrés et la population de 40 millions, que le Brésil a environ 361 fois 1/3 cette superficie, mais seulement les 2/5 de la population. La République Argentine a 12 fois 6/10 la superficie de la Grande-Bretagne, mais n'a seulement qu'un dixième de sa population.

Les Américains des Etats-Unis ont, en conséquence, fait peu ou rien pour développer ce vaste continent. Ils font moins d'affaires avec l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale qu'avec les 5 millions de Canadiens de leur frontière septentrionale.

Les Américains connaissent parfaitement les aspirations de l'Allemagne en ce qui concerne le Brésil, par des avertissements qui leur sont donnés dans la presse semi-officielle des Etats-Unis.

Le seul intérêt vital des Etats-Unis dans l'Amérique centrale, repose sur ce fait que le canal traversant l'isthme est la route la plus courte de l'océan Atlantique au Pacifique.

L'existence du canal précipiterait probablement la conclusion de négociations qui sont pendantes au sujet des îles danoises, tandis que d'autres stations pourraient être occupées dans la baie d'Almirante en Colombie, dans le golfe de Dulce, dans le Costa-Rica et dans les îles Galapados qui sont loin des côtes et appartiennent à l'Equateur.

Au point de vue financier, la dépense que le gouvernement américain est prêt à faire pour le canal de Nicaragua peut être vaine à cause de la possibilité de l'achèvement du canal de Panama qui offrirait une plus courte distance pour aller d'une mer à l'autre.

Un autre danger plus ou moins problématique que

celui du canal de Panama est le projet du chemin de fer du Tehuantepec qui pourrait transporter les plus grands vaisseaux d'une mer à une autre à beaucoup meilleur marché et beaucoup plus rapidement. La construction de ce chemin de fer est entre les mains d'un entrepreneur anglais.

Les Américains auront de la chance si le premier navire peut faire sa traversée par le canal de Nicaragua, entre ses nombreuses écluses, dans dix ans, tandis que la ligne du Tehuantepec sera prête dans deux ans. Sir Weetman Pearson possède un traité de cinquante ans, si ce projet est exact, l'entreprise anglaise a fait justement ce que Canning s'est vanté de faire quand il mit en avant la doctrine de Monroe et établit les intérêts anglais dans l'Amérique centrale sans violer en aucune façon les susceptibilités américaines.

Une fois le canal terminé, il y a peu de doute que la totalité du parcours de dix milles ne devienne une partie du territoire des Etats-Unis et ne forme une base sur laquelle l'autorité de l'oncle Sam s'étendra à la fois à l'est et à l'ouest, au sud et au nord, jusqu'à ce que la protection, sinon l'annexion, du Nicaragua et du Costa-Rica soit un fait accompli.

CHAPITRE V

LA DOCTRINE DE MONROË

Qu'est-ce que la doctrine de Monroë?

La meilleure définition se trouve dans le discours du président Monroë.

« Nous devons aux relations amicales qui existent entre les Etats-Unis et les puissances européennes de déclarer que nous considérerons toute tentative de leur part tendant à s'emparer d'une portion quelconque de cet hémisphère comme un danger pour notre paix et notre sécurité. »

Il ajoutait qu'un tel procédé serait regardé comme « la manifestation d'une disposition hostile vis-à-vis des Etats-Unis » et que cela ne serait pas accueilli avec indifférence par les Américains.

Cette doctrine fut suggérée au président Monroë par M. Canning. Ce dernier eût été considérablement étonné s'il avait vu le résultat de sa suggestion.

La doctrine de Monroë s'appliquait d'abord au midi et au centre de l'Amérique. Sa justification originelle était un désir de la part du gouvernement républicain des Etats-Unis d'exclure du Nouveau-Monde le système despotique qui domine sur le continent européen. De là son motif avoué quand elle fut promulguée d'être

anti-monarchique plutôt qu'anti-européenne. Elle débuta avec Canning et fut exagérée par une horreur de la Sainte-Alliance, qui était considérée aussi bien en Angleterre qu'en Amérique comme une conspiration de despotes contre la liberté humaine.

D'après le président Roosevelt :

« Cette doctrine devrait être la caractéristique de la politique étrangère de toutes les nations des deux Amériques. Elle n'a nullement pour but d'être hostile à aucune nation du Vieux-Monde et encore moins de favoriser une agression quelconque du Nouveau-Monde contre l'Ancien. Mais c'est un grand pas vers la paix universelle du monde que d'avoir assuré la possibilité d'une paix permanente en cet hémisphère. Pendant ce siècle, d'autres influences, nées d'une doctrine définie, ont assuré une indépendance durable aux petits Etats de l'Europe, et nous espérons pouvoir sauvegarder une semblable indépendance pour les petits Etats du Nouveau-Monde.

« La doctrine n'a rien à faire avec les relations commerciales d'aucune puissance américaine, sauf, à la vérité, lorsqu'elle permet à chacune d'elles de créer selon son désir de nouveaux débouchés. C'est réellement une garantie d'indépendance commerciale pour les Américains. »

Et encore :

« Pour assurer la sécurité commerciale des Etats-Unis et garantir la tranquillité du peuple américain, nous insistons sur la doctrine de Monroë parce qu'elle est susceptible d'assurer la paix dans l'hémisphère occidental. »

Le président admettait que cette doctrine causerait

un préjudice au commerce européen, spécialement à celui de la Grande-Bretagne avec le Canada. Il alla jusqu'à dire « qu'il faudrait admettre l'extension du même principe à toutes les républiques de l'Amérique du Sud. »

Mais ceci n'a rien à faire, il faut l'admettre, avec la doctrine de Monroë pure et simple.

Il est bon de remarquer aussi que le président répudie la théorie qu'ont exprimée en des termes très vigoureux quelques-uns de ses amis, à savoir que les Etats-Unis devraient prendre la responsabilité d'exercer une souveraineté générale sur la politique étrangère des Etats de l'Amérique centrale et du Sud.

Si la doctrine de Monroë doit être réellement mise en vigueur, aussi bien en théorie qu'en pratique, et qu'il doive être interdit aux puissances européennes de s'établir dans l'Amérique du Sud, les Etats-Unis auront à réfléchir sur cette politique. Ils devront se préparer à tenir la promesse du maintien d'une loi internationale régissant tout le continent Américain.

Certainement une telle solution est impatiemment désirée. L'Italie et l'Allemagne considèrent le vaste continent à demi-peuplé de l'Amérique du Sud comme la naturelle *Hinterland* où se réfugie le surplus de leur population. De là, pour l'avenir, d'inévitables querelles et les hommes d'Etat avisés feraient bien de s'y prendre à l'avance pour s'assurer une solution amiable.

La doctrine de Monroë a pour corollaire logique l'obligation pour les Etats-Unis d'employer la force pour contraindre les autres Etats Américains de s'abstenir d'actions qui pourraient offrir aux puissances européennes l'occasion d'intervenir.

M. Olney a déclaré : « Que la distance et trois mille milles d'océan rendent toute union politique permanente entre un Etat européen et un Etat américain presque impossible. »

Lord Salisbury a nié cette évidence. D'ailleurs il sera aisé de se convaincre par le tableau suivant qui donne les territoires américains demeurant encore sous les drapeaux européens, combien la solution de cette situation est complexe et délicate.

POSSESSIONS	SUPERFICIE en MILLES CARRÉS	POPULATION 1900
DANEMARK :		
Groënland	34,015	10,516
FRANCE :		
Saint-Pierre / Miquelon	90	5,983
Guadeloupe	721	165,154
Martinique	381	175,863
Saint-Barthélemy	8	2,898
La Guyane Française	30,000	25,796
GRANDE-BRETAGNE :		
Canada	3,315,647	4,832,679
Terre-Neuve	40,200	193,121
Labrador	120,000	4,211
Les Bermudes	19	15,743
Le Honduras Anglais	8,291	27,668
La Jamaïque	4,192	639,491
Trinidad	1,754	198,747
Les Barbades	166	182,206
Bahama	4,466	49,500
Onze autres îles ou groupes des Antilles	1,500	250,000
La Guyane Anglaise	109,000	287,981
PAYS-BAS :		
Saint-Martin / Curaçao	227	29,729
La Guyane Hollandaise	46,000	74,132

Il ressort de cette liste, qu'à l'exclusion des colonies de la Grande-Bretagne, les autres possessions des puissances européennes qui se trouvent sur le continent américain sont la Guyane et le Groënland. Le Groënland importe peu, c'est un désert de glace et de neige.

Même sans effort direct de la part des Etats-Unis pour affirmer effectivement la souveraineté réclamée par M. Olney, il n'y a pas un Etat de l'Amérique du Sud qui ne considère le développement des desseins des Américains sans une crainte mal dissimulée.

CHAPITRE VI

L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

En parlant de l'influence que les Américains ont exercée sur le monde en général, on ne doit pas oublier de dire que dans les questions internationales ils ont dépensé une force supérieure en faveur de la cause du progrès et de la civilisation.

Je veux parler de la question de l'arbitrage international.

Le principe de régler les différends entre des Etats souverains par le moyen d'un tribunal juridique et arbitral, sont les bases mêmes de la Constitution américaine.

Le fait que de l'Atlantique au Pacifique, du Saint-Laurent au golfe Mexico, l'on ne peut rencontrer de frontières hérissées de canons, ou d'armées sur pied pour défendre les millions d'êtres répartis sur quarante-deux Etats souverains groupés en une union fédérale, est l'œuvre des pères de la République; ils ont créé comme première assise de leur union, une cour suprême de justice, autorisée à examiner toutes les questions en litige entre n'importe quels Etats de l'Union.

Habitués depuis la naissance même de la République au spectacle des différends entre les Etats fédérés jugés, non par l'arbitre sanglant de la guerre, mais par la décision d'un tribunal suprême, les Américains tentèrent naturellement de créer un tribunal compétent pour régler à l'amiable les différends entre les autres nations.

Les principes de la Constitution des Etats-Unis font partie de l'atmosphère du citoyen américain.

En conséquence, il est naturel que l'idée d'un arbitrage international ait trouvé dans le peuple américain un appui intelligent et enthousiaste.

Le premier arbitrage qui eut lieu, fut entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, en 1816, à propos de la rivière Sainte-Croix et des délimitations du lac.

En 1827, pour établir les limites du Nord-Est, les Etats-Unis acceptèrent l'arbitrage du roi des Pays-Bas. En 1853, une discussion à propos de quelques esclaves libérés fut réglée par un arbitrage, et en 1853, un différend qui s'éleva entre les compagnies de *l'Hudson bay* et du détroit de Puget, s'arrangea de la même manière.

En 1891 la question des pêcheries de phoques dans la mer de Behring fut soumise à la cour arbitrale de Paris, et la longue liste des arbitrages anglo-américains se termina par celui qui détermina les frontières entre l'Empire britannique et la République du Venezuela en 1899.

Jamais deux nations au monde n'eurent autant d'arbitrages que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

En 1895, le sénateur Sherman introduisit un bill tendant à permettre au Président de donner pouvoir à

la résolution de 1890. Il aurait toute autorité pour mener les négociations par les agents diplomatiques réguliers des Etats-Unis, ou s'il le préférait, il lui serait loisible d'envoyer une commission auprès des gouvernements des autres pays pour entamer des négociations en vue de créer un tribunal d'arbitrage qui réglerait à l'amiable les différends qui pourraient surgir.

Lorsque l'incident du Venezuela surgit, le Président Cleveland souleva une tempête d'approbations enthousiastes en formulant sa demande d'arbitrage.

M. Carnegie, le plus pacifique des hommes, a déclaré que l'arbitrage était la seule chose au monde pour laquelle il se battrait volontiers. M. Olney émit l'idée que la guerre était condamnable comme un restant de barbarie, qu'elle était un crime en elle-même, et qu'il n'y avait qu'un moyen de vider une question irritante, l'arbitrage pacifique.

La requête américaine, appuyée avec enthousiasme par le peuple américain, força lord Salisbury à abandonner la position. Il y eut alors une tentative faite pour créer un traité d'arbitrage entre les deux Etats, mais malheureusement rien n'a encore été tenté pour faire aboutir les vœux qui avaient été exprimés.

TROISIÈME PARTIE

Comment les Américains américanisent

TROISIÈME PARTIE

Comment les Américains américanisent

CHAPITRE PREMIER

LA RELIGION.

L'idée qui fit agir ceux qui partirent les premiers à la recherche des « Indes d'or » au delà de l'Atlantique, n'était pas qu'intéressée. Le XVe siècle aussi bien que le XIXe subit en même temps d'une façon visible une période d'accaparement et de religion tout à la fois.

De nos jours, le missionnaire précède d'habitude le flibustier; mais au temps de la conquête de l'Amérique par les Espagnols, ce fut le contraire qui eut lieu. Aussitôt que les aventuriers gênois et espagnols eurent découvert l'existence d'un nouveau monde au delà des mers, l'Eglise de Rome s'empressa d'exploiter cette découverte en envoyant des missionnaires de la Croix, qui obtinrent des passages de faveur à bord des barques qui emportaient les flibustiers de l'ancien continent vers la proie qui leur était destinée. On peut encore voir à Rome la carte sur laquelle le pape avait solennellement

divisé le Nouveau-Monde entre l'Espagne et le Portugal. Deux nations, toutes deux essentiellement catholiques, acceptaient les délimitations du pape comme l'oracle de Dieu. Les destinées, cependant, furent moins obéissantes, et aujourd'hui, le visiteur qui examine cette carte au musée du collège de *Propaganda Fide* se laisse aller à des réflexions mélancoliques sur la vanité des anticipations humaines, quand il s'aperçoit que, même sur le plus petit îlot de ce nouveau monde, on ne voit plus flotter aujourd'hui un seul drapeau espagnol ou portugais.

Si l'Ancien Continent imposa violemment ses croyances aux populations indigènes du centre et du sud de l'Amérique, l'Amérique du Nord n'a pas manqué d'exercer une action semblable sur l'Ancien Continent, quoique par une méthode de propagande toute différente. Prescott, dans son histoire de la conquête du Pérou, nous a laissé un tableau frappant des moyens employés par les pirates bigots qui conquirent le royaume des Incas. Les malheureux Péruviens qui furent capturés par les Espagnols eurent à choisir entre la conversion au christianisme ou la mort. Il n'est pas étonnant qu'ils aient accepté la religion qui leur était ainsi imposée à la pointe de l'épée; mais, si nous devons en croire la chronique, leur conversion s'accomplit dans la moindre forme habituelle d'une conviction intelligente. Exposer les mystères du christianisme à un pays vaincu, tandis que le sol était encore humide du sang répandu par les *conquistadores*, était un procédé quelque peu sommaire; mais on a rarement vu chose plus grotesque que ce qui se passait au Pérou : les conquérants espagnols ignoraient la langue de leurs

captifs et, par conséquent étaient forcés d'avoir recours à quelques interprètes égarés dans le pays, dont l'intelligence était par trop limitée pour comprendre le symbole de saint Athanase. Il s'ensuivit que quand les Péruviens furent appelés à confesser leur foi dans la religion chrétienne et le dogme fondamental de la Trinité, les interprètes leur dirent de déclarer qu'il y a trois dieux et un Dieu, ce qui faisait quatre et, sur l'acceptation de cette proposition arithmétique, on les baptisa incontinent et ils furent admis dans le sein de l'Eglise chrétienne.

Telles furent les méthodes primitives de Pizarro et de bien d'autres Espagnols non moins célèbres qui prêchaient l'Evangile, le sabre à la main, il y a quatre siècles à peine. A des millions d'infortunés et paisibles indigènes, que les Espagnols faisaient mourir par un travail ininterrompu, on offrait gracieusement le ciel après le tombeau, en compensation du très réel enfer dans lequel les avait plongés la conquête.

A cette époque, sans aucun doute, le triomphe de l'Espagne et de Rome semblait complet. Jusqu'à ce jour, du nord du Mexique à la Terre de Feu, la religion catholique domine. Ce fut dans l'Amérique du Sud que les jésuites trouvèrent l'occasion de réaliser leur idéal politique et religieux et, à l'heure actuelle c'est dans les Etats de Colombie que les moines dépossédés des Philippines trouvent l'accueil le plus cordial. L'Amérique du Sud et du Centre sont restées, depuis la conquête, de véritables Etats de l'Eglise. Cependant, églises aussi bien qu'individus sont affligés par le fardeau des concessions qu'il faut faire. La religion catholique romaine, ainsi imposée à la moitié de la partie méridionale de

l'hémisphère ouest, est singulièrement dépourvue de force vitale. Il serait difficile de citer un seul mouvement religieux qui ait pris naissance dans le sud de l'Amérique ou de nommer un seul homme ou une femme célèbre, dans le sud ou le centre des Etats d'Amérique, qui ait eu une influence quelconque sur l'histoire de la religion du monde.

Jusqu'à présent le sud de l'Amérique est une des hontes de l'Eglise catholique. Après une période de domination, pendant laquelle les prêtres et les jésuites régnèrent sans conteste, la révolte éclata avec violence ; les jésuites furent expulsés et les libres-penseurs prouvèrent amplement, par leur législation anticléricale, que le mot d'ordre de Gambetta « le cléricalisme, voilà l'ennemi » pouvait être un cri de ralliement aussi enthousiaste dans le Nouveau-Monde que dans l'Ancien. Mais les ardentes passions engendrées par le conflit qui subsiste entre les forces de l'orthodoxie et de la libre pensée, ne purifièrent pas l'Eglise. La moralité de bien des prêtres dans le sud de l'Amérique laissait tant à désirer qu'il fut beaucoup question, au Vatican, de la nécessité de suspendre, pendant un certain temps, le célibat imposé aux prêtres, qui avait engendré, non la chasteté, mais un universel concubinage. Au lieu d'être une gloire, l'Eglise de l'Amérique du Sud est devenue un scandale et un reproche pour le Christianisme.

Il en fut tout autrement pour la moitié nord de l'hémisphère ouest. Là, au contraire, le mouvement religieux fut le plus efficace facteur de la colonisation du pays. Les mines d'or de la Californie étaient heureusement inconnues dans les XVIe et XVIIe siècles. Les Etats-Unis de l'Amérique et du Canada n'avaient pas plus d'at-

traits pour les conquérants que n'en ont les régions pastorales du Transvaal pour MM. Werner, Beit et Eckstein. Ils laissèrent cette contrée du nord à ceux qui, tels que les Boers primitifs, se répandaient dans des pays inhabités, non à la recherche de l'or, mais à la conquête de la liberté. Pendant que le sud de l'Amérique se colonisait par des aventuriers avides de richesse, le nord de l'Amérique fut créé par de froids idéalistes, fuyant le Vieux-Monde pour le désert vierge dans lequel ils espéraient reconstruire, sur d'éternelles fondations, la cité de leur Dieu.

Il est vrai que les premiers colons qui partirent en compagnie de Raleigh pour Virginia n'étaient pas mus par une idée aussi élevée. Ils étaient plutôt, comme les colonisateurs de notre époque, tentés par la perspective de choisir des propriétés et de se créer une famille dans les riches régions qui produisent le tabac, au sud du Potomac. Ils étaient les premiers; leur position sociale était probablement supérieure à celle des hommes du Mayflower.

Il existait un contraste singulier entre les nombreux et ardents cavaliers qui peuplèrent les Etats-Unis du Sud et l'homme austère qui se fixa sur les côtes sauvages de la Nouvelle-Angleterre. Les habitants du Sud avaient la richesse et les aises, le sol fertile et le radieux soleil, cependant, la destinée de ce continent n'était pas entre leurs mains mais entre celles des colons du Nord, fugitifs et proscrits, fuyant à travers l'Atlantique sur des « coquilles de noix » pour échapper à la persécution des prêtres et des rois.

Les motifs qui firent agir les hommes de « Mayflower » de l'autre côté de la mer furent d'ordre religieux, avant

de devenir politiques; ils furent aussi, dans une très petite mesure, économiques et financiers. A l'époque, le mouvement paraissait comparativement insignifiant. Qu'importait aux souverains et aux hommes d'Etat de l'Ancien Continent qu'une colonie ou deux de fanatiques s'établissent sur les côtes ouest de l'Atlantique ? Aujourd'hui, tout le monde se rend compte que c'était un exode aussi funeste dans son influence sur l'histoire humaine, que l'exode du peuple de Dieu à travers le désert.

Le siècle dernier fut témoin d'un mouvement semblable, mouvement qui est peut-être devenu assez puissant maintenant pour constituer ou démembrer un empire. L'émigration vers le Nord des Boers hollandais à travers le Vaal semblait même moins significative que le débarquement des puritains à Plymouth Rock; cependant aujourd'hui, il ne semble pas impossible, que comme l'un, qui fut la cause de la fondation de la plus grande République du monde, l'autre ne soit pas la raison de la diffusion du militarisme dans le monde entier.

Il serait injuste de croire que les puritains de la Nouvelle-Angleterre furent, avec leur enthousiasme religieux, le seul élément qui créa la riche République américaine. Les catholiques de Rome qui colonisèrent Maryland étaient dans une certaine mesure, des exilés « par acquit de conscience ». Les efforts de propagande de l'Eglise romaine dans le nord de l'Amérique différaient *toto cœlo* de la façon brutale dont le prosélytisme était conduit dans le Sud. Les jésuites du genre de Livingstone qui étaient tout d'abord missionnaires et explorateurs, devenaient les pionniers de la colonisation européenne au Canada et le long du Mississipi. Sur la côte du Pacifique les pères des différents ordres reli-

gieux furent les seuls pionniers de la civilisation chrétienne dans le Far-West, jusqu'à ce que les Argonautes de 1849, les eussent débordés en bouleversant leur simplicité pastorale. Le phénomène du début se répète : Les deux continents du Nouveau-Monde étaient divisés entre le principe d'autorité et le principe de liberté. Dès son origine, la République américaine proclama avec grandeur, comme droit inaliénable et fondamental de l'humanité, la liberté de conscience et la liberté de religion.

Dans les questions de religion, l'influence indirecte de l'Amérique sur le monde a été probablement plus importante que tout autre effet direct produit par les docteurs ou prédicateurs américains, bien que, comme je vais le démontrer, l'influence de ces derniers n'ait pas été, en aucun cas, inutile. Ce sont les citoyens des Etats-Unis qui fournirent au monde, pendant un siècle et même plus, une grande leçon de choses en ce qui concerne la possibilité de maintenir la religion sans l'intervention de l'Etat et sans les pénalités des législations intolérantes. A une Europe intraitable dans l'entêtement de l'ancienne tradition qui admet qu'une religion ne peut exister sans que l'Etat intervienne et donne force aux symboles religieux, les Etats-Unis présentaient le spectacle d'une grande communauté chrétienne dans laquelle les rites de la religion étaient pratiqués aussi rigoureusement et où l'esprit de la vraie religion était au moins aussi puissant dans l'exercice fécond de la vertu que dans la communauté ou l'Eglise avait le privilège de se « carrer » bizarrement parée dans toute la magnificence de sa livrée d'Etat. Cette puissante influence existe toujours fortement dans le Vieux

Monde. L'exemple des Etats-Unis a été un dissolvant bien plus important pour les idées du Vieux Continent par rapport à la nécessité d'une union inséparable entre l'Eglise et l'Etat que toute l'activité de la société libérale. La formule de Cavour, d'une Eglise libre dans un Etat libre, n'a pas été émise moins de deux siècles après que cet idéal avait été formellement accepté comme base de la République américaine. Dans un monde où les hommes peuvent encore comparer le xxe siècle avec les conceptions religieuses du moyen âge, l'exemple de l'Amérique éclaire ainsi que les rayons du soleil levant la terre sombre et ténébreuse.

En dehors de cette action subtile et indirecte des idées américaines sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat et sur la liberté de conscience, l'observateur le plus superficiel ne saurait douter de l'influence directe que la vie religieuse d'Amérique et les idées religieuses ont eu sur de grandes sections des individus de langue anglaise dans la Grande-Bretagne et dans les possessions d'outre-mer. Il est très naturel qu'il en soit ainsi, car, au moins la moitié des peuples parlant l'anglais sympathisent, en tant que religion, davantage avec les Américains qu'avec les anglicans. L'église anglicane en Angleterre est l'église d'une secte cultivée et richement dotée; c'est une institution aussi distincte de la vie de la race que la Chambre des lords et la monarchie. Ni monarchie, ni Chambre héréditaire, ni église établie n'existent au delà des mers. Une église épiscopale, sans doute, c'est-à-dire ecclésiastiquement affiliée à l'église anglicane vit dans toutes les colonies et les Etats-Unis, mais n'est établie comme religion d'Etat et dotée nulle part; son clergé n'est jamais inoculé avec le virus de la

supériorité sociale et, bien que le germe du sacerdoce se montre de-ci, de-là, on le constate sous une forme très atténuée. Les non-conformistes de notre pays sont spirituellement plus d'accord avec l'église américaine qu'avec l'église anglicane. Ceci est surtout vrai chez les indépendants et les baptistes, les unitariens et, dans une proportion moins importante, chez les presbytériens. Quant aux méthodistes qui n'ont nullement contribué aux glorieuses traditions de la fondation de la Nouvelle-Angleterre, ils se sont augmentés et multipliés à un tel point dans les Etats-Unis que leur nombre surpasse les méthodistes du pays d'origine et ainsi le méthodisme peut être regardé comme la secte religieuse la plus américanisée de toutes. Les non-conformistes et les méthodistes, qui sont considérés conventionnellement par le clergé établi comme des étrangers à la République d'Israël, et à qui on rappelle, en toutes occasions, qu'ils sont des parias indignes de s'asseoir à la table commune avec les brahmines de l'établissement, se trouvent plus à leur aise dans la grande République américaine. Les congréganistes baptistes unitaires et presbytériens sont solidaires des puritains et de leurs descendants. Les méthodistes, dans toutes leurs divisions, sont également solidaires de l'église méthodiste épiscopale ; s'ils changent de chaire, ils ont les mêmes livres de dévotion et, par-dessus tout, ils chantent les mêmes hymnes. Chaque fois qu'une pierre est lancée dans le lac de la vie religieuse d'Amérique ou de la Grande-Bretagne, les ondes ne sont jamais repoussées par l'Atlantique; elles s'étendent d'un continent à l'autre, dans l'harmonie calculée du mouvement.

A l'indifférent qui est présumé n'appartenir à aucune

organisation religieuse, tout cela peut paraître puéril, mais l'Anglais attache plus d'importance aux manifestations religieuses qu'aux combinaisons politiques. Sa chapelle le préoccupe beaucoup ; elle est toujours avec lui. Deux fois le dimanche, au moins, elle l'appelle pour assister à un service public à heures fixes. Ceci n'est encore rien; il faut qu'il se rende à diverses assemblées, qu'il professe à l'école du dimanche ; il doit aussi distribuer des brochures, prêcher dans les paroisses, passer le peu de temps qui lui reste à pratiquer des devoirs religieux, tandis que les demandes de services de la part de l'Etat sont intermittentes et comparativement insignifiantes. La solidarité basée sur l'identité des croyances est souvent plus importante que la solidarité qui existe entre habitants du même pays. Il en est autrement en temps de guerre. Quand le pays est envahi, le patriotisme est supérieur à tout autre sentiment, mais les pays de race britannique ne savent guère ce qu'est, jusqu'à présent, l'invasion. La grande majorité des peuples de langue anglaise n'a jamais entendu un coup de canon. Mais la guerre ouverte ne cesse jamais entre l'homme et la femme qui pratiquent, et les forces du mal. L'Eglise est l'armée du Dieu existant, toujours mobilisée pour l'action. Naturellement la pensée de ses partisans se reporte plutôt vers la chapelle ou l'église que vers l'Etat. Il est difficile aux adeptes du culte anglican de se rendre compte jusqu'à quel point les livres, les prédicateurs et les hymnes américains façonnent les intelligences des adeptes de l'Eglise libre de cette nation. Si une réminiscence autobiographique peut m'être permise ici, je puis dire que j'ai encore d'une façon frappante à l'esprit les

rayons de la bibliothèque de mon père tandis que tout enfant je faisais partie de la congrégation presbytérienne de Tyne-Side. A la place d'honneur se trouvaient de magnifiques ouvrages (fruit défendu pour moi) contenant les œuvres de Jonathan Edwards, le professeur de la Nouvelle-Angleterre qui représentait le calvinisme dans son effrayante austérité. Un autre rayon contenait les œuvres de Channing l'Unitarien qui pardonnent rarement l'offense faite à son hérésie unitaire. De Jeremy Taylor, de Barrow, de South et des auteurs classiques ou orateurs de la secte anglicane, il n'y avait aucune trace. Chalmers et Guthrie représentaient le presbytérianisme d'Ecosse, mais parmi les prédicateurs modernes, les œuvres d'Henry Ward Beecher étaient les plus en évidence quoique Spurgeon vînt après lui *cum longo intervallo ;* c'était là un stock bien réduit d'ouvrages théologiques, mais on peut douter que de mes lecteurs même parmi les plus instruits, surtout parmi ceux qui pourraient sourire du peu d'importance de la bibliothèque du ministre indépendant, beaucoup aient lu eux-mêmes autant d'œuvres théologiques que celles que je viens de citer plus haut.

Si nous examinons les mouvements religieux du dernier siècle, chez les peuples parlant anglais, nous en distinguerons très nettement cinq. De ces cinq, un seul est d'origine anglaise. Le premier et le plus persistant est *le retour aux sentiments religieux (revivalisme).* Il était bien américain d'origine.

Sans aucun doute nous retrouverons des *revivals*, ce que les catholiques appellent *les missions*, dans tous les âges de l'Eglise. Mais l'organisation étudiée des services religieux dans le but de surexciter l'en-

thousiasme moral de l'humanité est d'origine essentiellement américaine et date du siècle dernier. Wesley et Whitfield peuvent en avoir semé les graines mais elles ont poussé au delà de l'Atlantique. Le *revivalisme* devint florissant dans les Etats-Unis, bien avant qu'il ne prît de l'extension de l'autre côté des eaux. Le vrai porte-parole du revivalisme fut le professeur Finey du collège Oberlin et, comme résultat direct de son enseignement, nous avons l'armée du Salut qui est simplement un *retour aux sentiments religieux* sur une base constante et placé sous une discipline quasi militaire. Il est aisé de se moquer de ce revivalisme, mais c'est grâce à lui que des centaines et des milliers d'hommes et de femmes ont pu trouver une existence plus pure et plus noble.

Ceux qui retournent au sentiment religieux peuvent parfois paraître rudes, sans civilisation, vulgaires même, mais par leur éloquence naturelle, des millions d'hommes ont entendu pour la première fois l'écho de la voix divine qui parla sur le Sinaï. Le revivalisme a fait bien des choses que les esprits les plus éclairés et les plus affinés n'auraient jamais osé tenter.

Il n'y a pas qu'une seule forme de revivalisme qui nous soit venue des Etats-Unis ; il y a encore une longue liste de *revivalistes* dont les services ont été grandement appréciés, soit en Angleterre, soit aux Etats-Unis. De ces derniers les plus connus sont Moody et Sankey. Moody par ses discours, Sankey par ses chants, exercèrent une grande influence sur le peuple anglais pendant la deuxième moitié du siècle dernier.

Les hymnes de Sankey occupent encore la première place dans les lieux de dévotion de l'Empire britan-

nique. Elles sont chantées bien plus fréquemment et par un nombre de personnes beaucoup plus grand que n'importe quel autre cantique, exception faite de l'antienne nationale.

La seconde collaboration importante apportée par l'Amérique à la vie religieuse du monde est celle dont la signification est appréciée par un petit nombre. Le phénomène mystérieux et surprenant du spiritisme se manifeste vers le milieu du siècle, mais ce n'est pas avant le docteur Home, c'est-à-dire à l'époque où l'Angleterre se vautrait dans le sang russe en Crimée. Le docteur Home, comme M. Carnegie, était né en Ecosse; mais il traversa l'Atlantique à neuf ans et ne revint au pays natal qu'une fois américanisé.

De son œuvre comme spirite et de sa tournée bien extraordinaire à travers les différentes cours et villes principales de l'Europe, nous ne parlerons pas. La majorité le traitait en charlatan. Robert Browning le ridiculisait en l'appelant « Fange de médium », mais sa femme beaucoup plus spirituellement inspirée que lui, reconnut la réalité du phénomène qui démontrait à l'humanité la possibilité de communiquer avec ceux qui n'étaient plus.

Ce n'est pas le lieu de discuter la valeur du spiritisme ou plutôt de la promesse qui ressort du grand problème : « Si un homme meurt, vivra-t-il de nouveau? » Cependant il est bon de noter en passant que des hommes éminents appartenant au monde de la science, tels que Williams Crookes, le professeur Alfred Russel Wallace et M. Camille Flammarion ont publiquement affirmé leur croyance au spiritisme. De plus, M. Myers après avoir consacré un quart de siècle à une investiga-

tion scientifique et laborieuse du phénomène psychique, arriva au terme de sa vie avec la ferme conviction que la persistance de la personne après la dissolution du corps était susceptible d'une démonstration scientifique. Quant à moi, voici ma conviction : cette doctrine est comme la pierre que les maçons rejettent et qui devient la pierre angulaire d'un édifice.

Deux mouvements d'origine religieuse ont eu une grande action sur la société américaine et partant sur le monde entier, le mouvement de tempérance, l'émancipation de la femme.

Il serait exagéré de prétendre que le mouvement de tempérance ait eu son origine aux Etats-Unis, mais sans aucun doute, la plus grande part de sa force venait de la Nouvelle-Angleterre. L'Etat du Maine a occupé longtemps une position prééminente comme Etat de prohibition, et sa loi rigoureuse sur les boissons a, depuis cinquante ans, été l'objet d'une admiration profonde de la part des prohibitionnistes de la Grande-Bretagne et de ses colonies.

Le mouvement pour l'émancipation des femmes ne prit pas naissance aux Etats-Unis. Mary Wollstonecraft peut être considéré comme le prophète de son sexe. Mais ce n'est que lorsque les Américains s'en occupèrent sérieusement que la question de l'affranchissement des femmes entra dans le domaine de la pratique. De nos jours, il n'y a guère que dans les Etats-Unis d'Amérique et, tout récemment, en Australie et en Nouvelle-Zélande que les droits civiques de la femme ont été reconnus. On peut dire que les deux mouvements furent combinés par l'*Union des femmes de la tempérance chrétienne* qui avait son siège principal à Chicago

avec Miss Willard comme Egérie. L'*Union des femmes de la tempérance chrétienne* est une des grandes organisations qui ont pris naissance en Amérique et ont depuis établi des agences sur toute la surface du monde où la langue anglaise domine. Son action indirecte, en poussant les femmes à reconnaître leur responsabilité et leur capacité à servir l'Etat en préservant la pureté et la sainteté de la famille, n'a certainement pas été la moindre contribution apportée par l'Amérique à l'amélioration du monde.

Le quatrième mouvement qui, commençant en Amérique, arriva à américaniser tous les pays de langue anglaise est celui de l'*Effort chrétien.* Le mouvement de l'*Effort chrétien* est plus récent, mais, par contre, le plus actif et le plus enthousiaste de l'humanité organisée sous les auspices du christianisme. Il fut d'abord fondé dans la province du Maine par le Rev. Francis E. Clark. Il a depuis enserré l'univers dans une chaîne de sociétés solidaires qui sont basées sur les mêmes principes et visent à une même fin généreuse. Le mouvement de l'*Effort chrétien* fait appel d'abord aux jeunes, ce qui est d'un caractère bien américain; il assure l'égalité absolue des sexes, l'obligation absolue et réciproque de la loi morale pour l'homme et pour la femme; il inculque la tempérance et diffère nettement en cela de bien des mouvements évangéliques. Enfin, il revendique, pour ses membres, d'une façon énergique, le droit d'essayer de purifier la vie publique et d'user des pouvoirs de l'Etat pour assurer ce résultat.

Il est fort possible que beaucoup d'entre ceux qui liront ces pages n'aient jamais entendu parler de l'existence de l'*Effort chrétien* ou de l'*Union des femmes de la tempé-*

rance chrétienne ou, s'ils en connaissent les titres, n'y aient prêté qu'une faible attention, mais ces sociétés n'en sont pas moins pour cela des organisations florissantes sans comparaison aucune avec les sociétés similaires fondées à la même époque dans le Royaume-Uni.

A côté cependant de ces différents courants dont l'existence ne dépend certainement pas d'une organisation anglaise, il y a une autre influence d'une puissance spirituelle qui affecte profondément la vie religieuse des masses et qui a été exercée par des Américains notables. Parmi ceux qui ont contribué à exciter la vigilance religieuse des peuples de langue anglaise, il convient de citer Channing Emerson, Théodore Parker et James Russel Lowell qui rédigea en vers la philosophie transcendentale qu'Emerson cristallisait dans ses essais. A côté d'eux quoique plus rapproché du domaine de l'Eglise orthodoxe, on trouve le brillant orateur et philanthrope catholique, Henri Ward Beecher. Plus loin encore, bien que retirés de l'Eglise orthodoxe, se trouvent les grands penseurs James Fiske, le docteur Draper et M. D. White.

On ne peut terminer cette description rapide et imparfaite de l'influence que l'Amérique et les Américains ont exercée sur la vie religieuse du monde sans rendre hommage à la mémoire du père Hecker. Les Etats-Unis d'Amérique d'essence essentiellement protestante ont influencé, d'une façon plus directe, les contrées du monde qui s'étaient soustraites à la domination papale. C'est la gloire du père Hecker d'avoir ainsi réussi dans une large mesure à introduire un esprit salutaire d'américanisme dans la vie de l'Eglise de Rome. Les forces de la réaction, il est vrai, ont triomphé

pour un temps et les doctrines américaines fléchissent sous l'habile diplomatie du Vatican; mais l'œuvre entreprise par le père Hecker ainsi que les principes qu'il a enseignés, continuent de porter leurs fruits. Les catholiques romains d'Amérique, en vrais fils de l'Eglise, se sont respectueusement soumis aux ordres de Rome. Cependant le siècle présent verra ses bases lavées par la marée montante de l'esprit américain et il est probable que le Pape, quel qu'il soit, prononcera de nouveau sa condamnation ; mais quand la marée montera pour la troisième fois, le Souverain Pontife devra reconnaître que les principes d'américanisme sont part et parcelle du gage sacré de la vérité que l'Eglise a le devoir de conserver religieusement et de répandre parmi les nations du globe.

CHAPITRE II

LITTÉRATURE ET JOURNALISME.

Jusqu'à ces dernières années, il était d'usage de nier que l'Amérique eût jamais produit une littérature. Il n'y a pas encore un quart de siècle que les hautains esprits britanniques dédaignaient même de reconnaître l'existence d'une personnalité telle que Mark Twain et notre orgueil fut encouragé par une humilité qui ne concorde certainement pas avec notre conception du caractère américain. Dans sa fable pour les critiques, Russel Lowel fait dire à un auteur :

> His American puffs he will willingly burn all
> To gain but a kick from a transmarine journal.

Jusqu'au milieu du siècle et même plus tard, la littérature américaine ne fut pour ainsi dire que la réflexion de la littérature anglaise. L'influence du nouvel entourage n'avait matériellement pas affecté le caractère du *stock* transplanté. Mais tout ceci s'est modifié : la littérature américaine aussi bien que la constitution américaine, bien que trahissant son origine est cependant très

distincte de la littérature anglaise. La vieille humilité avec laquelle les écrivains américains écoutaient les critiques d'Europe a disparu. L'Américain a gagné rapidement les grandes lettres de naturalisation en littérature, comme il l'a fait du reste, depuis longtemps dans les autres branches de l'activité humaine, et, devenant de jour en jour plus conscient de sa force même, nous pouvons nous attendre à le trouver exerçant son influence croissante sur la littérature du monde.

Pendant la première partie de ce siècle, les auteurs américains, encore enregimentés dans la tradition anglaise, produisirent des œuvres sans grande portée sur les peuples de langue anglaise. Les livres qui n'ont jamais été lus en dehors de l'union américaine peuvent avoir exercé une action indirecte sur l'esprit humain par les idées nouvelles qu'ils inspirèrent aux écrivains étrangers ; mais l'influence directe de ces livres sur le monde étranger peut être établie par l'examen des livres américains que les non Américains lisent; ceci réduit l'examen de l'autorité de la littérature américaine à un renseignement de première nécessité celui de savoir quels auteurs américains furent lus en Europe. Les Américains étant un peuple éminemment politique, une grande partie de leur génie pour les études politiques se donna libre carrière dans les ouvrages de science politique, mais ce genre n'avait pas besoin des murs de Chine ou des tarifs de prohibition pour limiter sa consommation dans la patrie d'origine. Les pères de la Constitution américaine, les hommes d'Etat et les grands penseurs et juges politiques qui préparaient ce premier développement sont pratiquement inconnus de l'Européen qui n'en a pas fait une étude spéciale.

Les Anglais instruits et quelques politiciens ont lu ces livres, qui sont comme les écritures saintes et politiques des Américains. Nous devons à la vérité de dire que ces ouvrages ont puisé leurs inspirations dans Tocqueville et Bryce.

L'influence de la religion, aussi profonde que celle des hommes politiques des Etats de la Nouvelle-Angleterre, et longtemps la chaire se partagea avec le forum le génie parlé de l'Amérique. Je me suis déjà étendu sur l'action de l'Amérique sur la vie religieuse du monde; dans ce chapitre je m'occuperai plus particulièrement de la place qu'elle tient dans la littérature sous la forme du livre imprimé. Le premier Américain dont les écrits furent largement répandus en Angleterre et qui exerça une influence perceptible quoique légère sur l'esprit anglais, fut Benjamin Franklin. Il est bien oublié depuis! La sagesse proverbiale de « l'Almanach du pauvre Richard » devint familière dans bien des maisons anglaises et Franklin fut certainement un nom bien plus grand pour nos grands-pères qu'il ne l'est aujourd'hui pour nous. Il paraît même difficile d'admettre qu'après une période d'obscurité relative sa réputation ne puisse revivre parmi les peuples de langue anglaise.

Les premiers Américains dont les œuvres se répandirent en Angleterre composèrent le groupe des *New Englanders* qui avait fait de Boston le centre littéraire du Nouveau-Monde. Le plus remarquable parmi eux fut Emerson dont les essais sont probablement lus en Angleterre aujourd'hui plus que ceux d'aucun écrivain anglais. Ses « Traits anglais », figurent dans la liste de presque toutes les séries populaires et ses phrases pénétrantes comme des stylets inoculaient un peu de philo-

sophie transcendentale à l'adipeux John Bull. Emerson peut être considéré comme la fleur philosophique et littéraire qui s'épanouit sur la tige quelque peu épineuse de cette génération de prédicateurs puritains dont lui et ses confrères descendaient. Ses exemples furent ensevelis très profondément dans le granit du puritanisme calviniste; mais la force de l'idée se fit jour quand même dans l'évolution de la piété mystique et de la philosophie poétique du Sage de Concorde. Dans notre bibliothèque il est placé parmi les cinq premiers auteurs qui sont lus partout aujourd'hui : Montaigne, Bacon, Addison, Lamb, Emerson. De cette pléiade, Emerson est probablement le premier ou le second.

Après Emerson, Longfellow fut l'auteur américain le plus apprécié des peuples de langue anglaise. Il est probable qu'aujourd'hui il est le poète le mieux connu du XIXe siècle, exception faite des poètes qui naquirent vers le XVIIIe siècle et qui virent leurs efforts couronnés de succès dans la première décade. Pour les peuples qui parlent l'anglais, en dehors même des Etats-Unis d'Amérique, il est avéré qu'il y a au moins, sur cent individus, dix personnes qui connaissent plus ou moins Longfellow et une qui connaît Swinburn. On prétend que Longfellow n'était pas Américain; son esprit était plutôt européen et la tendance de ses vers ne comporte aucune communauté d'idée avec l'esprit américain, tel que nous le comprenons aujourd'hui.

Le seul poète américain, jusqu'à ce que nous en arrivions à Witman, qui se révolta contre la tradition européennne, et dont l'influence peut être comparée à celle de Longfellow, fut James Russel Lowell. Lowell, en effet, peut prétendre succéder à Longfellow et jusqu'à un

certain point, l'avoir précédé en influence directe sur les masses anglaises. Pendant bien des années Lowell ne connut la popularité que par ses *Biglow Papers* et, ce ne fut que plus tard que son mérite, comme poète sérieux, fut reconnu. Le public anglais se plaît à reconnaître la valeur morale et l'inspiration politique des vers de Lowel. Il a été et est encore une puissance subtile agissant toujours en faveur de la liberté, pour la charité et la vertu. De toutes les influences par lesquelles l'Amérique s'est imposée et s'impose encore aux peuples de langue anglaise, celle de Lowell est des plus appréciables. Whittier le poète favori de John Bright s'est acquis une popularité pendant ces dernières années mais il est loin d'atteindre le renom de Longfellow et de Lowell. Dans le domaine de la fiction, l'Amérique a produit deux écrivains dont chacun a écrit un livre au moins qui est connu des non Américains. Le premier Nathaniel Hawthorne, fit *The Scarlet Letter;* le second Mrs Beecher Stowe, écrivit *La Case de l'Oncle Tom.* Tous deux Hawthorne et Mrs Stowe publièrent bien d'autres romans qui excitèrent l'admiration de leurs contemporains quand ils parurent et peuvent encore être lus avec intérêt. Quoique les livres de Hawthorne soient encore dans toutes les mains, aucun d'eux, ni tous ensemble ne produisent une impression aussi profonde que « *Scarlet Letter.* » (La lettre rouge.)

La Case de l'Oncle Tom, de Mrs Stowe, est la première œuvre américaine, qui jouit d'une renommée sans précédent.

Mrs Stowe fut très heureuse dans le choix de son sujet, parce qu'il était à cette époque d'une brûlante et épineuse actualité. Quand on lit aujourd'hui *La Case de*

l'Oncle Tom, on peut s'étonner, en voyant la simplicité des moyens employés pour émouvoir, que l'œuvre ait obtenu un si grand succès. Mais le livre parut, à l'époque où il fut écrit, comme une révélation, non seulement des brutalités de l'esclavage dans les Etats du Sud, mais de l'existence d'une âme quelquefois grande et noble sous l'épiderme de l'homme de couleur. Les Anglais pendant ces deux dernières générations, ont été amenés par l'éducation à sympathiser avec les nègres. Jusque-là on admettait bien, comme proposition abstraite que le noir possédait une âme, mais qu'il eût nos passions et nos faiblesses, qu'il vécût au même titre que nous, qu'il aimât, se repentît et mourût tout comme nous et que dans son cœur naquissent les émotions que nous ressentons ; tout cela n'apparut comme une vérité qu'après cette œuvre qui plaça Mrs Stowe au premier rang des écrivains humanitaires. L'esclavage des nègres a disparu avec la guerre civile, mais *La Case de l'Oncle Tom* continue d'être lue dans le monde entier et est l'objet de versions dramatiques jouées encore sur les théâtres anglais. A l'heure actuelle dans un groupe d'individus de race blanche, vous trouverez une proportion beaucoup plus grande qui soit familière avec *l'oncle Tom*, *Legree*, *Topsy et Eva*, qu'avec les noms des présidents américains exception faire de Washington et de Lincoln. Un auteur américain qui eut une grande vogue vers le milieu du siècle, mais dont les romans sont abandonnés aujourd'hui fut Fenimore Cooper dont *Le dernier des Mohicans* et d'autres histoires indiennes firent des délices de notre jeunesse. Washington Irving un ancien écrivain plus varié s'est toujours imposé

au public. Il écrivit beaucoup pour familiariser les Américains avec la vie anglaise, et son *Rip van Winckle* a ajouté une figure impérissable aux terres élyséennes où reposent les âmes du roman moderne. Parmi les historiens américains, Parkman et Bankroft ont exercé en dehors des Etats-Unis une influence très minime. Prescott et Motley ont pris place parmi les premiers historiens du monde ; Motley est aujourd'hui tout aussi populaire que Mac Caulay et tout aussi connu ; il peut être compté parmi ceux qui ont contribué à faire connaître aux Anglais les mieux pensants la vraie signification de la lutte qui ravage le sud de l'Afrique. Nous reportant à des temps plus récents, Whitman peut être considéré comme le premier Américain qui débuta dans le vieux monde par un éclair de défiance et de révolte. Whitman aspirait à devenir le Washington de la littérature, à briser les entraves de la vieille tradition à laquelle les poètes américains s'étaient soumis sans résistance avant lui, et à fonder une nouvelle école de poésie américaine. Withman, né révolutionnaire, commença à révolutionner les lois de la mesure et construisit des poèmes sur un métier nouveau. Il n'eut certainement pas le succès de Washington; mais il gagna pour lui-même une place incontestée parmi les poètes de notre temps et agrandit l'aire et la méthode de l'expression poétique. Edward Carpenter a suivi ses traces mais l'influence de Whitman fut certes beaucoup plus grande que celle de ses imitateurs et disciples actuels.

Une des collaborations les plus distinctes que l'Amérique ait apportée à la littérature du monde est celle de l'humour, manière dans laquelle les Américains ont

surpassé les Anglais. Ces derniers monopolisent la gaieté universelle, créant ainsi l'humanité leur débitrice. L'exportation de leur esprit n'est balancée par aucune importation analogue, car dans le monde des lettres, contrairement aux relations commerciales, il n'est pas nécessaire qu'il y ait réciprocité. Du temps de Sam Slick à celui de Dooley, il y eut une succession continue d'humoristes dont les écrits ont fait beaucoup pour adoucir les soucis de plusieurs millions de familles. Sam Slick avec son *Wise Saws et Modern Instances* n'est pas Américain des Etats-Unis car il venait de la province maintenant comprise dans la domination canadienne, mais il était bien Américain d'esprit et c'est lui qui fit connaître aux Anglais la note singulière de la gaieté américaine.

Après lui, surgirent des humoristes de toutes sortes. L'ancêtre, Artemus Ward, fut éclipsé par Mark Twain reconnu comme l'un des meilleurs auteurs américains de l'époque. Il n'y a pas d'Américains dont les œuvres soient plus connues et traduites en autant de langues que celles de Samuel Clémens. Qu'il soit grave ou gai, il sait toujours plaire à son public. Il est aussi populaire dans les colonies que dans le Vieux Monde.

L'Amérique exporte des pilules et des drogues de toutes espèces, mais un esprit libre agit plus efficacement qu'une médecine et Mark Twain a certes fait davantage pour rendre les hommes heureux et sages qu'aucune des drogues qui contribuent si largement à augmenter par leur réclame le revenu des journaux et des périodiques.

L'oncle Rémus, avec ses histoires inimitables de *Brer Rabbit* a apporté un genre distinct et bienvenu dans

la littérature mondiale et il a prouvé que l'humour bien entendue sait triompher des difficultés d'un dialecte, au point de forcer le public à l'approfondir afin d'en apprécier davantage le génie.

Il est encore trop tôt pour se rendre un compte exact de l'effet que les romanciers modernes américains ont produit sur la littérature anglaise; mais W. D. Dowells, et F. Marion sont des auteurs qui s'imposent déjà au monde de langue anglaise. Non seulement ils sont lus par la masse, mais leur style a influencé et influence encore de plus en plus la nouvelle école des romanciers anglais.

Si nous considérons l'action profonde que les Américains ont exercée, grâce à leurs livres, il est impossible de méconnaître l'influence universelle et immédiate apportée par Henry George.

Dans la galerie des portraits des notables du XIX[e] siècle que vient de publier *The Berlin Photographic Company*, Henry George occupe une place marquante à laquelle il a tous les droits. Son livre *Progrès et Pauvreté* est un des derniers parus en ce siècle. Il eut quelques difficultés à le faire publier dans son pays natal, mais aussitôt cet ouvrage connu on se le disputait dans tout l'Empire britannique et sur le continent, comme un Evangile nouveau.

L'Amérique, qui personnifie le triomphe de l'individualisme poussé à l'extrême, a produit aussi dans ces derniers temps, des livres qui ont réagi contre l'individualisme.

Looking backward de Bellamy est un ouvrage qui, sans mérite littéraire particulier, sut s'imposer aux

masses, grâce à son affabulation. L'idéaliste et socialiste américain qui aura le génie d'exprimer avec un certain charme littéraire les visions idéales d'un socialisme millénaire, pourra jouir de son triomphe.

En terminant cette esquisse imparfaite de l'influence de la littérature américaine sur l'étranger, une chose s'affirme avec évidence, c'est que, ce qu'elle comportait de mauvais s'est consommé sur place, tandis que le reste a rayonné sur le monde.

Le journalisme américain est un produit absolument distinct de la littérature du Nouveau-Monde. Les journaux américains, grâce à l'absence de droits sur le papier et au revenu des annonces, sont devenus populaires bien avant les journaux anglais. Il y a cinquante ans déjà chaque Américain lisait son journal tandis qu'en Angleterre, un individu sur dix seulement pouvait s'offrir ce luxe. La presse à bon marché n'a pas, chez nous, plus de quarante ans d'existence : en Amérique elle existe depuis près d'un siècle. Les journaux américains qui présentèrent bien avant leurs contemporains, les aspirations, les idées de la masse. Ils sont lè miroir de la vie du peuple américain; ils reflètent son caractère, ses vertus, et les vices de ses vertus. Il est d'usage, dans le peuple anglais, spécialement chez les gens non instruits de se moquer des journaux américains ; mais, classés ensemble, ces journaux sont incontestablement supérieurs à leurs confrères du vieux continent. Ils ont d'abord plus de nouvelles, plus d'annonces, et partant sont matériellement plus importants. La vie d'un Américain serait impossible s'il lui fallait lire son journal tout entier; mais comme les peuples ont toujours des goûts et des intérêts différents,

la conception journalistique est toute différente, libre aux lecteurs de rejeter la partie du journal qui ne l'intéresse pas. Quoique les plus affairés du monde et ceux qui ont le moins de temps à consacrer à la lecture, les Américains achètent régulièrement tous les jours plus de papier imprimé que n'en contient le Nouveau-Testament. Ils se considéreraient comme manquant aux usages les plus sacrés, s'ils ne récevaient pas le dimanche un paquet de journaux d'un volume égal à celui d'une bible de famille. Ils ne lisent certainement pas tout, pas plus qu'une vache ne mange toute l'herbe qui pousse dru dans la prairie où elle est parquée. Ils parcourent des yeux, retenant çà et là les passages pouvant les intéresser. De ce fait, un journal devient plutôt une gazette ou une encyclopédie.

Le journal américain comparé avec celui de la Grande-Bretagne est beaucoup plus entreprenant, plus énergique, plus extravagant et s'embarrasse moins des scrupules. Les traditions austères des journaux anglais retiennent même parmi les plus fous, dans des limites beaucoup plus étroites que celles où les journalistes américains ont plein droit d'agir. *L'interview* est une invention tout américaine qui s'est acclimatée en Angleterre quoique encore avec beaucoup de réserve, Le *Times* par exemple ne publiera jamais une interview si l'entretien de son rédacteur avec le personnage désigné a eu lieu sur le sol britannique. Mais si la même personne a été interviewée par un de ses correspondants étrangers, il n'hésite pas à la faire paraître dans ses colonnes. Sans aucun doute, le journalisme américain a des qualités et des défauts qui ont souvent des résultats qu'un journal anglais regarderait comme

contraire au décorum. Il n'y a cependant rien de mieux, dans le journalisme, qu'une interview consciencieusement rapportée par un journaliste habile ; mais il n'y a rien de pire aussi que les abominables inventions qui sont servies au public sous ce titre.

L'Empire britannique est très malheureux avec ses caricaturistes. Depuis que sir John Tenniel s'est retiré, M. Gould est un des premiers caricaturistes anglais. M. Furniss est encore avec nous, mais sa renommée a considérablement pâli. M. Ben Gough est le crayon le plus habile que le Canada ait produit tandis que les artistes du *Bulletin de Sidney* ou de *Melbourne punch* ont donné des œuvres qui sont honorables. Il y a certainement beaucoup plus de caricaturistes américains de renom que de caricaturistes anglais de même valeur.

M. Pullitzer, un des fondateurs du journalisme moderne, régna pendant un certain temps avec le *New-York Herald*. Son succès poussa M. W. R. Hearst à affronter la lutte et, par le placement des capitaux et un instinct très journalistique, il réussit à lancer un journal qui fit le désespoir de ses concurrents. M. Hearst est un tout jeune homme à la tête de grands capitaux qui lui ont permis de couvrir le continent de ses trois journaux : le *New-York Journal*, le *Chicago american* et le *San Francisco Examiner*. Le tirage de ces trois journaux atteignit des proportions inconnues jusqu'alors pendant la guerre de Cuba. Ils donnaient quelquefois, à la première page, un compte rendu très succinct des hostilités ne ressemblant en rien aux articles interminables des journaux du soir londoniens. C'est une grande erreur de considérer le *New-York Journal*

comme une feuille sans valeur. C'est un journal qui a des opinions bien définies, et qui les exprime avec opiniâtreté et énergie. En résumé, l'homme sage s'attache beaucoup plus au fond d'un journal qu'à la manière dont il est présenté. M. Hearst nous a fait une définition célèbre de la différence qui existe entre le journalisme qui crée les choses et celui qui les critique. Son idée peut être encore imparfaite, mais sa résolution de gouverner par le journalisme deviendra féconde quand l'expérience et l'âge lui auront apporté un peu plus de résolution. M. Hearst peut devenir le journaliste le plus puissant du monde; il est sûr de lui-même, entreprenant, défiant et déterminé à arriver quoi qu'il doive lui en coûter.

Un des exploits les plus récents des journaux de Hearst fut de venir en aide à deux jeunes femmes de Chicago, qui, au nom de la *Teachers' Federation* intentèrent une action dans le but d'obliger les autorités administratives à établir une imposition juste, équitable de la propriété à Chicago. Comme résultat de l'appui donné aux professeurs de la Fédération, la propriété estimée à 47 millions de livres fut ajoutée à la valeur proportionnelle de la cité de Chicago, ce qui permit de réaliser un demi-million de revenu, pour la cité, tout en n'élevant pas les taxes. Les juges, en prononçant leur verdict, ne purent que reconnaître l'énergie qu'avait montré dans leur campagne les journaux le *Chicago american* et le *New-York Journal*.

Ceci n'est pas le seul cas où les journaux de Hearst surent dédaigner les affaires faciles. Connaissant cette particularité, nous pourrons comprendre l'animosité que professe pour ces organes toute une classe

de pillards. Comme le certifie du reste M. Hearst, le *New-York Journal* et le *Chicago examiner*, sont plus scrupuleux qu'aucun autre journal d'une circulation analogue. Ils se tiennent en dehors de toute politique, et les chefs des partis qu'ils ont eu à combattre ont été obligés de reconnaître eux-mêmes qu'ils avaient été traités avec la plus grande courtoisie. Le secret de leur force vient de ce qu'ils n'hésitent pas, pour employer l'expression vulgaire, « à marcher avec leurs souliers ferrés sur les pieds des gens malhonnêtes ». Au commencement de l'année 1901 il élaborèrent un programme qui mérite d'être reproduit :

1° Election des sénateurs par le peuple;

2° Dissolution des pactes criminels;

3° Protection refusée aux associations oppressives ;

4° Propriété publique des privilèges publics;

5° Impôt proportionnel sur le revenu ;

6° La réforme des courses ;

7° L'amélioration nationale et municipale du système de l'enseignement public.

C'est là, dit le journal, une ligne politique progressive qui représente l'américanisme le plus sincère.

Le périodique est une autre forme d'activité littéraire dans laquelle les Américains ont amplement dépassé les Anglais, surtout au point de vue des illustrations, le *Century*, le *Scribner* et le *Harper* sont trois périodiques que nous pourrions chercher en vain dans toute la littérature du monde. Le *Cosmopolitan*, le *Mac Clure* et *Everybody's Magazine* sont tout aussi bons, sinon meilleurs que n'importe laquelle de nos revues populaires à 60 centimes. *The American Review of Reviews* est

bien supérieure soit comme prix, soit dans son ensemble et dans ses annonces à la *Revue des Revues* anglaise. Nous n'avons certes pas de périodique comparable au *World's*, *Youth's Companion*, *The Ladies*, *Home Journal*, etc.

Parmi les périodiques non illustrés, le *North American Review* lutte avantageusement avec le *Nineteenth Century* et parmi les périodiques d'un certain prix, le vieux continent tient encore le record. Le périodique américain a encore un avantage sur ses concurrents anglais dans les affranchissements postaux, car en Angleterre cet affranchissement atteint souvent 50 0/0 de la valeur du périodique.

Nous ne pouvons étudier l'effet de l'influence américaine sur le monde, sans dire une mot de cette influence sur la langue anglaise. On dit couramment d'une part que les Américains corrompent la langue anglaise, mais ces derniers prétendent au contraire que leurs mots et leurs phrases sont réellement du pur anglais tel qu'on le parlait au temps éloigné de la grande Elisabeth. Ils prétendent en outre, que c'est à Londres que la prononciation anglaise a la plus grande tendance à se corrompre, et l'on doit reconnaître que si l'académie des langues se formait, bien des grands puristes viendraient de l'au delà de l'Atlantique. D'un autre côté, les Américains se sont octroyés le droit d'éliminer toutes les lettres qu'ils considèrent comme superflues dans les mots anglais. Cette façon de procéder peut apporter un grand changement à l'orthographe des mots sans toutefois en changer l'acception.

L'Association de l'éducation nationale a adopté tout récemment une abréviation dans l'orthographe de

quelques mots : *program*, *tho*, *altho*, *thoro*, *thorofare*, *thru*, *thruout*, *catalog*, *prolog*, *decalog*, *demagog*, *pedagog*.

Le gouvernement des Etats-Unis forma, il y a quelque temps de cela, une commission pour décider l'orthographe uniforme des mots géographiques. Cette commission se déclara en faveur de l'élimination des caractères qui n'étaient pas nécessaires. On agit de même pour les termes de chimie. On peut prévoir, dès à présent, un changement beaucoup plus considérable. Un jour ou l'autre, l'Américain avec son caractère et sa façon d'aller droit au but, reconnaissant les difficultés sans nombre de l'orthographe anglaise, osera s'avancer jusqu'à modifier la langue de Shakespeare et de Milton, et la réduira. Certainement un grand danger en résultera, car cette transformation équivaudra à un changement presque radical. Actuellement un Américain peut parler anglais, car il ne peut faire aucune différence entre sa langue et celle de la mère-patrie ; mais une fois l'orthographe rectifiée, l'Amérique possédera sa langue propre. Espérons que malgré ce désastre, la race sera sauvée par l'Union qui adoptera les altérations apportées par l'orthographe en général, dans toutes les parties du monde où l'anglais est parlé.

CHAPITRE III

ARTS, SCIENCE ET MUSIQUE

Il n'y a pas cinquante ans, qu'une allusion même discrète faite à l'art américain aurait provoqué un sourire railleur de la part de nos académiciens royaux. On supposait, non sans raison, que les Américains possédaient une capacité incontestable pour les affaires, mais qu'ils étaient inaptes aux choses de l'art. Nous n'avons qu'à nous reporter aux journaux anglais de l'époque tandis que MM. Trollope et Dickens étaient considérés comme faisant autorité dans les choses américaines, pour comprendre combien absurde pouvait paraître une appréciation sur ce terrain.

Le couronnement d'Edouard VII est certainement l'événement qui revêt le plus de solennité pendant cette année 1902. Il y a plus de soixante ans que la vieille abbaye de Westminster n'a été témoin du couronnement d'un souverain anglais. Toutes les ressources du pays seront employées pour faire du couronnement du roi un tableau aussi parfait et un symbole aussi complet de l'Empire que puisse concevoir l'imagination d'un homme, et nul, dans les conseils, n'y a

contredit; mais quand s'est élevée la question des artistes qui devaient se disputer le droit de représenter les grandes scènes de ce tableau sur lequel les yeux du monde se fixeront ce mois de juin 1902, le roi passa en revue tous les artistes anglais et choisit pour la suprême tâche, un citoyen de la République américaine. C'est grâce au pinceau d'Edwin Abbey, un artiste américain, que sera reproduit, pour la postérité, le couronnement d'Edouard VII. Cet hommage royal au génie de la République n'est certes pas le seul, pas plus que M. Abbey n'est le seul Américain qui soit ou qui ait été, de l'opinion des Anglais eux-mêmes, un grand génie parmi les artistes anglais.

L'Académie royale de Munich a choisi cette année par faveur spéciale trois artistes parlant anglais. Deux, MM. Sargent et Abbey, sont d'origine américaine et le troisième M. Walter Crane est anglais. Mais ces deux artistes américains sont déjà très acclimatés. M. Sargent est né en Italie de parents américains et s'est ainsi européanisé par sa naissance. M. Abbey né à Philadelphie, fut élevé en Amérique mais il quitta le Nouveau-Continent il y a quelque vingt ans. Il est incontestable que l'ancien continent attirera toujours, pour un certain temps, les artistes; les sculpteurs américains trouvent à Rome un milieu convenant mieux à leurs aptitudes et les peintres préfèrent de beaucoup Paris ou Londres à New-York ou Chicago. Et tandis qu'ils s'en vont à l'étranger pour s'européaniser et profiter ainsi des différentes galeries de tableaux de l'Europe, ils ne sont pas cependant sans exercer, plus ou moins, une influence américaine dans le milieu où ils se trouvent, car l'Amérique est comparable au morceau

de sucre ou à la goutte de vinaigre qui, jetés dans un verre d'eau, l'imprègnent de leur saveur. Les étudiants américains émigrent à Paris dans de telles proportions qu'ils y ont fondé une association et y organisent chaque année une exposition. Bien entendu cette association n'est pas exclusivement composée d'Américains; toutefois le nombre des citoyens des Etats-Unis y domine. On prétend qu'il n'y a pas moins de 200 architectes américains à l'Ecole des Beaux-Arts, et que dans les autres branches de l'art, ils sont encore beaucoup plus nombreux.

En Angleterre nous avons pu, tout récemment encore, être témoins de la formation d'une société internationale de sculpteurs, peintres et graveurs qui a ses expositions privées auxquelles ses membres envoient leurs meilleurs ouvrages. Son président M. Whistler est un Américain; M. Pennell qui est un des meilleurs artistes métis à Londres est aussi Américain ; MM. Saint Gaudens, Mac-Monnies, Chase, Alexander et Melchers sont au nombre des membres honoraires; MM. Humphreys Johnston, Muhrman au nombre des associés. En un mot, la société internationale est essentiellement américaine. Les Américains sont en général un grand élément d'internationalisme; se reconnaissant eux-mêmes un amalgame de plusieurs nations, ils constituent une sorte de flux humain qui réduit à néant les divers éléments des nationalités hostiles pour former une harmonie générale. Nous possédons en ce moment, dans notre Académie royale, deux Américains qui représentent très avantageusement le talent des Etats-Unis. Il y a cependant d'excellentes raisons à ce que les artistes américains préfèrent peindre sur le conti-

nent d'abord. Nul n'est prophète en son pays dit le proverbe; et M. Alexander, le peintre bien connu, déclare que le prix d'un tableau peint aux Etats-Unis est presque réduit au cinquième de la valeur à laquelle il serait estimé s'il avait été exécuté à l'étranger par le même artiste, dans le même style et avec la même conscience. Une taxe très lourde étant appliquée aux œuvres d'art à leur entrée en Amérique, il en résulte une sorte de protection pour les artistes américains ce qui oblige les grands collectionneurs de cette contrée à conserver leurs tableaux plutôt à Londres qu'à New-York. Dans toutes les grandes cités d'Amérique le nombre des galeries de tableaux augmente de jour en jour. Ces derniers servent de modèles et deviennent une source d'études pour la jeune démocratie. Un artiste français, Edmond Aman Jean qui visitait l'Amérique tout récemment a publié une étude remarquable sur l'art américain. Il a dit, entre autres choses que, ayant fait partie plusieurs fois du jury du Salon de Paris, il n'avait jamais rencontré une justice et une impartialité comparables à celles manifestées dans l'examen des œuvres exposées à la « Carnegie Exhibition de 1901 ».

Et se laissant aller à parler de l'art américain en général : « Ma conviction est que, tout comme Venise, les Etats-Unis d'Amérique posséderont un jour une des écoles de peinture des plus remarquables. Venise commença, comme l'Amérique, par l'industrie et le commerce ; elle eut des marchands avant d'avoir ses peintres; elle fut obligée d'abord d'acquérir la fortune et le pouvoir bien avant d'avoir une école d'art. Les générations succéderont aux générations avant que le monopole de l'art de la vieille Europe soit définitivement

vaincu. Mais les générations naîtront, elles vivront, elles mourront et l'art nouveau tiendra sa place d'une façon permanente dans l'existence. » L'architecture américaine est mal comprise par ceux qui s'imaginent que son triomphe consiste dans la construction des édifices à trente étages. Nul ne commettrait certainement cette erreur s'il avait, au préalable, visité le « World's Fair » de Chicago ». La cour d'honneur avec ses palais entourant une grande fontaine, les majestueuses colonnes du péristyle, le dôme doré du bâtiment de l'Administration, forment un ensemble grandiose. Les longues lignes harmonieuses des grands palais, la magnificence des colonnades et la beauté de ses lagunes dans lesquelles se réflétait l'image des bâtiments quand les eaux n'étaient pas sillonnées par les gondoles, laissaient une impression de beauté parfaite, de symétrie harmonieuse sans pareille au monde.

En sculpture, les Américains sont également en progrès, ils possèdent une vitalité tout aussi parfaite que les artistes du vieux continent. M. Saint-Gaudens est probablement le plus grand sculpteur de l'époque, exception faite de M. Rodin.

Passant de l'art à la science, je dirai que les deux premiers naturalistes américains dont les noms sont connus du vieux continent furent Audubon pour l'ornithologie, et le professeur Agassiz. Ils ont disparu depuis si longtemps qu'ils semblent avoir appartenu à une époque chimérique. Il paraît cependant qu'il y ait de grandes chances pour qu'au XXe siècle les Américains nous aient devancé dans les sciences d'une façon plus nette et plus marquée que dans aucune autre division de l'activité humaine, mais les raisons de tout ceci pui-

sent leurs racines dans le génie du peuple, et aussi dans les grands sacrifices que font les millionnaires américains pour les recherches scientifiques.

Sir Norman Lockyer se plaignait tout récemment de la négligence scandaleuse apportée aux recherches scientifiques par le gouvernement anglais. Les recommandations faites il y a bien des années pour la formation d'un conseil scientifique n'ont jamais abouti et on trouve rarement une section de recherches scientifiques qui ait les fonds nécessaires pour se procurer les instruments indispensables. Non seulement les Américains pourvoient leurs grandes universités d'appareils magnifiques, mais encore ils envoient les étudiants les plus capables à l'étranger pour apprendre avec les meilleurs maîtres tous les secrets de la science. Un autre avantage à considérer, est que les Américains ouvrent le champ de la science aussi bien à la femme qu'à l'homme tandis qu'en Angleterre à très peu d'exceptions près, la science est le monopole du mâle. Un des faits les plus remarquables d'après lesquels on peut apprécier sainement l'avantage du travail des deux sexes dans la science est l'histoire des sœurs Klumpke. Elles étaient quatre, Miss Dorothea Klumpke, bien connue à San Francisco, gagna en travaillant avec opiniâtreté un poste unique et distingué à l'Observatoire de Paris où elle avait été employée pendant des années à la direction d'un personnel de jeunes filles chargées de dessiner des cartes célestes. Elle fut un des astronomes choisis par le gouvernement français pour observer récemment une éclipse de soleil. Elle est non seulement un astronome mais aussi un aéronaute intrépide. Les demoiselles Klumpke forment un groupe remarquable peut-

être même le groupe de sœurs le plus remarquable de notre monde sublunaire. Dorothea l'astronome, est l'aînée; après elle vient sa sœur Anna qui est une artiste distinguée et une des grandes amies de Rosa Bonheur; Augusta la troisième est entrée comme chirurgien dans un hôpital de Paris, et a épousé un docteur français. Julia Klumpke, la plus jeune a déjà sa situation faite comme violoniste et cantatrice. Malheureusement des groupes tels que les sœurs Klumpke sont rares aujourd'hui, même aux Etats-Unis.

L'astronomie est une des sciences les plus vieilles et les plus sublimes, et c'est probablement dans cette partie de la science que les Américains tiennent le record du monde. Ceci tient probablement de ce que le caractère américain possède cet esprit intense de curiosité appelé par les Anglais « the Yankee inquisitiveness ». De nos jours, cette habitude de dévisager l'étranger qui met le pied sur leur sol, de connaître tous les détails de sa vie et de ses affaires, continue d'exister quoique elle soit peu conforme aux traditions de l'hospitalité qui est une vertu américaine. Cet esprit d'inquisition, ce besoin de se renseigner forment en quelque sorte la base de tout progrès scientifique. L'Américain qui dans le compartiment de chemin de fer vous demande qui vous êtes, ce que vous avez fait, quel est votre revenu, et ce que vous comptez faire, traite de même un phénomène inconnu qui se présente à ses investigations.

Ce résumé très succint nous démontre que dans l'art, la science et la musique, l'Amérique cherche à nous devancer comme elle a su le faire pour le commerce et l'industrie.

CHAPITRE IV

LE THÉATRE

Le théâtre est un sujet, qui, sans m'être absolument étranger, ne m'est pas tellement familier, que je puisse avec la même autorité que dans les chapitres précédents, en parler au point de vue de son influence sur le monde civilisé, et particulièrement sur le monde de langue anglaise ; aussi me suis-je adressé à un éminent critique dramatique, le plus éminent peut-être, de tous les écrivains de cette génération, qui s'occupent de cette partie spéciale des manifestations de la littérature contemporaine ; j'ai nommé M. William Archer.

Voici l'opinion de notre critique sur l'invasion du théâtre américain en Angleterre :

« L'invasion américaine du théâtre anglais a commencé il y a environ 15 ans avec la première apparition de la troupe de M. Augustin Daly.

Bien auparavant de nombreux acteurs américains étaient venus en Angleterre. Mais ce n'était là que des cas isolés et ils y venaient plutôt en sentinelles perdues, chargées de se renseigner sur la situation de l'ennemi, plutôt qu'en gros bataillon disposé à livrer bataille.

Le premier grand tragédien américain qui essaya plus sérieusement de se produire, fut si rudement reçu que ses admirateurs indignés le vengèrent dans la sanglante émeute qui eut lieu sur la place d'Astor à New York, pendant la visite d'adieu de William Charles Macready en Amérique. Thomas Abthorpe Cooper fut également malheureux dans une tentative semblable ; et d'autres encore ayant le talent et la renommée de Davidge Hackett et E. L. Davenport ne rencontrèrent qu'un succès médiocre qui découragea par répercussion, le théâtre américain de ses essais d'exportation.

Il est bon de dire pour rester dans les strictes limites de la vérité que j'écris ces lignes en me fiant à ma mémoire, sans avoir pour les contrôler les livres qui nous renseignent habituellement sur la situation de l'art dramatique dans les pays de langue anglaise. Cette confession terminée on me pardonnera, les quelques inexactitudes que cette étude pourrait contenir.

Edwin Booth, lorsqu'il visita l'Angleterre pour la première fois, y passa presque inaperçu. Il n'y a que lorsqu'il joua au Princess's Théâtre sur l'invitation de Sir Henry Irving et au Lyceum que son incontestable génie fut apprécié comme il le méritait. Et cependant son succès ne dépassa pas les rangs clairsemés de la bourgeoisie anglaise » puisqu'il ne connut jamais à Londres la véritable popularité. Charlotte Cushman et Joseph Jefferson cependant partagèrent les faveurs du public anglais, et si ma mémoire m'est fidèle, ils furent les premiers acteurs qui, à côté du bénéfice moral de la consécration, connurent les joies du gain facile.

Les enfants de Bateman, une famille américaine, surent se faire une place non sans importance sur la scène

anglaise. Ce fut d'ailleurs sous le règne théâtral du *pater familias* de la bande, M. H. L. Bateman, au Lyceum qu'Henry Irving commença cette carrière théâtrale qui fit sa réputation.

Un ou deux acteurs américains tel que M. J. K. Emmett et Miss Minnie Palmer, ont eu leur heure de popularité, pendant que dans la même décade les comédiens comme John T. Raymond, W. J. Florence, et Henry Dixey, des tragédiens comme John Mc Cullough et Lawrence Barrett n'ont fait qu'une faible impression.

En somme la vérité est que, ce ne fut qu'en 1895 que l'Angleterre connut la première étoile américaine Miss Mary Anderson, étoile de première grandeur qui avait sa place marquée dans le firmament du théâtre anglais.

Pendant ce temps, les acteurs anglais rapportaient des cargaisons de dollars provenant de leurs tournées fructueuses aux Etats-Unis ; citons George Frédérick Cooke, Edmund et Charles Kean, Ellen Tree, Macready, Tyrone Power, E. A. Sothern et tant d'autres. Sir Henry Irving fit également une tournée triomphale en Amérique avec une troupe entièrement anglaise : M. et Mme Kendal y trouvèrent à leur tour lé même intérêt moral et matériel; la balance à tout prendre pour la dernière décade du XIXe siècle est entièrement en faveur de l'Angleterre.

Cependant les choses tout récemment se sont modifiées, surtout depuis la première représentation de la troupe Daly. Ce n'est pas le premier exemple d'une troupe américaine qui nous arrive à Londres sans comprendre dans sa composition des éléments étrangers ; il faut se rappeler que déjà au Gaiety Théâtre vers 1880

les « Salusbury troubadours », vinrent dans des conditions identiques. Mais la troupe Daly est la première qui ait conquis, avec le droit de cité, les bonnes grâces du public anglais. On est habitué à ces tournées annuelles qui font partie du programme mondain de la société anglaise, et Miss Ada Rehan et M. John Drew, Mrs Gilbert et James Lewis sont aussi populaires à Londres qu'à New York.

Après quelques saisons fructueuses M. Daly bâtit le beau théâtre de Cranbourne street qui porte son nom, et l'on y joua le soir de l'ouverture alternativement, le *Star Spangled Banner* et le *God Save the Queen.*

La fortune de M. Daly n'a cependant pas duré et la direction de l'invasion américaine a passé dans d'autres mains.

Ce directeur (et acteur tout à la fois) n'a jamais produit il faut bien le dire de véritables ouvrages américains ; la plupart des ouvrages qu'il a représentés étaient empruntés à des pièces légères qui avaient vu le jour en Allemagne, plus rarement en France et à trois ou quatre comédies empruntées à Shakespeare. D'ailleurs la première pièce entièrement américaine, j'entends pièce de quelque importance et jouée par une troupe américaine, fut celle de M. William Gillette *Secret service.* Le succès en fut grand, et il encouragea le directeur M. Charles Frohman à faire de nouveaux efforts dans la voie que la fortune venait de lui tracer.

Il s'intéressa alors avec plus ou moins d'intermittence à plusieurs théâtres anglais, et à un surtout, le théâtre du duc d'York, qui ne fonctionna plus que sous son autorité.

Dans ces différents théâtres M. Frohman a joué de

nombreuses pièces qu'il avait déjà fait représenter aux Etats-Unis, et qui ne sont américaines que de nom. Il y en a en effet qui ont été écrites par des auteurs anglais comme le *Chrétien* dû à la plume de M. Hall Caine, laquelle pièce malgré le succès qu'elle eut en Amérique, tomba à plat sur une scène anglaise. Il joua aussi des farces d'une valeur douteuse tel que *Night Off* et *Never Again*, tirés de vaudevilles français.

En réalité, l'entreprise de M. Frohman n'a pas différé essentiellement de la manière ordinaire des directeurs anglais ; et bien que les Américains fussent en plus grand nombre dans ces troupes que les Anglais, il ne peut prétendre avoir produit des troupes absolument américaines.

Il faut bien dire aussi que dans les troupes anglaises se trouvent fréquemment un ou deux ou plusieurs acteurs américains. C'est même une mode qui s'est implantée avec beaucoup de force et qui subsistera longtemps surtout dans les théâtres de Londres d'engager des actrices américaines de la valeur de miss Elizabeth Robins et de miss Fay Davis.

Le troisième et non le moins notable bataillon d'envahisseurs américains arriva en Angleterre en l'an de grâce 1898. Le moule dans lequel on coule la comédie et la farce musicale, ce qui équivaut à l'opérette française, est une invention anglaïse ; mais qui s'est vivement fait naturaliser américaine. Une pièce de ce genre le *Belle de New York* après avoir été représentée avec succès dans cette ville, fut transportée avec armes et bagages, c'est-à-dire avec sa troupe, ses décors et ses accessoires aux Shaftesbury Théâtre de Londres, où un franc succès, éminemment populaire, l'attendait.

Le livret n'était guère supérieur à la moyenne des productions anglaises de ce genre ; mais la musique était *prenante*, si l'on ajoute à cette dernière qualité que l'interprétation présentait un progrès notable sur tout ce qui avait été fait et vu précédemment, on s'expliquera un succès qui n'est pas en proportion avec la valeur de l'ouvrage représenté.

La réussite de la *Belle de New York* fit sortir du moins une légion d'imitateurs qui produisirent une douzaine de farces américaines qui furent importées par M. Lederer l'heureux propriétaire de la *Belle de New York* et par d'autres impresario.

C'est avec des pièces de ce genre, que l'Apollo et le Century Théâtre, l'ancien Adelphi, ouvrirent leurs portes. On doit dire que dans aucun cas, ces diverses expériences n'eurent le succès de la première. C'est que ces ouvrages sont la plupart du temps très inférieurs aux œuvres anglaises, en ce qui concerne le livret et surtout très inférieurs à la *Belle de New York* au point de vue musical. Par contre deux opéras-comiques américains, absolument distincts des farces musicales, et importés par M. De Woolf Hopper et miss Alice Nielsen, ont eu une carrière plus qu'honorable dans la capitale de l'Angleterre.

Quel que soit le destin des pièces pour la représentation desquelles ils sont engagés, bon nombre de chanteurs et de cantatrices américaines, de comédiens burlesques des deux sexes se sont faits une réputation sur la scène anglaise. Et si nous reculions les limites de notre étude sur les music halls l'exemple serait encore plus frappant, c'est là surtout que les articles américains sont le plus souvent demandés.

Par ce qui précède nous voyons que pendant ces quinze dernières années, les entreprises théâtrales américaines se sont beaucoup développées en Angleterre. L'invasion s'est produite en trois époques ; qui sont marquées par les noms de Daly, de Frohman et de Lederer. Il arrive fréquemment ou plutôt quelquefois que deux ou trois pièces américaines tiennent l'affiche simultanément dans les théâtres londoniens. Et au moment où j'écris M. Charles Frohman dirige trois théâtres parmi lesquels le Lyceum. M. Gillette avec sa troupe américaine fait courir tout Londres avec sa version dramatique de Sherlock Holmes.

Cependant ce tableau a deux faces : tandis que les acteurs, les chanteurs américains isolés ou en troupe gagnent en popularité et arrivent probablement à balancer l'exportation des acteurs anglais en Amérique, dans le domaine de l'art dramatique, l'augmentation de l'importation des pièces américaines ne suit pas la même marche ascendante. Car il ne faut pas se le dissimuler pour une pièce américaine soit de tendance, soit d'essence, jouée en Angleterre, dix productions dramatiques dues à nos acteurs traversent l'Atlantique.

Pendant ces dernières années une demi-douzaine de pièces adroitement chevillées et signées par M. Bronson Howard ont vu le feu de la rampe en Angleterre, quelques-unes d'un style absolument anglais ont été jouées avec succès. Plus récemment M. Gillette nous a donné, en outre de *Secret service*, un drame militaire émouvant, *Occupé par l'ennemi*. Et M. David Belasco une pièce du même genre ; *le Cœur de Maryland*. Nous devons aussi à M. Paul Potter un sombre mélodrame : *Les Conquérants*, qui est piteusement tombé, enfin

M. Auguste Thomas a présenté au public londonien une charmante comédie : *Alabama* qui n'a remporté qu'un médiocre succès. Des nombreuses pièces de M. Clyde dont la popularité est grande en Amérique, une seulement, *le Cowboy et la Dame*, a été représentée à Londres. *Pamila's Prodigy*, et le *Dernier des Dandys*, du même auteur, deux pièces anglaises d'allure et représentées à Londres, ne peuvent être considérées comme des œuvres américaines.

D'autres productions de minime importance comme l'agréable comédie de Mme Madeleine Lucette Ryley un *Citoyen américain* et une ou deux pièces du type music hall, complètent la liste de la contribution de la littérature américaine ou de la quasi littérature américaine à la scène anglaise.

La vérité est qu'en l'absence d'un droit protecteur sur les pièces européennes, l'auteur dramatique américain est fatalement tenu en échec par ses compétiteurs français et anglais.

La saison théâtrale en Amérique se termine au mois d'avril et quand ce moment est passé, les dramaturges américains dont M. Charles Frohman est incontestablement le chef, prennent le paquebot pour l'Europe, afin de voir et d'acheter toutes les productions dramatiques françaises et anglaises qui peuvent trouver un écoulement facile sur le marché américain. Ne croyez pas qu'ils se refusent à avouer leurs préférences pour ces marchandises d'exportation, ils le confessent au contraire avec ingénuité.

En observant l'effet d'une pièce sur le public anglais ou français ces dramaturges doublés d'impresarios estiment avec quelque précision, l'effet probable qu'elle

aura sur le public américain. Il y a évidemment une différence d'angle pour juger par une représentation alors que la profession oblige généralement à juger sur manuscrits.

Faut-il encore ajouter qu'un ouvrage qui a obtenu un grand succès à Paris ou à Londres, est ce que l'on appelle *boomed*, c'est-à-dire appelé à un succès pareil et à l'avance parce que les Américains qui au point de vue littéraire n'ont qu'un patriotisme relatif sont toujours disposés à accueillir avec joie toutes les productions quelle que soit leur valeur littéraire, lorsque la France et l'Angleterre les ont consacrées par le succès.

En présence de cette attitude des impresario américains, on comprend que les auteurs dramatiques soient découragés.

Les deux auteurs dramatiques qui nous paraissent les plus originaux, M. James A. Herne et M. Augustus Thomas n'ont pas trouvé auprès des directeurs américains, ceux surtout qui conduisent l'invasion de l'Angleterre, tout l'appui sur lequel ils étaient en droit de compter.

Aucune des pièces de M. Herne n'a vu le feu de la rampe de ce côté-ci de l'Atlantique, et l'*Alabama*, de M. Thomas, n'a pas été appréciée à sa valeur, malgré la solidité de la charpente, la finesse du dialogue et l'intérêt du sujet traité.

M. Clyde Fitch est le seul auteur dramatique américain qui ait été encouragé par le puissant syndicat qui tient les scènes américaines dans sa main. Mais bien que M. Clyde Fitch soit Américain de naissance, et bien qu'il ait écrit une ou deux pièces qui flattent le patriotisme américain, il est certainement

très peu Américain de tempérament et ses pièces s'en ressentent.

En dépit des hostilités du syndicat qui paralysent les efforts des producteurs indigènes, l'Amérique ne sera pas longtemps sans posséder une facture originale. L'étude sérieuse de la vie politique, sociale et spirituelle qui est une des caractéristiques du roman américain se transportera tôt ou tard sur la scène, et il est à souhaiter qu'une réciprocité s'établisse entre l'Amérique et l'Angleterre pour les représentations des ouvrages de langue anglaise.

On peut se demander si l'effort sera naturel, c'est-à-dire individuel ou s'il résultera au contraire d'une action calculée d'un syndicat ou d'un trust ?

Quoi qu'il en soit, la solution de ce phénomène n'est pas imminente, d'ailleurs la force du syndicat dramatique américain s'exerce sur une telle étendue, les distances entre les différents centres artistiques sont si considérables, et enfin la situation de New-York par rapport aux Etats-Unis ressemble si peu à celle de Londres par rapport à l'Angleterre et de Paris par rapport à la France que, l'éventualité d'un changement trop brusque doit être écartée.

Nos principaux acteurs peuvent se maintenir sur les scènes londoniennes, leurs tournées à l'extérieur ne comptant guère pour eux, tandis que les étoiles américaines ne peuvent subsister si elles n'ont que New York pour scène d'action. L'artiste américain doit *marcher* sous peine de sacrifier une partie de ses ressources, non seulement il doit marcher, mais encore il ne peut se soustraire à l'autorité du syndicat qui a presque monopolisé tous les théâtres de la province.

On voit que les conditions que nous pourrions appeler les conditions de travail, ne sont pas les mêmes pour les artistes des deux pays. Nous ne voyons pas bien comment un trust théâtral pourrait s'établir chez nous, et imposer ses volontés et ses moyens et cela pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici.

Je résume ma pensée, l'invasion dramatique américaine est peu sensible et si l'on en ressent les effets, ce ne sont que des effets atténués qui ne peuvent en aucun cas affecter notre production normale.

CHAPITRE V

LE MARIAGE ET LA SOCIÉTÉ

Parmi les facteurs qui ont servi à américaniser le monde, la jeune fille américaine est certainement le plus remarquable.

« Très peu de gens ont une idée, me dit lord Dufferin il y a quelques années, de l'américanisation de la diplomatie par le mariage des diplomates avec des américaines. Presque tous les attachés des différentes puissances à Washington sont captivés bien avant l'expiration de leur mandat par la beauté de nos héritières.

Le comte Hatzfeldt, qui fut pendant bon nombre d'années ambassadeur d'Allemagne à Londres épousa une Américaine.

Lors de la guerre contre les Boxers, le comte de Waldersee lui-même marié à une Américaine dut partir pour aller venger la mort de l'ambassadeur d'Allemagne à Pékin marié aussi à une américaine.

Pendant la conférence de la Haye, deux de nos plus éminents représentants de la diplomatie européenne, le baron d'Estournelles, chargé d'affaires à Londres et le

baron de Bildt, ministre de Suède à Rome, avaient tous deux contracté un mariage américain.

Un fait incontestable, c'est que la plupart des jeunes officiers de marine ou attachés d'ambassade qui commencent leur carrière à Washington ayant le plus souvent, dans le monde, une position très élevée, souvent des titres de noblesse, se laissent séduire par les charmes et la fortune des Américaines.

Les diplomates anglais succombent tout aussi fréquemment que les autres. Tout récemment encore Mlle Belle Wilson de New-York accorda sa main à l'honorable Michel Herbert, ministre plénipotentiaire à Copenhague dont le prédécesseur avait aussi épousé une jeune fille américaine.

Il n'y a pas que dans la diplomatie que la jeune fille américaine triomphe; les diplomates sont peu nombreux tandis que les hommes de distinction sont en grand nombre. Tous les ans un nombre croissant d'héritières américaines contracte des unions avec des familles européennes soit en France, soit en Allemagne, et surtout en Angleterre. Dans quelque temps il est probable que toutes les nations d'Europe auront le privilège de posséder des fiancées offertes en sacrifice volontaire sur l'autel de l'hyménée américain.

C'est surtout l'héritière la plus en vue qui attire l'attention générale et dans bien des cas les mariages sont motivés par tout ce qu'on peut supposer, sauf par le sentiment. En réalité, on troque des dollars contre un titre de noblesse, faisant ainsi du mariage un vulgaire marché. Il y a deux ans environ, dans une correspondance échangée entre la reine Nathalie et feu le roi

Milan de Serbie, l'on put voir que les préoccupations royales étaient de trouver le moyen de rétablir la fortune des Obronovitch, que les aventures du jeune roi avec la reine Draga avaient légèrement endommagée. Milan suggérait l'idée de marier le jeune roi Alexandre à une héritière américaine, non parce qu'elle était Américaine, mais pour les millions de dollars qui figureraient dans son contrat.

Il y a quelques siècles, les aventuriers titrés qui avaient subi des pertes d'argent ou qui s'étaient ruinés sur les tables de jeux, partaient à l'étranger avec la ferme intention d'y faire fortune, d'y découvrir quelques mines d'or et de revenir riches comme Crésus. Aujourd'hui les choses se passent de même et c'est aux jeunes héritières américaines ou plutôt à leur dot que ces aventuriers vont demander de redorer leur blason.

Quelle sera l'influence de ce continuel afflux d'héritières américaines dont les millions viennent combler les caisses vides de la noblesse européenne ?

M. Jean Finot, le pénétrant et sagace directeur de *La Revue*, m'a exposé, lors de mon séjour à Paris, une théorie de l'influence du travail américain sur le développement de l'Europe, théorie qui suggère de profondes réflexions. M. Jean Finot affirmait que la ploutocratie américaine venait donner un nouvel élan aux forces réactionnaires du Vieux Monde. Les grands propriétaires terriens, les héritiers de titres historiques, quelques dynasties royales même s'acheminaient vers la ruine.

L'action continue des causes économiques, aidée de la concurrence américaine auraient détruit les restes

de féodalité en Europe, en moins de deux générations, et préparé ainsi la voie à une république plus ou moins socialiste. Mais voici qu'arrivent, comme des fées malfaisantes, les héritières américaines restaurant du coup la puissance oligarchique qui semblait prête à disparaître à jamais.

C'est ainsi que les vieux châteaux féodaux sont réparés, les hypothèques purgées, et les grandes propriétés rendues à leurs propriétaires. La ploutocratie du nouveau continent vient en aide à l'aristocratie de l'Europe paralysant en quelque sorte le triomphe de la démocratie.

Il convient de dire que ce grand déplacement d'argent ne gêne en quoi que ce soit l'extension du commerce américain, car, tandis que l'héritière apporte sa dot sur le continent, son père et ses frères concentrent tous leurs efforts et leur fortune pour combler le déficit créé par le versement de la dot.

C'est presque un déshonneur pour la jeune fille américaine d'avoir été considérée jusqu'à ce jour, comme une source inépuisable de dollars qui faisait de son mariage une affaire où l'amour et le cœur étaient étrangers. Si on épousait la femme, c'était pour l'argent et non par inclination. Ce marchandage, comme le dit si bien Lord Randolph Churchill, est une sorte de trait d'union entre l'aristocratie et la démocratie; il semble être devenu indispensable aujourd'hui, et presque passé dans les mœurs. Ce qui est dans la racine arrive bientôt aux branches, et à cet effet, les Américains ont copié cette morale sur leurs ancêtres anglais.

Il serait certainement injuste de prétendre que les mariages entre les Européens de distinction et les héritières

du Nouveau Monde ne sont jamais accompagnés d'affection. Il serait aussi ridicule d'affirmer que tous les mariages qui ont lieu entre Européens et Américaines, sont tous intéressés, car certainement la jeune fille américaine n'a pas besoin de ses dollars pour être séduisante. D'un caractère toujours gai, vif, intelligent, d'une beauté souvent remarquable, elle sait devenir, par ces qualités seules, une épouse et une mère de famille accomplies.

Les raisons qui attirent la jeune fille vers le continent ne sont pas difficiles à expliquer. L'idée de s'allier à une noblesse de vieille roche ,ou à un homme éminent, frappent l'imagination vive de la femme. On peut affirmer aussi, et c'est là peut-être une conséquence de leur tempérament, que les hommes du continent montrent un plus grand empressement, plus de chaleur dans leur dévouement à la femme, que les Américains dont l'esprit semble être tout à fait concentré sur les affaires. Il est à remarquer que quatre membres du cabinet anglais ont épousé des Américaines ; c'est ainsi que M. Chamberlain après avoir contracté deux mariages anglais put trouver la suprême félicité auprès de l'américaine, Miss Endicott. La femme américaine exerce sur le continent une influence politique très restreinte, quoique par sa position il lui serait facile de l'accroître si elle le désirait.

Nous retrouvons encore de grands noms de femmes américaines dans les journaux du continent; d'abord miss Heine qui s'unit au prince de Monaco, miss Clara Ward qui épousa le prince de Chimay et Caraman. Quoique la femme américaine paraisse quelque peu

extravagante en Europe, il est rare qu'elle fasse scandale comme Lola Montès par exemple.

Un écrivain américain prétend que la femme américaine une fois mariée, sur le continent, ne manifeste aucune intention de revoir la mère-patrie. Il est vrai que malgré la différence de nationalité, les mariages ainsi contractés et surtout les unions anglo-américaines sont des plus heureuses et quoi que nous en ayons dit plus haut, neuf de ces mariages sur dix sont des mariages d'inclination.

Ce n'est pas seulement par le mariage que la société s'américanise ; la colonie américaine s'étend un peu partout. Il n'est point d'année sans que l'une ou l'autre des familles américaines ne vienne louer ou acheter quelque ancienne ou grande propriété du continent.

Combien ne veulent plus quitter Paris! D'autres se fixent sur la Riviera et créent partout où ils se trouvent une sorte de colonie nouvelle.

Les nouveaux venus, malgré leur fortune, ne se livrent pas à des dépenses extravagantes à quelques exceptions près. Nous n'avons pas trop eu à souffrir de l'envahissement de ces riches parvenus. La classe des Américains qui est entrée dans nos milieux est surtout une classe de gens instruits, dont la seule ambition était de vivre tranquillement et sans ostentation dans la société qu'ils ont faite leur. Quinze mille Américains vivent à Londres. L'élément féminin y domine, et pour cette raison M[rs] Hugh Reid Griffin a fondé à Londres une association des femmes américaines.

Le nom de M. Pierpont Morgan est bien connu dans la cité. Son influence est plutôt financière que

sociale. On peut se rappeler qu'il prit seul à sa charge les frais d'installation de la lumière électrique dans la cathédrale de Saint-Paul. Les frais, il est vrai, qui s'élevaient à la somme de 220,000 francs sont bien peu de chose si l'on considère que M. Morgan est archi-millionnaire.

La générosité américaine n'a pas eu de grande influence sur le continent. Un des premiers exemples de cette générosité jamais lassée, est celui de M. Peabody qui fut le fondateur de ces asiles où les gens sans demeure peuvent trouver un abri.

Mais aucun ne sut prêcher l'évangile de la générosité et surtout le pratiquer comme M. Andrew Carnegie, qui eut à lutter et lutte encore contre les malédictions des millionnaires. Si nous en croyons une liste publiée lors de son retour à New-York au mois de novembre dernier, il ne distribua pas moins de 200 millions de francs dans les différents quartiers de la ville. De cette somme, 50 millions furent destinés aux universités d'Ecosse, 25 millions parvinrent aux bibliothèques de la cité de New-York, près de 40 millions furent envoyés à l'institut Carnegie de Pittsburg. Quant aux autres 20 millions, ils furent distribués en majeure partie aux différentes bibliothèques des Etats-Unis et d'Ecosse. Le sou de la veuve qui tombe dans la main du pauvre, est certainement bien plus touchant que la générosité facile du richard; cependant, pour être moins méritoire la générosité de M. Carnegie est un bel exemple que nous aimerions à voir imiter par les millionnaires anglais.

CHAPITRE VI

LE SPORT

Tous les lettrés qui se sont appliqués à l'étude de la Grèce ancienne n'ont pas été sans remarquer que les sports athlétiques, en honneur dans toutes les villes de l'Hellade, étaient entre ces villes comme un gigantesque trait d'union. En effet c'était pour célébrer les jeux isthmiques que de toutes les îles accouraient les jeunes hommes représentant les différents traits du génie grec. Le Spartiate endurci, l'Ionien adonné aux plaisirs, l'Athénien cultivé, s'identifiaient comme autant de produits différents qui se fondent sous l'action de la flamme en un produit unique, c'est-à-dire qu'il n'y avait plus que des Grecs brûlant du même enthousiasme, et réunis dans un même but de gloire.

Ce qui est vrai pour la Grèce l'est aussi pour les Iles Britanniques ou plutôt pour tous les peuples de langue anglaise : Anglais, Ecossais, Irlandais, Australiens, Canadiens, Américains, oublient leurs divisions, leurs querelles, les configurations géographiques qui les divisent politiquement lorsqu'une manifestation sportive les réunit sur un même point. Le cricket fait

oublier les petites misères humaines et les vanités nationales ; et c'est un des avantages des manifestations sportives que de laisser vainqueurs et vaincus comme autant de camarades prêts à recommencer des luttes pacifiques qui excluent tout autre antagonisme.

La fraternité du turf n'est peut-être pas la fraternité idéale telle qu'on la conçoit au point de vue philosophique; mais pendant des générations elle a été le pont jeté entre les classes de la société anglaise, rapprochant duc, bookmacker, jockey et millionnaire qui se coudoyaient et se traitaient sur un pied d'égalité que justifiaient les besoins réciproques sur un terrain commun.

Pendant vingt ans les sports furent nationaux, c'est-à-dire qu'ils ne réunirent que des Anglais de la Métropole ou des dépendances ; mais peu à peu en raison des facilités des communications, de l'extension des relations commerciales, ils devinrent internationaux et partant, redoublèrent d'intérêt, non seulement pour les Anglais, mais encore pour toutes les nations qui y étaient conviées.

La manifestation sportive la plus intéressante de 1901, ce que nous appelons le *contest*, fut la lutte entre le yacht de sir Thomas Lipton, le *Shamrock II*, et les yachts américains. Aux yeux de certains moralistes atrabilaires, les courses de Sandy-Hook ont sur le caractère de la race, une action aussi déprimante et aussi historiquement nuisible que l'ancienne rivalité des verts et des bleus de Byzance. Il faut bien dire que cet argument s'appuie un peu sur la réalité des faits ; car dans la quinzaine qui a précédé la course de l'América-Cup, les progrès de la campagne du Sud de l'Afrique étaient dans la presse ainsi que dans l'esprit public

relégués au second plan, pour faire place aux récits détaillés des performances des yachts rivaux.

Dans cette course internationale nous avons été battus à plate couture. C'est la onzième fois que l'Angleterre essaie d'enlever l'América-Cup, et c'est la onzième fois qu'elle échoue. Il ne faut pas nous plaindre ; nous recevons le traitement que notre veulerie mérite : les Américains ont construit de meilleurs yachts que les nôtres, et c'est justice qu'il nous dépassent et nous battent.

Sir Thomas Lipton n'a peut-être pas dit son dernier mot, et il est probable qu'en 1903, il essayera encore de lutter contre l'Amérique ; mais s'il renonce à la lutte, il est douteux qu'un autre champion se présente, et son abstention ne sera pas sans signification, quand on saura que Sir Thomas Lipton est un Irlandais partiellement américanisé. Avant Sir Thomas Lipton, le Challenger c'est-à-dire celui qui envoie le cartel pour disputer la coupe était lord Dunraven qui est aussi un Irlandais et qui, comme Sir Thomas, faisait construire ses yachts en Ecosse. Il ressort de ceci que l'Angleterre, exception faite pour la fabrication de la toile à voile, a cessé de tenir le premier rang dans la construction des bâtiments légers.

Il faut envisager aussi l'éventualité d'une victoire des Canadiens et des Australiens, bien que ces derniers ne paraissent pas disposés jusqu'ici à se mettre sur les rangs.

Quel que soit le résultat des courses futures, il faut admettre que les Américains ont affirmé jusqu'ici une supériorité qui fait honneur à leurs dessinateurs et à leurs constructeurs de yachts. La seule autre forme de

sport aquatique qui retienne l'opinion publique et présente pour elle un véritable intérêt est celle qui se manifeste dans les courses de canots (sculling-matchs) à deux rameurs, laissant volontairement de côté les canots à huit rameurs qui sont employés généralement pour les matchs entre universités.

Le championnat d'Avirons du monde a été disputé à la Grande-Bretagne quand M. E. H. Ten Eyck de Worcester battit Blackburne, et affirma ainsi la supériorité des biceps américains. Des difficultés surgirent à Henley, lors des dernières courses, et cette année le champion américain vit son cartel dédaigné aux régates nationales de Schuylkill, il dut se retirer de la course et depuis il se repose sur ses lauriers.

Au moment de la course des huit rames, les universités anglaises prétendirent à la *suprématie ;* mais les universités de Yale et d'Harvard ne paraissaient pas disposées à la leur reconnaître. Tout récemment les autorités d'Henley eurent la fâcheuse idée de bannir les compétiteurs étrangers de la course, fort heureusement ce projet ne fut pas mis à exécution, sans quoi il eût été considéré comme la manifestation d'une crainte de se mesurer contre des adversaires supérieurs.

Après le sport aquatique, celui qui excite le plus grand intérêt en Angleterre est le *Turf.* L'année 1901 a été fameuse dans les annales du turf britannique, parce que, pour la première fois dans l'histoire de ces deux grandes courses classiques, les Derby et les Oaks, les épreuves ont été gagnées par des Américains : Volodyovski avait été élevé par lady Meux et adopté par M. W.-C. Whitney, un Américain sous les couleurs duquel il courut; mais il avait été entraîné par un Améri-

cain M. Huggins et monté par un jockey américain Lester Reiff. Une des caractéristiques de cette dernière course, c'est que M. Whitney qui l'avait gagné abandonna son gain aux pauvres. Les Oaks furent une victoire beaucoup plus américaine que celle du Derby, car Cap et Bells II a été élevée aux Etats-Unis, elle appartient à un Américain M. Foxhall Keene et a été montée par Martin Henry, un jockey américain, bien qu'entraînée par un entraîneur anglais.

L'invasion américaine du turf anglais n'est pas chose nouvelle. Il y a 50 ans environ, M. Ten Broeck amena d'Amérique *Lexington* et *Priorus* qui remporta le prix du Césarevitch après un *dead heat ;* M. Whitney qui gagna le Derby cette année et menaça de quitter le turf anglais comme conséquence de la sentence portée par le Jockey-Club sur le cas de Lester Reiff, n'a commencé à faire courir en Angleterre qu'en 1899. Le plus notable Américain du turf anglais est M. Richard Croker qui s'est établi à Wantage et trouve dans les courses anglaises un délassement hygiénique. L'année 1901 vit triompher les Américains ; sur les cinq principales courses en y comprenant celle de Cambridgeshire, une seule fut enlevée par un cheval auquel les Américains ne s'étaient pas intéressés. Deux des cinq principaux gagnants ont été élevés en Amérique, trois ont été entraînés par un Américain et quatre ont été montés par des jockeys américains.

Le propriétaire américain apparaît cependant pour la masse, d'une importance moindre que le jockey américain dont la monte a quelque peu étonné d'abord et étonné ensuite ses compétiteurs anglais.

Le jockey américain s'assied sur les épaules de son

cheval presque sur son cou, méthode qui selon l'opinion de M. Croker est équivalente à une réduction de poids assez importante. Sloan et les deux Reiff n'ont pas eu grande difficulté à prendre la première place parmi les jockeys vainqueurs dans ces deux ou trois dernières années ; malheureusement l'éclat de leurs succès a été quelque peu terni par la censure prononcée contre eux par le Jockey-Club. Le verdict qui a pesé sur Reiff s'appliquait seulement sur une course courue à Manchester, course au cours de laquelle il fut accusé de ne pas avoir fait tous ses efforts pour vaincre. Sloan fut accusé en 1899 d'avoir reçu 15,000 livres sterling comme honoraires de course et d'avoir gagné davantage en paris. M. Huggins, qui vint avec M. Lorillard, fut également accusé d'avoir reçu un salaire de 10,000 livres sterling par an, plus un pourcentage sur le gain de l'écurie. La discussion a été chaude pour connaître le secret du succès des Américains et des chevaux américains sur le turf anglais. La théorie qui semble prévaloir est celle qui décrit le cheval américain comme supérieur et plus énergique que ses rivaux anglais, les méthodes d'élevage sont absolument différentes et la façon dont nous les pratiquons rend nos chevaux plus nerveux qu'il le faudrait.

Pour les courses d'obstacles, les chevaux américains détiennent le record. Heatherbloom en novembre dernier à New-York a sauté facilement une barrière de 7 pieds 8 pouces.

On ne peut douter du succès des entraîneurs américains ; on a vu des chevaux confiés à leurs soins, chevaux dont on n'attendait rien, gagner course sur course.

Aucun effort n'a été tenté dans le Royaume-Uni pour

dépasser les trotteurs américains. A l'heure actuelle Cresceus est le trotteur champion du monde ayant battu tous les records cette année.

Polo prend sa place également dans les réunions internationales. En 1900, les équipages américains et anglais se rencontrèrent à Hurlingham ; les Américains furent battus par huit arrivées contre deux.

Dans les sports athlétiques, les luttes entre les deux nations sont émouvantes et suivies de très près, et la balance incline le plus souvent du côté des Etats-Unis. Dans les courses de vitesse, les Américains habitués à un maximum de rapidité battent facilement l'Anglais flegmatique.

Les Américains nous ont battu dans le cyclisme, dan la boxe où le championnat leur est resté.

Ce dernier sport qui était depuis longtemps d'honneu et la gloire de l'Angleterre, est maintenant pratiqué avec une supériorité marquée par les Américains. Il en sera de même pour le Golf bientôt. Déjà, l'année dernière, Miss Geneviève Hecker du Connecticut a gagné le championnat des femmes américaines, or Miss Geneviève n'est âgée que de 15 ans.

Jusqu'ici les Américains n'ont pas fait grand'chose en cricket; mais encouragés par un succès récent dans une course de seconde importance, ils se préparent à nous disputer la palme sur notre propre terrain.

Ce n'est pas sans raison significative que les jeux olympiques que l'on a vu revivre vers la fin du XIXe siècle, grâce aux efforts intelligents du baron de Coubertin, auront lieu la prochaine fois à Chicago au lieu d'Athènes. Cette lutte athlétique internationale durera de un mois à six semaines et se tiendra en sep-

tembre 1904. Les légations et consulats des Etats-Unis, dans toutes les villes de l'Europe, agiront probablement comme agents de propagande et donneront à tous ceux que ces manifestations sportives intéressent, tous les renseignements qui leur permettront d'assister ou de prendre part à cette grande fête du monde.

CHAPITRE VII

L'INVASION AMÉRICAINE.

A la fin du dernier siècle on pouvait déjà dire que les Etats-Unis avaient acquis un rang élevé dans le commerce du monde. Mais qu'ils dussent nous devancer, cette perspective n'avait pas été affirmée bien que soupçonnée par les plus prévoyants d'entre nous. Entre autres, M. Gladstone, en 1878 et encore en 1890 exprimait, dans les termes les plus précis, sa conviction non seulement au sujet du changement inévitable qui devait se produire dans l'assiette économique du monde, mais aussi, ce qui était plus important, sur la façon dont ce changement devait être envisagé par notre pays :

« C'est l'Amérique, disait-il, qui, à un moment donné, confisquera à son profit notre prestige commercial. Je n'ai pas l'intention de murmurer contre la perspective qui nous guette. Si, en effet, cette nation doit finir par nous vaincre sur le terrain commercial, c'est parce qu'elle est la plus forte ; dans ce cas, forte signifie supérieure. Elle deviendra probablement ce que nous sommes aujourd'hui, la première servante dans le

grand ménage du monde, c'est-à-dire le chef de tous ceux qui sont employés, parce que son service serait non seulement le meilleur, mais le plus intelligent.

La prédiction de l'éminent homme d'Etat ne nous a malheureusement guère préoccupés. M. Gladstone, en 1866, conjurait déjà ses concitoyens de reconnaître le grand devoir présent, et de se préparer par un effort constant, à réduire la dépense publique en prévision des jours mauvais.

En 1866, quand M. Gladstone prononça, pour la première fois, sa mémorable prophétie sur le déclin prévu de notre supériorité commerciale, notre budget national s'élevait à 66 millions de livres sterling.

Trente-quatre ans plus tard, l'on reconnaissait la sagesse de ses avis, nos dépenses pour l'année 1900-1901 s'élevaient à 183,592,000 livres sterling, et nous étions hier encore engagés dans une guerre qui doit augmenter le fardeau que nous aurons à supporter dans l'avenir.

Quant à maintenir notre supériorité contre les Etats-Unis, M. Gladstone en doutait si bien qu'il disait :

« Pendant que nous faisions des progrès relativement rapides, l'Amérique en faisait de plus prodigieux encore. Il ne peut y avoir aucun doute, l'époque est prochaine — (ceci était écrit en 1878) — où l'Amérique obtiendra indiscutablement la première place. »

« Si l'Amérique, écrivait-il enfin en 1890, devait franchement souscrire au système du libre échange, elle nous devancerait rapidement, et prendrait probablement la place qui, aujourd'hui, nous appartient; cependant nous n'aurons pas à en souffrir. Au contraire, elle nous aidera. Son commerce libéré ajoutera à notre propre

commerce, ainsi qu'à notre richesse actuelle, de sorte que nous serons dans une meilleure situation qu'aujourd'hui. »

Cette idée ne concorde guère avec son idée précédente au sujet de la nécessité de réduire les dépenses futures.

Il n'y a rien d'aussi vague que l'idée du vulgaire au sujet du commerce. Des opinions basées sur de faux principes forment le bagage économique de millions d'individus, et ces opinions ont néanmoins leur influence sur la législation, dictent la politique et dominent souvent l'opinion publique. Prenons, pour exemple, le bilan du commerce. Il est admis que tout commerce est un échange, et qu'aucune nation ne se défait de sa marchandise en faveur d'une autre nation sans en recevoir une somme équivalente. Si deux personnes font des affaires l'une avec l'autre, et que M. John envoie pour 1,000 livres de laine à M. Smith, il s'attend à recevoir, en échange, des marchandises d'une valeur égale. D'un autre côté, si au lieu de recevoir, disons du charbon, pour une valeur de 1,000 livres en échange des 1,000 livres de laine, il en reçoit pour une valeur de 750 livres sterling tout le monde admettra, et M. John, le premier, qu'il a perdu 250 livres sterling. Il a donné de la marchandise pour une valeur de 1,000 livres sterling mais il n'a reçu en échange que pour une valeur de 750 livres sterling de marchandises. Que peut-il y avoir de plus clair? Mais du moment que nous substituons à M. John et à M. Smith deux nations, et que nous élevons la valeur de 1,000 à 100 millions tout le monde croit et affirme que c'est un avantage d'ex-

porter pour 100 millions de marchandises et de n'en recevoir en échange que pour 75 millions. Si quelqu'un continuait à faire des affaires en donnant une valeur de 1,000 livres sterling contre une valeur de 750 livres sterling de charbon, il serait certainement destiné à faire banqueroute, mais si une nation exporte pour 100 millions de marchandises et n'en reçoit en échange que pour 75 millions, la nation dont l'importation est de 25 0/0 inférieure à son exportation déclare que le bilan du commerce est en sa faveur du montant de 25 millions par an! Les économistes ont répété et laborieusement expliqué que l'excès des exportations était un bilan contre la nation qui exporte, mais rien ne semble détruire l'opinion que la nation qui exporte plus qu'elle importe en tire un profit du montant de la différence.

Voilà du paradoxe. Une autre opinion non moins erronée, encore plus répandue de ce côté de l'Atlantique est qu'une nation se fait du tort quand elle se procure chez sa voisine une marchandise dont elle a besoin à des conditions plus avantageuses que celles qu'elle peut offrir elle-même.

« L'invasion américaine » a réussi parce que les Américains donnent à l'acheteur anglais des marchandises supérieures ou à meilleur marché, de sorte qu'il obtient un maximum d'avantages avec son argent en traitant avec eux plutôt qu'avec d'autres. Si « l'invasion américaine » était une chose mauvaise pour nous, il nous faudrait des pointes de baïonnettes pour nous obliger à la subir. Mais c'est le contraire de la vérité. « L'invasion américaine » s'accuse davantage parce que les Anglais et les Européens trouvent

qu'il est plus avantageux pour eux de faire des affaires avec les Américains qu'avec leurs propres concitoyens. Les fabricants, qui produisent à des prix élevés, considèrent justement leurs concurrents américains qui offrent leurs produits manufacturés de qualité supérieure, mais encore à des prix plus réduits, comme des gens absolument nuisibles ; et s'ils ne réussissent pas à les combattre victorieusement, c'en est évidemment fait d'eux. Cependant, il faut admettre que leur insuccès sera plutôt imputable au choix de leurs concitoyens, car celui qui a 50 centimes à dépenser est aussi maître de la façon dont il en disposera que le Tsar ou l'Empereur d'Allemagne.

C'est bien extraordinaire que cette doctrine ait obtenu tant de succès parmi les Anglais dans tous les pays du monde. Quoique aujourd'hui nous parlions tous de « l'invasion américaine », il faut se rappeler que depuis cent ans ce fut la gloire des Anglais, d'avoir victorieusement envahi tous les marchés neutres du monde, et fourni des marchandises supérieures et à des prix inférieurs aux habitants de tous les pays. Il est incontestable que ce qui depuis cent ans a été un exploit qui nous valaient le titre de bienfaiteurs de l'humanité, ne peut devenir aujourd'hui un sujet de plainte, parce que le peuple qui offre ces mêmes avantages n'est pas celui de la Grande-Bretagne. La clameur qui s'est élevée contre la concurrence américaine, et qui peut être justifiée dans les pays où les impôts sont élevés, n'a aucune raison d'être chez une grande nation dont le commerce est libre et qui, depuis cinquante ans, a hautement proclamé le droit d'acheter sur les marchés avantageux et de revendre cher. Les Améri-

cains ne font aujourd'hui que ce que nous avons fait nous-mêmes. Ce n'est pas avec un esprit prévenu que nous examinons ce qui a été appelé « l'invasion américaine. »

Voyons donc, pour commencer, avec quelle arme ces envahisseurs du Nouveau Monde ont réussi à accaparer les marchés que nous avons, jusqu'à ce jour, considérés comme nôtres! La première et la plus puissante des armes que les Américains aient employée pour la conquête du vieux monde, est la production intensive des aliments nécessaires à l'existence. A l'exception de la Russie et de la Hongrie, il n'y a guère un pays d'Europe capable de nourrir sa population du rendement de ses terres. L'ingéniosité du machinisme et l'habileté des ingénieurs américains ont contribué à réduire la dépense quotidienne du travailleur anglais. Incidemment, ce phénomène à dû affecter les entreprises agricoles, mais l'immense majorité des travailleurs en a profité. Si c'est une faute d'avoir le pain à bon marché, les Américains, dans ce cas, nous l'ont fait commettre. Imaginons aussi pour un instant, qu'un grand spéculateur américain parvienne à accaparer une telle quantité de vivres qu'il rendrait impossible l'importation d'une seule cargaison de grains, qu'arriverait-il? Nous serions en face de la famine, et nos compatriotes s'élèveraient contre le spéculateur qui nous aurait privés de notre source de vivres puisés aux Etats-Unis, et devenue aujourd'hui indispensable. On peut affirmer que si les produits américains nous étaient interdits, il y aurait chez nous un renouvellement d'énergie dans l'industrie agricole de notre pays, que nous arriverions à nous en passer; mais si le coût d'un pain était dou-

blé, puis quadruplé, il nous serait impossible de fournir, par conséquent, une quantité de vivres suffisante pour satisfaire aux besoins de notre population. Nous sommes de plus en plus dépendants de jour en jour de l'Amérique.

Peut-être, un jour, par l'Inde, l'Australie ou le Canada, nous pouvons espérer nous rendre indépendants des produits américains; mais ceci ne donnerait aucun bénéfice aux fermiers anglais, et il nous faudrait attendre plusieurs années avant d'obtenir de nos concitoyens d'outre-mer, les vivres dont nous avons besoin chaque jour.

Après les aliments, c'est avec le coton que les Américains ont le mieux réussi à envahir nos marchés. Il n'y a pas plus de quarante ans que le Lancashire était réduit aux dernières extrémités par la guerre civile qui éclata en Amérique et qui priva cette province anglaise des matériaux nécessaires à son industrie. Nous eûmes alors une démonstration pratique de ce qui peut résulter de l'arrêt de l'importation du coton brut américain, et c'est une expérience que ceux qui ont vécu au moment de la *famine du coton* dans le Lancashire, ne voudraient pas voir renouveler.

Si nous éliminions tous les produits du sol et les matériaux bruts que l'Amérique nous exporte, nous pourrions solder le montant total de nos exportations aux Etats-Unis. Le cri d'alarme qui a été poussé n'a été motivé ni par l'un ni par l'autre des importants produits dont l'Amérique fait l'exportation, mais plutôt par l'apparition, parmi nous, des marchandises de fabrication américaine. Mais parmi ces articles, il en existe un bon nombre que nous sommes incapables de produire, ou

que, insuffisamment outillés, nous ne pouvons fabriquer. Les Américains nous ont apporté beaucoup d'inventions ingénieuses ainsi que des machines merveilleusement perfectionnées. Personne ne peut valablement prétendre qu'en nous envoyant la machine à écrire, la linotype, la machine à coudre, l'automobile, le phonographe, le téléphone, l'ascenseur, la lumière incandescente, les Américains aient envahi l'industrie britannique. Une fois ces inventions connues, nous les avons imitées, quelques-unes au moins, et fait autre chose, partant des mêmes principes, mais c'étaient les Etats-Unis qui nous avaient ouvert la voie. A ce titre, ils sont autant nos bienfaiteurs que les missionnaires qui ont introduit chez nous la charrue à l'époque où l'on ne se servait que de la pelle et de la faux.

Plusieurs de nos fabricants instruits par les Américains sur la façon de fabriquer ces articles, s'écrient néanmoins que leur commerce est envahi et ruiné par la concurrence américaine, tandis qu'en réalité, sans les Américains, les articles qui font aujourd'hui leur fortune n'auraient jamais été connus dans notre pays.

Ce n'est qu'en arrivant à la quatrième catégorie des importations américaines que nous tombons dans un domaine qui semble justifier la plainte de nos fabricants ou de nos ouvriers, qui se disent appauvris par la concurrence américaine. Au premier rang de cette catégorie, se placent les machines à imprimer, c'est la Compagnie américaine Hoe qui a affirmé, dans les constructions, une supériorité que nous ne sommes pas parvenus à atteindre. Après les machines à imprimer, nous avons eu les machines et les appareils nécessaires à l'utilisation de l'éléctricité. Dans cette industrie nous

sommes restés si loin derrière les Américains que nos fabricants ne pouvaient fournir les appareils indispensables à l'exploitation moderne des industries électriques. Les Américains ont accompli, avec l'électricité, ce qu'ont accompli les Anglais avec la vapeur au commencement du dernier siècle. Nous avons été les premiers à deviner l'incalculable développement que devait faire naître l'invention de Fulton et de Watt. Nous avons devancé le reste du monde et nous en avons profité en conséquence. Toutes les nations sont venues à nous pour les machines à vapeur, comme nous allons nous-mêmes aujourd'hui aux Etats-Unis pour les dynamos et autres appareils compliqués et coûteux nécessaires à l'exploitation de nos chemins de fer électriques. A cet égard, personne ne peut dire que nous avons raison de nous plaindre. C'est au premier venu qu'en revient l'avantage ; et si nous n'avons pas su nous rendre compte de l'importance immense que devait prendre l'électricité, sous ses formes diverses, c'est à nous que la faute incombe. Nous avons besoin de ces appareils, de ces machines, nous en avons besoin dès à présent, et nous ne pouvons attendre que nos compatriotes comprennent qu'il y a une fortune à gagner dans la fabrication d'appareils électriques. Donc, nous faisons appel à nos concitoyens d'outre-mer. Qu'ils soient disposés et préparés à nous fournir ce dont nous avons besoin, doit nous rendre reconnaissants, et la meilleure preuve de ce que j'avance est que nous sommes disposés à leur payer des millions pour obtenir d'eux les machines qu'il nous faut, ainsi que les appareils nécessaires à l'utilisation de l'électricité. Il en est de même, plus ou

moins, pour les outils de précision indispensables au travail soigné de certaines industries. Par exemple, il y a quinze ans, Sir Hiram Maxim se plaignait vivement de ce que, quand il arriva dans notre pays pour fabriquer le canon Maxim, il n'y trouva pas l'outillage indispensable à son industrie. L'outil perfectionné représente une avance sensible dans la civilisation. L'outil grossier est un indice de barbarie. Les sauvages sans doute ne demandent pas à être civilisés, et nous n'avons pas raison de nous plaindre si nous avons été contraints de nous servir et ensuite de fabriquer les outils perfectionnés qui furent tout d'abord utilisés par les Américains.

Un petit livre, très intéressant, écrit par M. Mackenzie vient d'être publié chez l'éditeur H. W. Bell. Il se compose d'une série d'articles qui avaient primitivement paru dans le *Daily Mail.* M. Mackenzie est un des jeunes journalistes les plus connus à Londres, et son petit livre mérite toute l'attention des personnes que le sujet que nous traitons intéresse.

Les importations de machines à écrire de New-York, dit-il, s'élèvent annuellement à 200,000 livres sterling. Le gouvernement britannique s'est trouvé dans la nécessité de s'adresser pour le téléphone de la ville de Londres à la *Western Electric Company de Chicago*, Quant aux moteurs des chemins de fer électriques, ils sont, pour la plupart de fabrication américaine.

La *Eastman Kodak Company* importe chaque année pour près de 200,000 livres sterling d'appareils photographiques américains. Une somme égale est dépensée chaque année pour l'achat de la machine à coudre américaine. La vente des produits pharmaceutiques,

venant des Etats-Unis, dans la Grande-Bretagne, s'élève à près de 250,000 francs par an.

Les outils américains, dit M. Mackenzie, triomphent partout; cinquante fourneaux américains sont en usage à l'arsenal de Woolwich, et les fabricants de *Sheffield* se servent d'appareils américains. Quelle sera la destinée de la Grande-Bretagne au point de vue économique? Cela dépendra de nous-mêmes. M. Carnegie est d'une opinion différente : il croit qu'elle dépendra des ressources minérales du pays. Il y a trois ans, il avait indiqué comme un fait indiscutable que « les matériaux bruts ont aujourd'hui le pouvoir d'attirer les capitaux, et aussi, d'attirer près d'eux les ouvriers nécessaires à leur transformation, car il n'est plus donné aux ouvriers d'attirer à eux les matériaux bruts de loin. »

Si c'est là une vérité économique, nos fabriques de coton devront émigrer du Lancashire aux Etats-Unis de l'Amérique. Les plus grandes usines métallurgiques du monde devront également se localiser à Pittsburg. M. Carnegie, qui, à sa façon, est un philosophe, maintient qu'aucune nation à l'avenir ne pourra indéfiniment faire vivre une population supérieure à celle qu'elle pourrait alimenter par ses produits.

« La destinée de la Grande-Bretagne me semble nettement tracée; elle deviendra le centre de la race. Ses usines disparaîtront les unes après les autres, mais le pays même sera toujours recherché comme lieu de récréations. Vous pourrez peut-être y maintenir une population de 15 millions, mais pas davantage. »

Mais il est bon de faire montre d'un sérieux scepticisme à l'égard de toutes prédictions semblables. De ce que nous pouvons juger par la marche actuelle des

événements, les ressources de la Grande-Bretagne sont destinées à subir un grand développement, car la Grande-Bretagne commence à comprendre mieux le devoir à présent et à faire usage des idées et des méthodes américaines. Lord Rosebery disait récemment :

« Nous avons besoin aujourd'hui de nous inspirer un peu de l'énergie fiévreuse des Américains. On admet que cette proposition a sa raison d'être quand il s'agit de l'individu, mais n'est-il pas vrai qu'elle ait aussi son application quand il s'agit d'une nation ? »

Il énonçait alors une vérité dont nous faisons l'expérience. Depuis près d'un an, nos grands fabricants, nos directeurs de chemin de fer et autres industriels se rendent à chaque instant en Amérique pour découvrir le secret des Américains qui ont réussi à envahir nos marchés.

Ce n'est pas le seul indice encourageant. Un peu partout, dans notre pays, nous pouvons voir des maisons anglaises acquérir des moyens de combattre les Américains même sur leur propre terrain. Pour la fourniture d'appareils électriques, une Compagnie anglaise du nord de l'Angleterre, qui a franchement reconnu les conditions qu'impose l'industrie moderne, a fait venir un directeur américain, se sert de machines amérciaines et emploie, somme toute, le *système américain*. Il en résulte qu'ils commencent déjà à faire une concurrence sérieuse aux Compagnies américaines pour un grand nombre d'appareils électriques.

Ce que cette Compagnie a fait peut être accompli par d'autres. L'essai déterminé qu'ont tenté les Américains pour accaparer le commerce du cycle a démontré que le fabricant de bicyclettes anglaises était de taille à

lutter contre son rival de l'autre côté de l'Atlantique. Les montres de provenance américaine ont pendant quelque temps obtenu un succès éclatant. Les Anglais, cependant, ont prouvé qu'ils pouvaient très bien soutenir la concurrence. Aujourd'hui, ils montent une fabrique de meubles et autres accessoires de bureau, à Londres et à des conditions qui leur permettra de concurrencer les Américains. On peut compter que l'Anglais ne se laissera pas vaincre sans opposer une résistance désespérée, mais l'énergie des Compagnies anglaises ne saurait guère se maintenir contre le nombre toujours croissant des Américains qui s'établissent dans notre pays. Une indication de ceci, c'est l'établissement récent de la fabrique Westinghouse à Manchester, qui fonctionne sous la direction d'un Américain et qui sera dirigée selon le système américain.

Une institution américaine, la *Compagnie d'assurance la Mutuelle de New-York*, occupe un immense immeuble dans la cité de Londres, et quoique son directeur soit né Américain il est néanmoins tout à fait Anglais.

D'ici peu nous verrons s'élever chez nous des hôtels américains; et en ce moment il en est un en cours de construction, que l'on dit devoir être le plus grand du monde. Deux des plus grands magasins américains, dans le genre du Louvre et du Bon Marché, doivent s'établir prochainement à Londres. M. Yerkes se dispose à modifier notre chemin de fer souterrain et à apporter une amélioration radicale à notre système de tramways. Deux autres Américains entreprenants attendent avec impatience l'autorisation d'établir un système de tubes pneumatiques au moyen desquels les

colis seraient distribués dans tous les quartiers de la ville. John Bull a besoin de se réveiller, car il a une tâche difficile devant lui, mais les résultats n'étonneront personne autant que ces Américains qui, avec tant de sang-froid, paraissent disposés à vendre la peau du lion avant de l'avoir tué.

CHAPITRE VIII

LES CHEMINS DE FER, LA NAVIGATION ET LES TRUSTS.

Bien que les Etats-Unis, à eux seuls, possèdent près de 350,000 kilomètres de chemins de fer, il faut néanmoins reconnaître que les voies ferrées sont chose relativement récente. Un journaliste entreprenant dénicha, il y a quelque temps, dans une petite ville des Etats-Unis le mécanicien qui guida la locomotive de Stephenson le jour mémorable de l'ouverture de la ligne de Liverpool-Manchester. Ce n'était qu'un garçon de dix-huit ans lorsque Georges Stephenson le fit sortir de l'usine pour lui faire conduire la *Rocket.* Après avoir conduit cette machine pendant deux ans entre Liverpool et Manchester, il émigra en Amérique pendant le cours de l'année 1837 et continua à exercer son métier de mécanicien. Il est encore en parfaite santé et suffisamment alerte pour faire une conférence sur les premiers efforts de Stephenson, ce qui démontre que le cours d'une seule existence peut renfermer l'histoire du chemin de fer depuis son début.

Le fait que le premier mécanicien a si vite émigré en Amérique semble indiquer qu'il avait deviné par une

intuition, la merveilleuse extension que devait prendre la découverte de Stéphenson aux Etats-Unis. A tous les points de vue, les Américains sont sans contredit au premier rang en tout ce qui concerne les chemins de fer. Ils ont construit presque la moitié des chemins de fer du monde. Non seulement ils ont établi des voies ferrées sur toute l'étendue de leur continent, mais les voilà aujourd'hui qui s'occupent des travaux de construction de ponts, un des plus difficiles dans l'établissement des voies ferrées. Cependant, ce n'est que tout récemment que le public anglais a reconnu leur supériorité dans ce genre de travail, et ce même public peut se remettre du choc qu'il a reçu en apprenant que les hommes et les chevaux de la reine n'ont fait la conquête du Soudan que grâce aux Américains qui ont construit des ponts sur la rivière Atbara. Les Anglais auraient pu sans doute les construire eux-mêmes, seulement ils ne le pouvaient en temps utile. Peu d'incidents ont causé une pareille déception et chacun se perdit en explications pour démontrer qu'il aurait été facile à l'industrie anglaise d'exécuter ce travail si seulement on l'avait avertie à temps et si l'on avait agi envers elle avec justice.

Ces explications, qui furent prises au sérieux, atténuèrent quelque peu la mauvaise humeur de John Bull, mais leur effet ne devait être que momentané, car l'automne dernier, l'*Américan Bridge Company* obtint des contrats pour la construction d'au moins 28 ponts et viaducs nécessaires à l'achèvement du chemin de fer de l'Uganda. Le travail est, en ce moment, activement mené. Les Anglais avaient répandu l'or à flots pour obtenir cette colossale entreprise et assurer ainsi un

nouveau débouché aux articles de fabrication anglaise, mais les Américains sont venus qui les ont supplantés.

Le même fait se produit dans d'autres parties du monde. Les Américains viennent de construire sur la rivière Coktein, dans le Haut Burma le plus grand pont du monde. M. Rhodes ressentit un profond dépit quand il s'aperçut que pour la construction de son chemin de fer du Cap au Caire, M. Carnegie pouvait lui livrer les rails dans le sud de l'Afrique à de meilleures conditions que les industriels anglais.

En temps de guerre ou en temps de paix, la situation est la même. Tandis que le gouvernement impérial s'occupait de l'importation des mulets américains pour l'usage de ses troupes, le gouvernement du Cap était occupé à passer des contrats avec les ingénieurs américains pour des locomotives que les constructeurs anglais ne pouvaient fournir, bien que le gouvernement colonial accordât une prime de 10 0/0 aux constructeurs de nationalité anglaise. Il est cependant impossible de traiter sérieusement des affaires quand des contrats, aussi importants que ceux dont nous parlons, sont accordés comme des baisers, par faveur et non par mérite. La prime de 10 0/0 est la preuve la plus sérieuse de la défaillance de l'industrie anglaise. Si les constructeurs anglais ne peuvent lutter que lorsqu'on leur accorde une prime de 10 0/0 sur leurs concurrents américains, la question est tranchée et la supériorité des Américains est affirmée sans conteste.

Il en est des locomotives comme des rails et des ponts ; ce ne sont pas des jouets artistiques que ces machines gigantesques qui effectuent les transports de

tout un continent, mais ce sont les machines les plus puissantes du monde qui marchent avec la plus grande vitesse. L'Amérique détient le record de la résistance en ce qui concerne les chemins de fer. Les rapides qui font le trajet entre New-York et Philadelphie, doivent le parcourir à raison de 66 milles à l'heure (soit environ 110 kilomètres). Et il n'est pas rare que la vitesse soit portée à 80 et même à 84 milles à l'heure. La tendance est de construire des machines de plus en plus puissantes. Les Américains s'amusent beaucoup quand ils aperçoivent nos microscopiques fourgons. Il fut un temps où leurs fourgons pesaient dix tonnes, mais aujourd'hui, ils en pèsent 15 et peuvent en transporter 30. Le résultat de ce développement continuel fait que le transport des marchandises en Amérique, est moitié moins coûteux que dans notre pays.

Il fut aussi un temps où les Etats-Unis achetaient leurs locomotives dans notre pays. Aujourd'hui, ils en font l'exportation dans toutes les parties de l'Empire britannique. Dernièrement, la réputation des locomotives américaines a subi une dépréciation, 1° à cause de la qualité inférieure des machines qui ont été envoyées en Australie; 2° par le rapport fait par le surintendant des locomotives du chemin de fer du Midland, dans lequel il indiquait que les opérations étaient plus coûteuses que celles des machines anglaises. Selon lui, après un essai de six mois, les machines américaines consommaient pour une valeur de 20 à 25 0/0 de plus de charbon, 50 0/0 d'huile et 60 0/0 de réparations que les machines anglaises. Ce rapport fut accueilli avec grande joie par les journaux anglais; mais un écrivain américain soutint que ce rapport était loin d'être défi-

nitif, et ceci pour plusieurs raisons. D'abord, parce que ces machines dites américaines n'étaient pas en vérité purement américaines, puisqu'elles avaient été modifiées selon les idées anglaises ; ensuite parce que le rapport ne donne aucune information précise au sujet du montant du charbon brûlé, de l'huile consommée ou de l'argent dépensé en réparations. Les locomotives américaines ont pu brûler 25 0/0 de plus de charbon, mais, d'un autre côté, elles peuvent être capables de déplacer 50 0/0 de plus de marchandises; quant aux réparations, 60 0/0 peut paraître formidable, mais si le montant total des réparations sur chaque locomotive ne s'élevait pas à plus de dix shellings ! Tous les efforts qui ont été tentés auprès du surintendant du Midland afin d'obtenir des renseignements plus précis à ce sujet, n'ont pas abouti.

Ce qui est curieux, disait l'écrivain dont nous parlons, c'est que la première locomotive américaine qui fut envoyée en Angleterre, il y a 60 ans, avait été construite afin de permettre au directeur des chemins de fer anglais de démontrer qu'il était possible de faire gravir à un train, une des côtes à pic de la voie Birmingham-Gloucester. Quatre locomotives furent commandées en 1840, et elles accomplirent triomphalement leur tâche. Ainsi, disait M. Cunnliff, l'auteur de *La Locomotive américaine en Europe*, c'est sur la ligne Birmingham et Gloucester que la locomotive américaine obtint ses premiers succès, et c'est cette compagnie, qui fait aujourd'hui partie du Midland, qui essaie à présent, par le rapport de ses directeurs, de ruiner sa réputation. Les machines de 1840 et celles de 1900, étaient également construites dans les mêmes usines.

Les usines Bolwin de Philadelphie ont à elles seules fait l'exportation chaque année, d'environ une locomotive par jour. En 1899 et 1900, elles en ont expédié 701 au Sud de l'Amérique, en Europe, en Afrique et en Australie. Ce qui représente une victoire pour l'exportation américaine, car les autres usines n'ont élevé le total des exportations, pour un an, qu'à 525. Pour le transport des machines dans des pays montagneux, les locomotives américaines ont laissé loin derrière elles toutes leurs rivales. On dit qu'il ne reste aux Etats-Unis qu'une seule locomotive anglaise, et son mécanicien en disait que : « c'est une assez bonne machine quand elle n'a rien à faire, mais quand il s'agit de travailler sérieusement, elle s'assied tranquillement et vous regarde *avec des larmes dans les yeux.* »

Un patriotisme mal entendu empêchera sans doute, pour un certain temps, l'introduction des locomotives américaines dans différents pays, et il semble qu'en Russie les commandes sont plutôt données pour des raisons politiques que pour obéir à des considérations commerciales. Un autre obstacle contre lequel elles sont obligées de lutter est leur poids énorme qui nécessite la reconstruction des voies et des ponts. M. Cunnliff raconte l'histoire d'une usine anglaise qui, ayant été avertie que les locomotives qu'elle avait fournies à la Nouvelle-Zélande ne cadraient pas avec les rails et les ponts qu'elles devaient fouler répondit : « Dans ce cas, refaites vos rails et vos ponts, car toutes les locomotives que nous vous fournirons seront construites sur le même modèle; c'est à prendre ou à laisser. »

M. Cunnliff maintient qu'un constructeur américain

aurait répondu : « Attendez de nouveaux dessins pour le premier du mois. » L'habitude qu'ont les Américains de faire, d'après des modèles déterminés, les diverses pièces de leurs machines et aussi d'augmenter continuellement leur poids, afin d'obtenir une puissance toujours croissante, nécessite le changement des voies, qui doivent toujours être subordonnées au poids de la locomotive. M. Cunnliff indique clairement la différence qui existe entre la façon de procéder, en Amérique et dans le Vieux-Monde : « L'Américain fait une locomotive pour un temps limité. Il met un soin particulier à la construction des diverses pièces, comme on peut s'en rendre compte en visitant les usines américaines. Le mécanisme de chaque machine est tout à fait accessible. Les diverses pièces sont échangeables, de sorte que les réparations peuvent être effectuées rapidement. Dès que la machine est terminée, elle est mise en usage jour et nuit, elle est employée à déplacer les poids les plus lourds. Elle rentre à l'usine lorsqu'elle a besoin d'une réparation. Des mécaniciens bien rémunérés sont employés pour la faire fonctionner. Ce sont des hommes habiles et intelligents et qui prennent un grand intérêt à leur travail. La durée prévue de ces locomotives est fixée à 25 ans. A cette époque, usées et démodées, elles seront remplacées par des modèles perfectionnés.

« En Angleterre, ainsi qu'en France, une locomotive est construite pour durer le plus longtemps possible. Alors même qu'elle cesse d'être en rapport avec les progrès de la science mécanique, elle est entretenue avec un soin des plus minutieux. Le résultat est une perte toujours croissante. »

Il est vrai que si, comme l'affirme M. Cunnliff, les

Américains peuvent livrer des machines au Japon à raison de 2,000 livres sterling, machines supérieures à celles de fabrication anglaise qui en coûtent 3,000, il est inutile de parler de concurrence. La morale de tout ceci est que, comme dans toutes choses, le succès des Américains est le résultat d'un travail soigné et méthodique. M. Chauncey M. Depew dans sa conférence aux employés du chemin de fer à l'Exposition de Buffalo, donnait des chiffres très intéressants sur le développement des chemins de fer américains. Les tarifs pour le transport des marchandises aux Etats-Unis, disait-il, est presque exactement d'un tiers de ce qu'ils étaient en 1866. Dans le même laps de temps, le gage des employés de chemins de fer a été presque doublé. Leur salaire annuel s'élève à 125 millions de livres sterling, soit 60 0/0 des frais d'exploitation. Les Etats-Unis qui n'occupent que 6 0/0 de la surface du globe, comprennent néanmoins 40 0/0 de l'étendue des chemins de fer. Le parcours de leurs chemins de fer est six fois plus grand que celui de n'importe quelle autre nation, et M. Depew déclare qu'ils déplacent plus de marchandises chaque année que tous les chemins de fer et les navires de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne réunies. Le surintendant général du chemin de fer *London and South Western*, qui vient de faire une étude des chemins de fer américains, dit au sujet du transport des voyageurs qu'ils n'ont rien à nous apprendre, mais qu'au sujet des marchandises, ils nous engagent à opérer une véritable révolution chez nous. Notre système, dit-il, est coûteux : les locomotives américaines peuvent déplacer deux ou trois fois le poids que transportent les nôtres. Nous avons donc besoin de

machines plus puissantes. Il faut que nous nous procurions aussi leurs freins automatiques pour les appliquer à nos trains de marchandises. Nous n'avons de freins que sur la locomotive et à la fin de chaque train. A cause de leurs appareils perfectionnés, les chemins de fer américains sont à même de déplacer non seulement une plus grande quantité de marchandises, mais sont aussi plus capables de faire des trajets plus rapidement que les nôtres.

Dans la construction des navires, notre prestige n'est pas atteint; il est vrai que les Américains ont déjà commencé à construire quelques navires, mais ils n'ont pas réussi à les produire aux mêmes conditions que nous.

Serons-nous capables de conserver la situation que nous occupons dans la construction des navires, et réussirons-nous à concurrencer nos rivaux dans la fabrication du fer et de l'acier ? Ce sont deux questions auxquelles l'avenir répondra. Mais il n'y a certainement pas de raison sérieuse de désespérer. Nos fabricants ont autant de travail qu'ils peuvent en faire, et jusqu'à présent nous n'avons constaté qu'aucune grande industrie anglaise se trouvait désorganisée, et ses travailleurs inoccupés en raison de l'invasion américaine.

Les Américains qui ont tout pris sur terre, n'atteindraient pas le but que leur ont indiqué leurs ancêtres s'ils n'essayaient pas de dominer sur la mer. Le capitaine Mahan, dont le livre sur l'extension de la marine a le plus fait pour augmenter la marine de l'Angleterre et de l'Allemagne qu'aucun autre, écrit : « Le président Roosevelt est enthousiaste d'une marine puis-

sante, sans aller pour cela jusqu'à dire comme l'Empereur d'Allemagne, que l'avenir de l'Amérique dépendra de sa marine. Bien que les Américains possèdent une marine presque égale à celle de l'Allemagne, ils ne sont pas encore satisfaits. Quant aux bateaux de guerre, ce n'est qu'une question de dépense, et comme le seul souci du ministre des finances est de savoir comment il pourra dépenser le surplus de l'argent qui est à sa disposition, il n'y a rien qui puisse empêcher les Etats-Unis de construire une marine aussi puissante que celle de la Grande-Bretagne. Quand une nation a une importante marine marchande, il lui faut des bateaux de guerre pour la protéger.

C'est cette ambition légitime qui a poussé M. G.-P. Morgan à accaparer la Compagnie de bateaux « The Leyland line » opération qui a précédé la formation du grand trust qui a défrayé la presse pendant ces derniers mois.

Cet événement eut pour résultat de surexciter l'imagination du peuple anglais contre M. Morgan qu'on savait Américain. Le peuple anglais s'émut surtout à la pensée que le directeur des grandes compagnies anglaises est toujours disposé à se débarrasser du vieux matériel. Le secrétaire du *Péninsular and Oriental Shipping Company* ne partagea pas l'émotion générale, déclara qu'il était prêt à vendre tous les bateaux de la Compagnie si on lui offrait des conditions aussi avantageuses. Vendre des vieux bateaux pour en acheter de neufs n'est certainement pas regardé comme une mauvaise opération. Toutefois l'histoire nous montre qu'une opération de ce genre peut être préjudiciable pour

la Grande-Bretagne, si l'on considère que la vente aux Allemands des deux lignes anglaises qui faisaient le trafic dans le Far-East fit disparaître presque entièrement le drapeau anglais de Bangkok, de Bornéo et d'autres régions encore.

De tout ceci, nous pouvons conclure que les Américains préférèrent continuer l'exploitation immédiate d'une vieille ligne de navigation même avec un vieux matériel, plutôt que d'attendre que de nouveaux bateaux soient construits.

M. Gage dans le rapport qu'il adressa au Congrès au commencement de la saison dernière, constatait que 8 1/2 0/0 des importations et exportations américaines étaient faites par des Compagnies américaines de navigation. Ce pourcentage, dit M. Gage, est le plus réduit de notre histoire. A l'exception de notre puissance navale, notre position sur les mers est presque insignifiante. Les Américains possèdent seulement deux lignes transatlantiques, deux lignes transpacifiques et un service pour l'Australie. Cet état de choses paraît déplorable pour une nation qui produit des matériaux de construction pour la marine plus qu'aucune autre, et dont les artisans possèdent tous les avantages pour la construction des meilleurs bateaux.

« Nous construisons très peu de bateaux étrangers, dit encore M. Gage, il faudrait cependant en construire beaucoup. » A cet effet, il recommande de se consacrer tout entier au service de la navigation et de surmonter les difficultés qui empêchent aujourd'hui l'industrie américaine de construire des bateaux dans des conditions analogues à celles de la Grande-Bretagne.

La question bien étudiée et bien débattue des trusts

fut surtout soulevée par M. Morgan. La *De Beers Company* est une des associations les plus gigantesques du monde. La Compagnie du *Diamont-mine Owners*, a pris de jour en jour une grande importance dans l'Afrique du Sud jusqu'au moment où M. Rhodes et ses co-directeurs s'emparèrent du monopole de l'industrie du diamant. M. Rhodes fut le précurseur de Morgan.

Personne ne s'éleva contre les méthodes adoptées par M. Morgan et M. Rhodes pour paralyser les effets de la concurrence; mais il n'en fut pas de même quand M. Rokfeller créa la Compagnie du *Standard Oil Trust des Etats-Unis.*

Nous ne possédons rien de semblable dans les annales de notre commerce.

Sur la question des trusts aussi bien que sur toute question économique les opinions sont bien différentes. L'ancien gouverneur Pingree de Michigan voyait dans les trusts une sorte d'œuvre d'Ante-Christ qui allait porter ombrage à l'avenir de la République. Le trust, selon nous, peut être considéré comme un moyen pratique pour arriver à réduire les dépenses et fournir à la consommation des articles dans des conditions exceptionnelles. Après une étude approfondie des trusts, le président Roosevelt semble en être arrivé à la conclusion qu'il est en tous points préférable de les conserver mais dans ses déclarations il en arrive à dire que les regards du public doivent être constamment tournés vers les trusts et qu'il est nécessaire qu'ils fonctionnent sous une surveillance très étroite. C'est là tout ce qu'en pourrait dire actuellement un président des Etats-Unis.

Les avis sont très partagés sur l'avenir des trusts.

D'aucuns prétendent que les trusts n'auront plus leur raison d'être aussitôt que le commerce libre sera un fait adopté. L'observateur en général, prévoit que non seulement le trust ne disparaîtra pas des Etats-Unis, mais encore qu'il s'étendra dans le Royaume-Uni.

Tandis qu'il était encore gouverneur de New-York, le président Roosevelt nous a parlé des abus qui existent dans la formation des trusts : les spéculations peu scrupuleuses, cumul, concurrence malhonnête, élévation des prix et enfin possibilité d'avilissement des salaires.

Mais en supposant que l'œil scrutateur du public et que la méthode d'investigation judiciaire adoptée par le gouvernement, relèvent une fraude quelconque contre un des trusts, qu'arriverait-il ? Certains prétendent que dans ce cas, le gouvernement fédéral se réserverait le droit d'agir lui-même dans les intérêts de tous et rendrait le trust national. Mais ceci est bien plus aisé à dire qu'à réaliser. Toutefois, les plus opposés à ce genre de capitalisation se refusent à admettre la possibilité d'un insuccès, le regardant comme une évolution logique des forces économiques qui rend la civilisation américaine plus prospère.

Si M. Morgan fut un des premiers à donner l'exemple des trusts en achetant « The Leyland Company » l'invasion du trust du tabac fut la seconde tentative de ce genre qui excita encore bien davantage l'intérêt des masses. Peu de gens se ressentirent des opérations du premier trust, tandis que tous les habitants du Royaume-Uni furent plus ou moins intéressés par la création du trust américain luttant en Angleterre contre le tabac anglais. Les maisons les plus importantes de tabac anglais furent acquises. La valeur de ces achats

était environ de 17 millions de francs. Le trust en offrit 5 millions de plus. Cette offre devait être acceptée ou refusée. S'il acceptait, chaque actionnaire pourrait jouir d'une augmentation immédiate de son capital et créer un autre établissement réalisant les dernières améliorations de matériel ; s'il refusait, au contraire, son capital diminuerait et par suite l'obligation s'imposerait de vendre plus tard à moitié prix de ce qu'on lui offrait. Dans de semblables circonstances il n'est pas surprenant que les principales maisons se décidèrent à vendre leurs fonds au trust américain qui commença tout de suite à s'assurer le contrôle du marché.

Pour les consommateurs, le résultat immédiat fut une réduction dans le prix du tabac spécialement pour les cigarettes toutes faites. Les Anglais répondirent en formant eux aussi une société sous le nom de « Imperial Tobacco Company ». La lutte entre ces deux compagnies n'est pas encore aiguë; toutefois elle revêt un caractère qui ne laisse aucun doute sur le résultat final. Les Américains ne réussiront certainement pas à s'emparer entièrement du monopole, mais quoi qu'il en soit les bénéfices des compagnies anglaises s'en trouveront excessivement réduits.

QUATRIÈME PARTIE

Pour résumer et conclure.

QUATRIÈME PARTIE

Pour résumer et conclure.

CHAPITRE PREMIER

QUEL EST LE SECRET DE LA FORCE DES AMÉRICAINS ?

Le secret de la force des Américains n'est pas unique.

Il est dû à des causes multiples, concourant à faire de l'Amérique moderne un réservoir d'énergie et à en faire le type par excellence de la nation propre à la lutte.

Le succès de la race américaine peut s'expliquer de bien des façons.

Vous avez affaire à une race jeune et vigoureuse ayant à sa disposition les innombrables trésors d'un continent vierge.

Dans cette race a été infusée au plus haut degré, l'énergie vitale de nombre d'autres races, grâce à une sorte de sélection naturelle qui a éliminé les plus faibles et les moins audacieux. Ce formidable amalgame d'énergies hétérogènes a donné naissance à une nouvelle race

« composite » qui se trouve en face des grands problèmes de l'humanité sans traîner derrière elle le bagage encombrant des préjugés, des traditions, des vieilles idées qui étouffent les nations du vieux monde : ces Américains n'ont besoin de se débarrasser d'aucun maillot pouvant gêner leurs mouvements !

Ils s'éveillent à la vie comme Minerve bondissant du cerveau de Jupiter, sans avoir besoin de se délivrer des entraves de l'enfance, qu'elle a évitées.

Ils ont aussi l'immense avantage de vivre dans une atmosphère spéciale, qui, dans beaucoup d'autres pays, exciterait une perpétuelle surprise.

Tout cela contribue à faire la force des Américains, et leur donne comme un inaliénable capital dont on ne peut même espérer de les dépouiller, et qui appartient en propre à l'Amérique aussi bien que les chutes du Niagara ou la vallée du Mississipi.

Mais il y a d'autres causes qui contribuent largement à établir la force américaine, cette force qui est un véritable monopole :

« Le succès des Américains, disait un Juif fort remarquable qui était né dans l'Ancien-Monde et avait vécu dans le Nouveau, peut être attribué à deux causes. La première est la concentration absolue de tout le génie de la race sur les choses de l'industrie. En Allemagne, le maintien, l'entretien, l'organisation de l'armée retiennent tous les esprits et entraînent fatalement ceux-ci à l'étude des questions militaires. En Italie et en France on s'abandonne tout naturellement à l'étude des arts, ou, pour ce qui concerne l'Eglise romaine, à des spéculations théologiques, ou à l'organisation d'un vaste

pouvoir ecclésiastique. En Angleterre, il y a un gros éparpillement d'énergie; le génie du peuple anglais ne suit pas une seule direction mais bien une demi-douzaine au moins; il se préoccupe du commerce, des colonies, de la marine; il est loin aussi de négliger la littérature, et s'adonne, en outre, passionnément au sport. Mais aux Etats-Unis, le génie de la race entière n'a qu'un but, unique, bien déterminé : la conquête de la richesse. C'est cela que les Américains poursuivent de toute la force de leur volonté, distançant aisément sur ce terrain tous leurs rivaux dont l'énergie s'émiette sur tant de sujets ! »

Et le même auteur continue :

« Voilà l'un des secrets du succès américain. Mais il y en a un autre auquel j'attache même plus d'importance. L'indulgence est la perte de l'énergie. Voilà deux cents ans que, dans les nouveaux Etats anglais, l'austère discipline de la moralité puritaine réprime, avec une main de fer, les instincts brutaux qui conduisent à une vie relâchée. Chaque génération qui vit et meurt, vit et meurt en se soumettant volontairement à une contrainte plus impitoyable que celle que vous pouvez observer chez toutes les autres nations. Et c'est cette énergie concentrée qui est transmise aux générations suivantes. Aussi voyons-nous maintenant les effets de cette double force, effets qui pénètrent le monde entier d'admiration. Et le stock d'énergie que les Américains ont amassé en deux siècles n'a pu être acquis, comme les grosses fortunes lentement économisées, que par de longues années de luttes patiemment engagées en dépit de toutes les tentatives ambiantes. Combien d'années durera cet état de choses ?

c'est là une autre question, mais, pour le moment, nous ne pouvons vraiment prévoir quand ce merveilleux réservoir d'énergie sera épuisé. »

Cette constatation, à vrai dire, ne nous avance pas beaucoup, car il est plutôt difficile de créer de toutes pièces de nouveaux ancêtres du type puritain !

Il faut, par conséquent, chercher ailleurs si nous ne pourrions trouver quelque secret dont il nous serait possible de profiter.

Il y a, en tous cas, trois éléments de la force américaine qui sont certainement susceptibles d'exportation.

Le premier est l'éducation; le second, le goût de la production; le troisième, la démocratie.

Chacun de ces trois éléments vaut un examen spécial.

Il y a environ soixante-dix ans, quand Cobden visitait les Etats-Unis, il considéra, avec son coup d'œil sûr, l'éducation très soignée du peuple américain en général comme le secret de la marche ascendante de celui-ci.

Il s'exprimait en ces termes :

« L'extension de l'éducation aux Etats-Unis, y est probablement plus calculée que dans toutes les autres contrées en vue d'accélérer le progrès des masses vers un degré supérieur de civilisation et de force. La trente-sixième partie des terres publiques, dont il y a des centaines de mille de milles carrés sans propriétaires est conservée dans un but d'instruction. Si le savoir est la force, et si l'éducation procure le savoir, alors les Américains deviendront le peuple le plus puissant de la terre, inéluctablement. Le génie même de la

législation américaine est opposé à l'ignorance du peuple, comme l'ennemi le plus mortel d'un bon gouvernement... Il y a maintenant plus de six fois autant de journaux et de lecteurs de l'autre côté de l'Atlantique qu'en Angleterre. Beaucoup aiment à décrier la lecture des journaux, mais nous encourageons tout ce qui est fait dans le but de forcer l'humanité à penser, toute chose qui détourne l'esprit du moment présent, et le conduit à réfléchir sur le passé ou l'avenir, qui le sauve de la domination complète des sens, et qui est propre à exalter en nous la valeur de l'être. Que ce soit un journal ou un livre qui conduise à ce but, ce facteur mérite d'être honoré par les philanthropes éclairés. »

Il y a une maxime de Confucius, qui fut souvent citée lorsque les armées françaises se présentèrent devant les Allemands. — Celui qui conduit à la guerre un peuple ignorant le perd. — Les victoires gagnées sur les champs de bataille français furent remportées par les professeurs allemands; et c'est dans les petites maisons d'école où les maîtresses enseignèrent des garçons et des filles, à la fois, durant plus d'un siècle, que nous devons aller pour trouver le point fort de la République américaine.

Il n'y a pas beaucoup plus de trente ans que l'Angleterre rendit l'éducation obligatoire; et c'est encore plus récemment qu'elle devint gratuite. Mais l'éducation fut universelle, gratuite et obligatoire aux Etats-Unis dès la formation même des colonies de la Nouvelle-Angleterre.

Nos Pères-Pèlerins commencèrent d'abord par fonder un temple dans lequel ils pussent prier Dieu comme ils l'entendaient; mais, après l'établissement de l'église,

leur premier soin fut d'ouvrir une école. De là, le niveau intellectuel des États-Unis, malgré l'immense immigration de 19 millions d'Européens ignorants. Dans cette vaste république, tout le monde sait au moins lire et écrire, et sur cette base, les Américains ont élevé une superstructure d'éducation qui fait le désespoir des Anglais. M. Frédéric Harrison, lorsqu'il vint visiter les Etats-Unis en 1900, ne se contenait pas d'étonnement et d'admiration devant l'énergie déployée, l'importance et le rôle donnés à l'éducation.

« Le mécanisme de l'éducation en Amérique, dit-il alors, doit être au moins dix fois supérieur à celui du Royaume-Uni. Les carrières ouvertes aux femmes sont au moins vingt fois plus nombreuses que chez nous, et elles se présentent de façon à égaler celles offertes aux hommes tant en nombre qu'en choix. »

« D'après des statistiques publiées cet automne par le *Scientific American*, il y a 629 universités et collèges aux Etats-Unis dont la valeur totale est évaluée à 68,000,000 de livres sterling. Le revenu total était de plus de 5 millions et demi de livres sterling. En une seule année, 1898-99, les dons faits à ces institutions s'élevèrent à 4,400,000 livres sterling. Le nombre des élèves préparant leurs grades universitaires ou ne suivant que de simples cours, dans ces universités, collèges, écoles, était de 147,164. Pour les trois professions libérales : le droit, la médecine, la théologie, il n'y eut d'inscrits que 43,913. Le nombre d'étudiants par million qui était de 573 en 1872, s'éleva à 770 en 1880, à 850 en 1890, tandis qu'en 1899, il s'était élevé à 1,196, plus du double en vingt-huit ans.

« On pourrait écrire un livre entier sur la compa-

raison et le contraste des systèmes d'éducation de l'Angleterre et des Etats-Unis. Mais point n'est nécessaire de fatiguer le lecteur avec des statistiques. La supériorité des Américains est prouvée à ses débuts par une différence fondamentale entre les deux nations.

« En Amérique, chacun, du plus riche au plus pauvre, considère l'éducation comme un bienfait, une nécessité de la vie, et réclame la plus grande somme possible de connaissances dans le pays entier.

« En Angleterre, Sir John Gorst, lui-même, l'a reconnu, les classes élevées considèrent l'éducation comme inutile pour les classes laborieuses. Le gentilhomme fermier, et en général, la classe qui s'habille pour dîner, sont de cette opinion que ceux qui ne vont pas dans le monde sont mieux sans instruction ; Sir John Gorst, le ministre officiellement responsable de l'instruction publique, a affirmé cela, d'ailleurs, en des termes qui ne laissent aucun doute à ce sujet.

« C'est en cela que se différencient les Anglais et les Américains.

« Nos hommes éclairés et de progrès, ceux qui ont bénéficié des avantages d'une éducation supérieure, des anciennes universités d'Oxford et de Cambridge méconnaissent le besoin qu'ont les enfants des agriculteurs, ou des marchands de quatre-saisons de recevoir la meilleure éducation que l'Etat puisse leur donner. L'éducation en Angleterre n'est pas considérée comme un bon placement de fonds. De sorte que, tandis que des Américains millionnaires éprouvent du plaisir à répandre des millions pour la création d'universités, d'écoles spéciales et de tout le matériel scolaire dont il faut les compléter, ici les legs en faveur de l'enseignement sont

misérables. M. Carnegie, Ecossais, mais naturalisé Américain, a donné plus d'argent, en un seul chèque, que tous nos millionnaires réunis n'en ont donné à nos universités durant le quart du siècle passé. Jusqu'à ce qu'un revirement se produise dans l'esprit de notre pays, que la Société, avec un grand S, reconnaisse qu'à moins que notre peuple s'instruise ce sera sa fin, nous ne verrons aucune amélioration matérielle. Rien ne sera fait jusqu'à ce que nos ouvriers arrivent à forcer le Parlement à donner à chaque enfant d'ouvrier une aussi bonne éducation et une aussi égale chance d'arriver à une carrière universitaire (s'il en est capable) que s'il avait émigré aux Etats-Unis. »

« Deuxièmement, les encouragements à l'augmentation de la force productive. La seconde cause du succès américain, que nous pourrions nous approprier, si nous voulions, est celle de l'amélioration de leurs méthodes de production. Nous avons besoin de plus de machines, de meilleures machines, et nous ne devons pas nous borner à leur rendement. L'état d'esprit qui conduisit aux émeutes des mécaniciens dans le Yorkshire au commencement du siècle est encore latent parmi les ouvriers anglais. Il est inutile de rappeler les maux passés mais on ne peut pas malheureusement nier plus longtemps que notre progrès industriel est arrêté dans deux directions, premièrement, par la répugnance de l'employé à acheter de nouvelles machines, et en suite par l'opinion que moins un ouvrier fait de travail plus il en reste à faire pour autrui.

« La difficulté provient, en ce qui concerne les machines, principalement, du préjugé qu'ont les Anglais à l'égard des bonnes et solides machines, qui, une fois

construites, doivent durer longtemps. C'est délibérément que les Américains se servent de machines peu solides qui s'usent vite, parce qu'ils calculent que quand la machine aura supporté tout le travail qu'elle peut faire, il y aura de nouvelles améliorations qui forceront à acheter un nouvel outil ; alors l'ouvrier achète un article à bas prix, l'use rapidement, et le remplace par un neuf muni de tous les derniers perfectionnements. L'Anglais trouve qu'il a une machine presque aussi bonne qu'une neuve, alors que l'Américain a usé la sienne et juge qu'il est temps de la mettre au rebut.

Il y a aussi une certaine préoccupation d'économie de travail en ce qui concerne les machines, de la part de beaucoup d'ouvriers qui considèrent ces mêmes machines comme les propriétaires de diligences considéraient les locomotives. On calcule que chaque locomotive qui sort d'un atelier fait le travail d'autant de chevaux que représente sa force en cheval-vapeur, et il n'y a jamais eu autant de travail pour les mécaniciens que depuis que l'introduction des machines économisant le travail est devenue universelle. L'erreur populaire qui prétend que ce qui économise du travail accroît la misère du travailleur, n'a jamais été mieux prouvée que par l'histoire du Tsar et de l'ambassadeur hollandais, qui se rencontrèrent au XVIIe siècle, sur les bords du Volga. De grandes barques remontaient le courant, halées par des bandes de 200 moujiks, qui étaient attelés à une corde, de sorte qu'avec une grande dépense de fatigue et de sueur ils tiraient leur lourde escadre à la vitesse de deux milles à l'heure, environ. Le Hollandais s'adressa au Tsar et osa respectueusement lui démontrer qu'avec sa permission il (le Hollandais) pourrait

garnir un mât de sa voile ce qui permettrait au vent de faire avancer le bateau plus rapidement sur l'eau sans avoir besoin de ce halage d'hommes. Le Tsar écouta un instant et réprima sévèrement l'aventureux Hollandais. « Comment osez-vous, dit-il, me proposer d'adopter un tel parti qui ôterait le pain de la bouche de ces pauvres diables ! »

Les moujiks continuèrent leur halage.

Chacun comprend l'absurdité d'une telle réplique, mais, au fond, c'est exactement le même esprit qui inspire les objections que l'on fait aux machines économisant le travail.

Ceci, cependant, est moins un danger que l'esprit de ces objections, sur lequel l'attention du *Times* et d'autres journaux a été attirée par des articles récents, qui conduisent les ouvriers à flâner délibérément sur leur travail avec l'idée que, moins ils en font, plus il en reste pour le camarade. Le même esprit se montre dans l'extrême facilité avec laquelle les travailleurs tendent à ne faire que leur travail accoutumé, malgré la presse ou la nécessité. Il est des industries où nous sommes presque arrivés à l'extrême division du travail qui prévaut aux Indes et qui nécessite l'emploi de 20 ouvriers quand il n'en faudrait que 3. La folie de cette perte inutile de forces est reconnue par les leaders les plus intelligents des classes ouvrières, et les expériences de la compagnie Westinghouse et de leurs ateliers de Manchester donnent de grandes espérances. A la suite de l'introduction de contremaîtres américains, et après une franche explication, les Américains déclarèrent qu'ils ne trouveraient au-

cune difficulté à faire produire autant à nos Anglais en Angleterre qu'aux Anglais ayant émigré en Amérique.

Mais nous ne pouvons faire conduire tous nos ateliers par des contremaîtres américains, et il n'est pas désirable que les Anglais dans leur propre pays descendent au niveau des Gibeonites, qu'ils soient chargeurs de bois ou portefaix à gages de la race supérieure. Le meilleur moyen de tourner la difficulté est la mise en pratique d'une méthode quelconque d'association, de partage de bénéfices, qui forcerait chaque travailleur à comprendre qu'il a un intérêt personnel à la prospérité de l'entreprise. Maintenant, il sent trop souvent qu'il n'a rien personnellement à gagner à se mettre corps et âme au travail. L'actionnaire et non l'ouvrier récolte le bénéfice. Tourner cette difficulté n'est pas impossible, comme le montre l'expérience de M. Georges Livesey à la compagnie du Gaz du South Metropolitan. La participation aux bénéfices, puis l'association, et la production coopérative ensuite, sont les trois étapes qui nous feront sortir des difficultés dans lesquelles nous nous débattons actuellement.

L'essai des *Cooperative Works* de Leicester et des environs justifie les résultats excellents que l'on serait en droit d'espérer si la conscience d'un intérêt mutuel était la règle au lieu de l'exception dans l'industrie anglaise.

Pas plus ici qu'aux Etats-Unis, nous ne pouvons espérer voir surgir l'effort individuel comme aux premiers jours de l'industrie américaine. La *trade-union* deviendra vraisemblablement plus puissante dans l'avenir. Elle fait un vigoureux appel aux aspirations socialistes qui paraissent, en Amérique, aussi bien que

dans ce pays, être un facteur grandissant de l'organisation de l'industrie; mais cela n'est point une raison pour que des *trade-unions* n'encouragent pas l'effort individuel chez leurs propres membres. Ce serait une erreur grave, cependant, de penser que les trade-unions sont les seuls obstacles. Nous avons à combattre la répugnance de la part des patrons à reconnaître que leurs ouvriers ont des intelligences qui pourraient être utilisées. L'ouvrier américain qui suggère une amélioration à la machine dont il se sert est encouragé, récompensé. En Angleterre, on lui dit trop souvent de s'occuper de ce qui le regarde.

S'il en est ainsi pour les employés, il en est de même en ce qui concerne la loi. Nos lois sur les brevets d'invention, au lieu d'encourager l'esprit inventif de ceux qui ont de l'imagination mais pas d'argent, circonviennent absolument le malheureux et le laissent sans aide, dans l'impossibilité de tirer parti de ses inventions. Sir John Leng dans un récent discours à Dundee, montra très clairement ce contraste entre le système anglais et américain.

La loi sur les brevets en Amérique protège le breveté pendant dix-sept ans moyennant une dépense totale de 8 livres sterling. Pour obtenir un brevet, pour quatorze ans, en ce pays, il faut faire une dépense de 99 livres sterling. Le bureau américain des brevets d'invention fait un examen sérieux du brevet demandé, et, s'il est nécessaire, on aide le demandeur à présenter son projet convenablement. Avec ce stimulant, il n'est pas surprenant que le génie inventif de l'Américain ait dépassé celui du Vieux-Monde. On peut remédier à cela, heureusement, car notre bureau des brevets d'invention

est une de ces institutions que l'on peut américaniser le plus facilement du monde.

La troisième cause du succès américain que nous pourrions aussi nous approprier est celle qui provient de l'adoption franche et de l'application suivie du principe démocratique.

M. Choate, ambassadeur américain à la Cour de Saint-James, a déclaré publiquement en un discours à New-York :

« Après tout ce que j'ai vu des autres pays, il me paraît absolument clair que le principe primordial sur lequel repose les institutions américaines, l'égalité politique absolue de tous les citoyens devant le suffrage universel, est le secret du succès américain. Aidé par ce système d'éducation, qui permet à chaque citoyen de suivre ses goûts et d'agir en liberté, le pays fut mis dans la voie du succès auquel il a atteint. »

« Je n'ai aucun doute, disait De Tocqueville il y a de cela plus de soixante ans, que les institutions démocratiques des Etats-Unis, s'accordant avec la constitution physique du pays, soient les causes (pas directes, comme on l'a si vivement affirmé, mais indirectes) de l'activité commerciale de ses habitants. » Il ajoute, plus loin : « la démocratie ne donne pas au peuple le gouvernement le plus habile, mais produit ce que les gouvernements les plus forts sont souvent incapables de créer, une force superabondante et une énergie qui en est inséparable, et qui peut, même y aurait-il des circonstances défavorables, produire des merveilles. »

Quant à l'influence des institutions démocratiques M. Wideneos de Philadelphie, discutant la connexité

entre la démocratie et les affaires, a dit, récemment, à M. E. Curtis :

« Notre plus grand succès dans l'industrie et le commerce provient de la haute intelligence et de la remarquable éducation des prolétaires Américains. Les Etats-Unis sont une démocratie dans laquelle tout le monde a égale chance et qui permet l'ambition. Quels sont les hommes qui conduisent les affaires dans ce pays. Neuf sur dix d'entre eux ont commencé au bas de l'échelle et humblement, mais la route était libre pour tous et le plus intelligent arriva le premier au succès.

« En Angleterre les chances sont comparativement limitées, et les plus basses classes n'ont pas d'ambition, non plus que d'encouragement à économiser ou à s'améliorer. Il n'y a aucune utilité pour un jeune homme à s'instruire, ou à tendre à des situations élevées, s'il ne peut y prétendre. Les plus renommés, les plus considérés d'entre nous sont sortis de la basse classe. Plusieurs de nos plus grands personnages ont eu des parents travaillant à la journée qui leur donnèrent de bonnes constitutions, de l'instruction et des possibilités de réussite. De tels hommes, maintenant conduisent le monde financier, commercial et politique. »

Nous avons démocratisé nos institutions, mais nous sommes encore loin d'appliquer le principe d'une façon telle que chacun ressente le *stimulus* de l'égalité de responsabilité.

Il n'est pas nécessaire de poursuivre ce sujet en détail, mais il vaut la peine d'être remarqué qu'à présent, les seules institutions agissantes de ce pays grâce auxquelles nous pouvons affirmer d'être en progrès sur les

Etats-Unis, sont nos municipalités, où le principe de démocratie a été suivi le plus complètement, et beaucoup plus que dans le Parlement impérial.

Imaginez le conseil de Londres réuni à une seconde Chambre, dont les trois-quarts seraient les propriétaires fonciers de Londres, avec un droit de veto sur toutes les lois votées par le Conseil ! Pourrait-on imaginer rien de plus certain pour choquer l'esprit qui a donné une vie nouvelle à Londres ces dix dernières années? Les institutions aristocratiques, certes, ont leur avantage, mais elles ne tendent point à développer dans la masse du peuple un sens pénétrant de dignité personnelle.

Elles paralysent effectivement la conscience de la force individuelle qui dirige les esprits vers l'énergie et le respect de soi-même qu'il faut aux citoyens d'une République.

CHAPITRE II.

VERS L'AVENIR.

La conclusion de tout ce qui précède pourrait tenir en une phrase.

Le peuple de la Grande-Bretagne a le choix entre deux alternatives :

Si les Anglais décident de fondre l'Empire britannique avec les Etats-Unis du Monde parlant anglais, ils peuvent continuer pour toujours à demeurer une partie intégrale de la plus grande de toutes les forces du Monde, suprême sur mer et inattaquable sur terre, définitivement à l'abri de toute crainte d'attaque hostile et capable de porter une irrésistible influence sur tous les points de notre planète. Ceci est la première alternative.

L'autre est l'acceptation de notre effacement par les Etats-Unis devenus centre de gravité dans le monde parlant anglais, la perte, l'une après l'autre de nos grandes colonies, et notre définitive réduction en une Belgique parlant anglais. L'une ou l'autre sera. Laquelle? Rarement un choix d'une telle importance a été présenté aux citoyens d'un pays.

Il est naturel que l'orgueil anglais se révolte devant une conclusion ainsi présentée comme le résultat d'un rapide examen des forces gouvernant la présente situation politique, financière et industrielle.

Mais l'orgueil et les préjugés sont de mauvais conseillers.

La question n'est pas de savoir ce que nous préférerions faire, mais quel est le meilleur parti à prendre en ces circonstances? S'il est admis que tout l'effort de notre temps pousse vers l'unification des races, d'une origine et d'un langage communs; s'il est admis, de plus, qu'une telle unification entraînerait avec elle des avantages incalculables en assurant les nations parlant anglais contre tout danger, soit d'un conflit fratricide soit d'une attaque étrangère, tandis qu'elles amélioreraient énormément aussi bien leur prospérité chez elles que l'influence qu'elles peuvent exercer au loin, il est difficile de résister à cette conclusion que l'objet de ces préoccupations est digne de devenir le but ultime des hommes d'Etat, aussi bien des Etats-Unis que du Royaume-Uni.

Adam Smith écrivit dans la première édition de sa *Richesse des Nations* publiée en 1776, à la veille de la révolte des colonies américaines, des remarques qui sont aussi vraies aujourd'hui qu'elles l'étaient alors :

« L'assemblée qui délibère et décide des affaires de chaque partie de l'Empire, pour être bien informée, devrait certainement avoir des représentants de chacune d'elles. »

Il admettait qu'il y eût des difficultés, mais refusait d'accepter qu'elles fussent insurmontables.

« La principale difficulté, disait-il, provient, non de

la nature des choses, mais des préjugés et des opinions du monde autant de ce côté que de l'autre de l'Atlantique. »

Alors, on s'occupa brièvement de quelques-unes des objections qui furent faites, objections auxquelles le temps a répondu si effectivement que nous n'avons pas besoin de les rappeler ici. Mais en combattant une de ces objections qui pouvaient être élevées par les Américains — que leur éloignement du siège du gouvernement pouvait les exposer à beaucoup d'exactions — il employa ces remarquables expressions :

« L'éloignement de l'Amérique du siège du gouvernement que pourraient faire valoir les habitants de ce pays, avec quelque apparence de raison, ne saurait être une raison longtemps valable. Tel a été le progrès de ce pays en richesse, en population, que dans un peu plus d'un siècle, peut-être le produit des impôts américains, pourrait dépasser celui de l'impôt anglais. Le siège de l'Empire serait alors transporté, naturellement, vers la partie de l'Empire qui contribue le plus à sa défense générale et à son maintien.

La pensée impériale, en conséquence, avant la scission de l'Empire, était que si l'Empire s'était maintenu, sa capitale, avec le temps aurait été transférée du Vieux-Monde dans le Nouveau.

La même idée a été exprimée l'autre jour avec une beaucoup plus grande éloquence par lord Roseberry en son discours de lord recteur aux étudiants de l'université de Glasgow :

« Lorsque les Américains devinrent la majorité, le siège de l'Empire aurait peut-être pu être transporté solennellement au delà de l'Atlantique; la Grande-Bre-

tagne serait devenue le reliquaire historique, la garde avancée en Europe de l'Empire du Monde... Quelle extraordinaire révolution aurait été accomplie! La plus grande connue, sans verser une goutte de sang, le plus sublime transfert de forces dans l'histoire de l'humanité. Notre imagination ne peut se figurer cet exode à travers la mer. Le plus grand souverain, dans la plus grande flotte de l'univers, ministres, gouvernement, parlement, partant solennellement pour l'autre hémisphère, non comme ce fut le cas du souverain portugais émigrant vers le Brésil, par nécessité, mais forcé par l'étreinte vigoureuse d'un monde plus jeune. »

Il admit que le résultat ne pouvait guère se supposer réellement, mais il continua de philosopher sur les conséquences qui n'auraient pas manqué d'arriver :

« L'Amérique se serait accrochée aux jupes de l'Angleterre, et l'aurait arrachée des complications européennes. Elle aurait profondément suivi la politique étrangère de la mère-patrie dans la voie de la paix. Son influence dans notre politique intérieure n'aurait pas été moins grande. Cela aurait probablement apaisé l'Irlande. L'antique constitution de la Grande-Bretagne aurait été rendue plus libérale et plus élastique. D'un autre côté, le mouvement américain vers la liberté aurait pris une forme différente. Il n'y aurait pas eu de guerre d'indépendance, pas de guerre de 1812, avec les souvenirs pleins d'amertume laissés sur le sol américain. Pour assurer ce bienfait inappréciable, j'aurais accepté de voir le parlement fédéral anglais siéger dans le territoire de la Colombie. »

La question que je veux soulever dans la présente étude est de savoir si la réalisation du rêve de

lord Roseberry est, même maintenant, en dehors de la politique pratique. Est-ce que la conquête de l'établissement d'un parlement fédéral, parlant anglais sur le sol américain, ne serait pas un immense bienfait? L'Irlande est encore à satisfaire; la constitution anglaise, qui manque d'élasticité, n'est plus d'aucun service pratique; le parlement impérial ne montre aucun désir d'accepter des représentants de ses colonies éloignées; et le danger de dissensions entre l'Empire et la République, quoique dissimulé en apparence, augmente mathématiquement comme les ambitions maritimes des Etats-Unis. Dans sa forme originale, le rêve de lord Roseberry, certainement ne pourra jamais être réalisé. La possibilité d'unir tout ce qui parle anglais sous le sceptre d'un souverain anglais, a disparu pour toujours quand Georges III fit la guerre aux colonies américaines.

Mais parce que nos grands parents par leurs préjugés et leur passion anéantirent la possibilité de réaliser un grand idéal, il n'y a aucune raison pour que nous, leurs fils, nous ne tentions de détruire les mauvais résultats de leur folie en essayant d'obtenir l'unité de la race par les seuls procédés qui sont encore à notre disposition.

La réunion sous l'*Union Jack*, étant devenue impossible par nos propres fautes, pourquoi ne chercherions-nous pas la réunion sous les Etoiles et les Bandes? Nous pourrions, d'ailleurs, conserver l'Union Jack comme drapeau local, comme, dans l'Afrique du Sud fédérée, nous pourrions autoriser les Boers du Transvaal à conserver le Vierkleur. Mais les temps sont passés où le drapeau de l'Angleterre pouvait espérer

être accepté par la majorité des peuples parlant l'anglais.

Il y a de longues années, lorsque le défunt comte de Derby était ministre des colonies du cabinet de M. Gladstone, il discuta cette question avec le Dr E.-J. Dillon, le correspondant bien connu maintenant du *Daily Telegraph*.

Le Dr Dillon lui demanda en qualité de ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, ce qu'il pensait que devrait être la politique étrangère de l'Empire. Lord Derby répondit qu'il pensait qu'il vaudrait mieux pour le pays ne pas avoir de politique étrangère du tout, ce qui amena alors le Dr Dillon à lui demander quel était le but qu'il se proposait d'atteindre dans l'avenir.

Lord Derby reprit :

« L'idéal le plus élevé que je puisse prévoir dans l'avenir pour mes concitoyens, c'est l'époque où nous serons admis dans l'Union américaine, pour ne former qu'une grande fédération. »

On pourrait déclarer que lord Derby était un *Petit Anglais*, et, par conséquent, hors de Cour. Mais cette objection ne peut être faite à M. Rhodes qui, plus que personne, incarne l'esprit de l'impérialisme anglais. Mais M. Rhodes, quoiqu'il n'aurait pas adopté les termes de la déclaration de lord Derby, est absolument d'accord avec lui sur le point principal.

« Si seulement nous avions pu nous tenir unis, dit-il, il n'y aurait pas eu besoin de fondre un seul nouveau canon dans le monde entier. La fédération du monde parlant anglais, serait assez puissante pour imposer

le règlement de toutes les querelles internationales, par une méthode plus rationnelle que la guerre. »

Mais ce sujet n'est point un de ceux dont les politiciens parleront beaucoup. Aucun de ceux qui vont dans les milieux politiques et journalistiques, ne peut ignorer que beaucoup des plus impérialistes verraient d'âme et de cœur, l'Empire britannique et la République américaine s'unir et former les Etats-Unis du monde parlant anglais.

Les Etats-Unis, déclarent quelques-uns, sont assez grands, pour ne s'occuper que d'eux-mêmes. Ce peuple n'a plus besoin d'une alliance anglaise, qui pourrait amener des complications considérables, et pousser la République dans des embarras, dont les Américains se révolteraient.

Ce ne sont point, en effet, les Américains qui prendront l'initiative. L'idée a même froissé quelques-uns d'entre eux, comme faisant entrevoir des possibilités bien au-dessus de leur compréhension. Il n'y a encore que peu d'éléments d'appréciation d'un côté ou de l'autre, en ce qui concerne l'attitude probable des foules, de la masse du peuple américain, si cette question lui était présentée d'une façon définitive, pour être mise en pratique.

Nous avons eu cependant l'occasion de discuter ce point récemment encore, avec deux Américains de grande valeur, qui sont singulièrement bien placés pour se former un jugement à ce sujet.

Sir Hiram Maxim écrivit, après la discussion :

« J'ai beaucoup songé à la longue et intéressante conversation que j'ai eue avec vous hier, et quoique je n'aie pas l'espoir de vivre assez longuement pour voir

l'accomplissement de ce que vous rêvez, cependant, je ne serais pas étonné que l'enfant qui sera témoin de l'agglomération de toutes les nations parlant anglais, en une seule grande confédération formant la plus grande, la plus riche et la plus puissante des nations que le monde connaîtra jamais, ne soit déjà de ce monde. Je crois qu'il est vrai que cela arrivera; ce n'est qu'une question de temps et de civilisation. »

Nous vîmes M. Carnegie avant qu'il quittât Londres pour New-York. Il dit alors :

« Qu'ai-je publié dans le *North American Review*, il y a huit ans... Nous allons en avant, formellement, vers de nouveaux Etats-Unis... Votre peuple ne fait que se conformer à l'irrésistible courant des forces qui dominent la situation. »

« Et cela va se produire, beaucoup plus vite que vous autres du Vieux-Monde ne l'imaginez. »

Dans sa *Démocratie triomphante* M. Carnegie maintint que la Constitution américaine offrait une bien préférable liberté et en même temps un système de gouvernement plus souple que celui qui était en faveur en Europe.

Nous allons rappeler ici quelques-unes des raisons qu'il donne à l'appui de sa thèse, ainsi que les résumés des titres des chapitres ayant trait aux choses politiques et constitutionnelles :

« Chap. 7. Le drapeau d'une nation, qu'il flotte sur mer ou sur terre, est le symbole et la garantie de l'égalité du citoyen.

« Chap. 8. La Constitution à laquelle personne ne propose de changements, dont les lois peuvent demeurer

ce qu'elles sont et plaisent à tous, est ce qu'il faut aux citoyens de cette nation.

« Chap. 9. La nation qui possède la seconde Chambre idéale, l'assemblée la plus auguste du monde, le Sénat américain.

« Chap. 10. La nation dont la Cour suprême est l'ambition de l'ex-premier ministre de *la terre paternelle* (Lord Salisbury).

« Chap. 11. La nation dont la Constitution est « le plus parfait travail créé par l'esprit au service de l'homme » d'après le premier ministre actuel (M. Gladstone).

« Chap. 12. La nation la plus profondément conservatrice de ce qui est bien, de ce qui est basé sur l'égalité du citoyen. »

Depuis la publication de la *Déclaration triomphante* M. Carnegie a discuté ces questions en des articles parus dans des revues anglaises et américaines, principalement dans le *Nineteenth Century* de septembre 1891, dans un article intitulé : « La Fédération impériale, au point de vue américain » et en juin 1892, dans le *North American Review :* « Un regard en avant ». Il a encore écrit beaucoup d'autres articles, mais ceux cités par nous sont les principaux.

Il terminait son dernier article par la profession de foi suivante, déclaration que certains pourraient considérer comme une simple fantaisie, mais qui, pour un homme comme M. Carnegie, commande le respect, parce que cet homme a fait preuve d'une égale habileté à amasser, à jeter, et à donner des millions :

« Que les hommes disent ce qu'ils veulent, mais j'affirme qu'aussi sûrement que le soleil dans les cieux

brilla sur l'Angleterre et l'Amérique unies, aussi certainement il se lèvera un matin et brillera encore joyeusement sur les Etats, unis à nouveau, de l'union américaine et britannique. »

Cette croyance était basée en premier lieu sur le fait que ce n'était que dans leurs idées politiques qu'il y avait quelque dissemblance. « Car aucune rupture, quelle qu'elle soit, entre les parties séparées n'eut lieu par suite de la langue, la littérature, la religion ou la loi. En cela, l'accord a toujours existé. Quoique séparées politiquement, les parties n'ont jamais pu rompre l'adhérence, la force, l'union de leurs anneaux. »

Il y a un mouvement perpétuel d'assimilation qui se produit entre les institutions politiques des deux pays.

« L'idée de réunion — dit encore M. Carnegie — serait accueillie avec enthousiasme aux Etats-Unis... Aucun parti n'y mettrait d'opposition ; chacun tenterait de surpasser l'autre en approbation. »

Cobden avec son pamphlet *l'Angleterre*, *l'Irlande et l'Amérique* publié au printemps de 1835, mérite une mention, car il écrivit, immédiatement après son retour des Etats-Unis, qu'il croyait fermement « que notre seule chance de prospérité nationale était dans la réfection de notre système de gouvernement, de façon à le rapprocher autant que possible de la direction que savaient donner les Américains au leur. »

Près de soixante-dix ans se sont écoulés depuis lors et nous avons eu près de trente ans d'éducation populaire.

Sir Walter Besant, lorsqu'il discuta de l'avenir de la race, a beaucoup tablé sur ce fait que, tandis que tous les Etats qui étaient nés de la Grande-Bretagne avaient

eu à créer leur propre forme de gouvernement, que chacun était devenu une République, tandis que les colonies étaient toutes républicaines, virtuellement, la mère-patrie était moins républicaine qu'il y a soixante-dix ans. Dans les colonies, avec chaque génération, les idées républicaines s'insinuent plus profondément, et cela, pensait-il, amènera, comme il n'y a pas de tendance d'opinion correspondante dans la mère-patrie vers le républicanisme, une séparation véritable.

Mais en ce cas, nous pourrions nous séparer pour nous réunir à nouveau, et les bases de cette union seraient assez larges pour laisser une place aux Etats-Unis au centre du groupe. Il est probable que le Canada, l'Australie et le midi de l'Afrique trouveraient qu'il serait préférable de se coaliser avec les Etats-Unis plutôt qu'avec le Royaume-Uni.

Mais les institutions politiques de l'Angleterre paraissent sur le point de subir de considérables changements dans le sens de l'américanisme.

Le docteur Albert Shaw dans la *Contemporary Review* n'a pas ménagé ses appréciations en ce qui concerne les niais sophismes et les stupidités qui servirent d'argument pour empêcher les Irlandais de conduire leurs propres affaires en Irlande.

« Si, écrivait-il, les Américains avaient à assumer la tâche de réorganiser l'Empire britannique, ils ne perdraient pas de temps à télégraphier aux hommes influents aussi bien pour le Canada, à M. Rhodes, M. Hofmeyer, ou les autres fondateurs d'empire d'Afrique du Sud, aux habiles politiciens des Etats australiens et aux Anglais occupés un peu partout à maintenir la suprématie britannique.

Ils réuniraient un congrès au cours duquel ils feraient une proposition et inviteraient une Convention impériale à dresser un projet de Fédération.

Ce projet aurait à donner un Parlement impérial sérieux, à choisir dans les divers parlements du Royaume-Uni, qui s'occuperait de tous les travaux de l'Empire. La marine, l'armée, le service postal auraient des bases impérialistes. L'on établirait un absolu *free trade* (libre échange) entre toutes les parties de l'Empire, tout en permettant de maintenir dans certaines des tarifs différents. On accorderait en fait le *Home rule* à l'Irlande, qui ne serait plus sous la dépendance du Royaume-Uni, mais sujette de l'Empire britannique. Les froissements qui ont si vivement affecté l'Angleterre et l'Amérique, ces dernières années proviennent de l'anormale situation politique du Canada.

Un système d'économie impériale unifiée pourrait bientôt conduire à une réciprocité de traités entre les deux fédérations parlant anglais, ce qui hâterait l'avènement d'un libre échange universel que tous les protectionnistes intelligents prévoient et désirent. »

Quoi que puisse penser le lecteur anglais du projet de reconstitution de notre Constitution, d'après le docteur Shaw, il y a une majorité, en ce pays, qui serait fort heureuse, vraiment, de voir procéder à des changements radicaux dans le but de rendre l'action au parlement et d'assurer la fédération de l'Empire.

Mais nous ne devons pas nous égarer davantage dans ces régions spéculatives.

CHAPITRE III.

EN MARCHE VERS L'UNION.

Tout le monde admettra, même ceux qui sont le moins favorables à l'idée d'une complète réunion, qu'il est loisible de conserver l'idéale union devant les yeux, ne serait-ce que pour diminuer les froissements entre peuples et favoriser la coopération dans le vaste champ où nos intérêts sont identiques.

Même si nous ne pouvons avoir l'union nous pourrions avoir l'alliance de race.

Comme point de départ, il serait bon de citer le passage touchant extrait du discours d'adieu de Washington au peuple américain :

« La grande règle de conduite qui nous est imposée vis-à-vis des nations étrangères, est d'avoir avec elles le moins de rapports politiques possibles et le plus de rapports commerciaux. »

Le conseil est bon, mais on ne doit pas le faire équivaloir à une interdiction de rapports politiques quels qu'ils soient. Tout ce que Washington a dit, était « le moins de rapports possibles ».

L'irréductible minimum du XVIII[e] siècle est complè-

tement impossible au XXe, où la politique et le commerce se trouvent mêlés inextricablement.

Une politique d'isolement est refusée à la Chine, et l'on n'y peut même pas songer pour l'Amérique.

On fait déjà beaucoup mais on pourrait faire plus encore pour faire fructifier le sentiment de l'unité de race.

L'une des plus simples et des plus louables tentatives en ce sens, qui ait été faite dans ces dernières années, a été la célébration du 4 juillet en dehors du sol des Etats-Unis.

La coutume d'arborer des drapeaux à l'anniversaire de la naissance de la République américaine a gagné du terrain en Angleterre, et ici et là les Anglais ont commencé à retenir la date sacrée du 4 Juillet comme un jour de *fête* de race.

Mais la proposition d'adopter le 4 comme la *fête* de race aurait dépassé ce qu'un sujet anglais pouvait supporter, tout au moins alors.

Comme les années s'écoulent après les années, l'Anglais arrivera à célébrer le 4 Juillet cordialement et sans murmurer; mais s'il doit y avoir une simple *fête* de race, il devrait commémorer un jour d'union plutôt qu'un souvenir de séparation.

Il nous serait aisé de nous perdre en discussion prématurée sur la façon dont le jour de fête serait accueilli et dans l'Empire, et dans la République.

Cromwell, le héros commun aux deux races, convoqua son premier parlement le 4 juillet, et son premier discours d'inauguration fut le premier discours du 4 juillet qui fût prononcé. Il était animé de la con-

viction de la réalité d'une mission providentielle de la race parlant anglais.

Voici ses propres paroles :

« Nous avons le désir de chercher le remède futur et de songer à l'avenir plutôt que de fouiller dans des plaies et de retourner en arrière. »

L'on pourrait faire une chose, et cela de suite, ce serait l'insertion de plus de nouvelles américaines dans les journaux anglais, il s'agit ici de la publication d'articles spéciaux traitant de l'immense catégorie de choses multiples dont sont emplis les journaux américains. Les Américains sont beaucoup mieux informés en ce qui concerne l'Angleterre que nous ne le sommes en ce qui a trait aux mouvements sociaux, industriels et scientifiques des Etats-Unis.

Les nouvelles qui nous parviennent de l'Amérique se bornent tout simplement à des cours de marchés, à des élections politiques.

Passant aux choses qui sont comprises dans le champ de l'entreprise privée et de l'initiative individuelle, nous arrivons à la proposition faite il y a quelque temps par M. Dicey et fortement soutenue en d'autres termes, relativement à l'adoption d'une convention mutuelle entre les gouvernements des deux pays pour la proclamation d'un droit de cité commun, de telle sorte que tout sujet du roi devînt un citoyen des Etats-Unis et eût droit à tous les privilèges dont jouit un Anglais en quelque partie du monde qu'il puisse habiter.

Cela supprimerait la nécessité de renoncer à leur nationalité dans laquelle sont les Américains en Grande-Bretagne ou les Anglais établis aux Etats-Unis.

« Voyons maintenant si quelque chose peut être fait

pour assimiler les lois des deux pays en ce qui concerne les intérêts internationaux, tel que les droits de reproduction, de marques de fabrique, de mariage et de divorce, les brevets, etc., etc.

Ce serait d'après les idées de M. Carnegie :

« La nomination par les diverses nations de notre race de commissions internationales chargées de créer un système de poids, de mesures, de monnaies, de brevets et autres choses d'un caractère similaire, qui sont d'un intérêt commun. »

Après que cela serait fait, M. Carnegie croit qu'il serait bon qu'un « Conseil général » soit élu par les pays parlant anglais, auquel on pourrait référer pour toutes les discussions qui s'élèveraient entre elles.

Laissant M. Carnegie à ses idées, sans nous engager à fond, il reste la question de savoir s'il devrait y avoir une alliance offensive ou défensive entre les deux états.

Quand la guerre entre les Etats-Unis et l'Espagne fut déclarée, les Américains comptèrent avec confiance sur l'aide de la Grande-Bretagne, et aujourd'hui encore la croyance est fermement demeurée dans les esprits de la majorité du peuple américain que, le gouvernement anglais alla beaucoup plus loin qu'il n'était nécessaire en menaçant d'allier sa flotte à celle des Etats-Unis si les puissances européennes s'étaient aventurées à intervenir en faveur de l'Espagne.

Les alliances entre nations sont capables de degrés infinis.

Ainsi l'alliance franco-russe, laisse chaque puissance absolument libre de diriger sa politique étrangère et de déclarer ses propres guerres sans contraindre l'autre à se départir de sa politique de neutralité.

M. Arthur White, écrivait dans le *North American Review* d'avril 1894, à propos d'une alliance anglo-américaine :

« La Grande-Bretagne deviendra une alliée des Etats-Unis dans le cas d'une puissance ou de puissances déclarant la guerre à ces derniers.

« D'un autre côté, les Etats-Unis garantiront une neutralité amicale dans le cas où la Grande-Bretagne serait engagée dans une guerre avec une ou plusieurs des puissances européennes, concernant un point qui n'affecterait en aucune manière les intérêts pacifiques des Etats-Unis, et au cas où les Etats-Unis devraient rendre à la Grande-Bretagne toute assistance, positive ou négative, permise aux neutres. »

Le lien entre les nations parlant anglais serait réduit à une obligation garantissant les terres naturelles de la race contre la conquête étrangère et à une garantie solidaire du droit de neutralité.

En pratique l'on pourrait procéder comme suit :

Si la Ligue solennelle et la Convention avaient été créés par l'impérialisme, le Canada pourrait attaquer la France, si elle refusait de régler les difficultés du *French shore* d'une manière satisfaisante pour Terre-Neuve.

Aucun autre état de la ligue ne serait dans l'obligation d'aider le Canada, qui pourrait traiter de la guerre ou de la paix avec la France pour son propre compte.

Mais si la France refusant de reconnaître cette neutralité, devait attaquer l'Australie ou le Royaume-Uni, chaque membre de la ligue serait obligé de faire cause commune contre la France, de façon à assurer le droit de neutralité.

Supposons la France reconnaissant la déclaration de neutralité du Canada mais malgré tout essayant d'annexer le territoire canadien, par droit de conquête, alors tous les autres membres de la ligue seraient forcés de faire la guerre à la France.

Les deux principes fondamentaux de la *League* seraient le droit de neutralité mutuellement garanti et la garantie mutuelle de l'inviolabilité du territoire occupé par les peuples parlant anglais.

Afin d'atteindre une plus grande unité, M. Georges Grey indiqua que les gouvernements à Washington et à Westminster devraient arriver à un arrangement permanent « par lequel lorsqu'un sujet quelconque nous intéresserait ou quand il y aurait une question qui menacerait la tranquillité du monde en général, nous devrions nous réunir en congrès et décider une action commune.

« Un congrès anglo-américain entrant en action quand il serait besoin, disparaissant lorsqu'il aurait accompli sa tâche, serait un précieux instrument de bien. »

Il n'y a aucune nécessité de constituer un congrès anglo-américain dans ce but. Une fois le principe accepté, aucune importante question de politique étrangère ne serait plus discutée à Washington ou à Westminster, sans qu'ait eu lieu une précédente consultation entre le secrétaire des affaires étrangères ou celui de l'Etat par le moyen ordinaire des démarches diplomatiques.

L'ambassadeur américain à Saint-James, serait toujours appelé en conseil quand une décision serait prise entraînant la possibilité de complications de politique étrangère.

Une telle combinaison serait préférable à la constitution d'un congrès anglo-américain comme l'a indiqué sir Georges Grey.

M. Carnegie a partagé l'opinion de sir Georges Grey relativement à la bienfaisante influence qui serait exercée sur le monde entier par notre race unie à nouveau.

Sir Walter Besant n'était pas moins enthousiaste en ce qui concerne les bons résultats qui se produiraient si les six grandes nations : l'Angleterre, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le sud de l'Afrique, s'unissaient en une fédération, dans laquelle une cour d'arbitrage devait être le visible signe extérieur de l'union.

Une telle union pour en dire le moins possible, donne au monde non seulement les plus courts mais les seuls chemins par lesquels on puisse atteindre la réalisation de l'idéal si noblement décrit par John Harrington, quand écrivant son *Océanie* il demanda :

« Que penseriez-vous, si le monde revoyait encore l'aigle romaine? Elle rajeunirait et recommencerait son vol. Si vous ajoutez, à la propagande de la liberté civile, celle de la liberté de conscience, cet empire, ce patronage du monde, est le royaume du Christ. Une République de cette sorte est un ministre de Dieu sur terre, qui fait que les ordres répétés en dernier lieu sont comme la bénédiction de Dieu ouvrant les bras de notre République, tel un asile sacré au monde en détresse, et donnant à la terre son Sabbat d'années de repos en raison de ses travaux sous l'ombre de vos ailes! »

CHAPITRE IV

QUEL EN SERA LE DÉNOUEMENT.

Ceux qui ont foi dans le progrès, et ceux qui voient en la marche des siècles un mouvement continuel de ce que Mazzini décrivait comme « la spirale montant indéfiniment et qui conduit de la matière à Dieu » sont forcés d'accepter la transformation comme faisant partie de la grande loi qui préside aux évolutions de la société humaine; mais il est impossible de ne point reconnaître que cette transformation quoique riche en avantages palpables, n'est pas sans ses mécomptes.

Un journaliste américain, qui fut attaché de longues années à la rédaction d'un journal de ce pays, a montré la différence qui existe entre les deux branches de la race parlant anglais par la phrase suivante :

« En Angleterre, dit-il, l'on travaille pour vivre; et les Américains, ne vivent seulement que pour travailler. »

Chaque section de la race obéit à ses tendances naturelles et les pousse à l'extrême.

On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur ce fragment d'ar-

ticle tiré d'un journal du soir de New-York, pour être édifié :

« Les nations de l'Europe, et principalement les Anglais, s'étonnent du succès du peuple américain.

« Si un Anglais désire savoir pourquoi la race américaine peut surpasser la race anglaise dans la lutte pour la priorité industrielle, qu'il aille se poster à la station du Delaware-Lackawama, à Hoboken, de sept à neuf heures du matin, tandis que les trains de la banlieue arrivent.

« Bien avant que le train paraisse à la grande station de chemin de fer, et tandis qu'il va encore à une vitesse dangereuse, l'on voit jusqu'au bout du train des hommes, jeunes et vieux, qui se penchent à toutes les plates-formes.

« Comme le train entre en gare, les voyageurs s'élancent des wagons des deux bouts à la fois, et une course folle a lieu jusqu'au bateau à vapeur. Il n'y a pas un seul individu à marcher doucement ou délibérément.

« C'est une poussée vers les affaires, une poussée toute la journée; une poussée encore au retour chez soi.

« Le manomètre d'une machine vous dit la pression de vapeur et le travail que la machine peut faire.

« La machine humaine d'un Américain demeure continuellement à cette haute pression. Son cerveau est constamment excité, son mécanisme marche à toute vapeur.

« Les tissus sont vite consumés, et la machine, souvent, brûle plus rapidement qu'elle ne le devrait. L'homme chauve et grisonnant dans sa jeunesse; l'homme victime de la dyspepsie, du nervosisme, des

narcotiques et des stimulants, est classé par une expression américaine. Il est « une machine brûlée avant son temps »; mais sa part de travail a été faite, et ce grand atelier de locomotives, *la mère Américaine*, répondra à jamais à toutes les commandes de nouvelles machines qui doivent marcher à une vitesse dangereusement formidable.

« L'Américain réussit parce qu'il est toujours sous une haute pression, parce qu'il est déterminé à lutter de vitesse, même au risque de faire sauter la chaudière et de ruiner la machine. »

Tel est ce tableau un peu rude, qui paraît pourtant attirant à ceux d'entre nous qui ne sont pas sans sympathie pour une vie ardente, mais n'est-ce point aussi une vision de l'enfer?

Quel énorme contraste avec le calme, la vie philosophique de pensée, qui est l'idéal des sages orientaux!

En Asie, des populations entières ont appris qu'il vaut mieux passer la vie dans le contentement de la possession de peu de chose que dans la course folle, à la poursuite de beaucoup.

Il existe une richesse, qui provient du petit nombre des besoins, comme la richesse se mesure ailleurs par l'amplitude des ressources.

« Ce n'est pas tout dans l'existence de vivre, ni tout dans la mort de mourir. »

Et l'Œdipe solennel dit encore :

« Quelle utilité y a-t-il pour un humain de posséder le monde entier, s'il perd son âme? »

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Les États-Unis et l'Empire Britannique

DEUXIÈME PARTIE

L'autre partie du monde

TROISIÈME PARTIE

Comment les Américains américanisent

QUATRIÈME PARTIE

Pour résumer et conclure

Imp. PAUL DUPONT. — Paris, 1er Arrt. — 97.6.1902 (Cl.).

Imprimerie G. de Malherbe, 271, rue de Vaugirard, 12, passage des Favorites, Paris.

